

Essai sur une Politique Économique de l'Empire Français

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 18 décembre 1936, à 14 heures.

PAR

Maurice GUERNIER

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques.

JURY

Président : M. TRUCHY, Professeur.

Suffragants { *M. NOGARO, Professeur.*
M. OUALID, Professeur.

PARIS

EDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1936

**Essai sur une
Politique Economique
de l'Empire Français**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Essai sur une Politique Économique de l'Empire Français

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 18 décembre 1936, à 14 heures.

PAR

Maurice GUERNIER

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques.

JURY

Président : M. TRUCHY, Professeur.

Suffragants { *M. NOGARO, Professeur.*
M. OUALID, Professeur.

PARIS

EDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1936



INTRODUCTION

Le problème impérial est nouveau, actuel.

Il ne constitue en aucune sorte le prolongement de notre traditionnelle politique coloniale. Il est, pour la France, la conséquence logique de l'évolution de l'économie mondiale au cours des années récentes.

C'est dans le cadre de cette évolution que nous voudrions, dès maintenant, situer le problème de la politique économique de l'Empire Français.

La crise économique mondiale, comparée aux précédentes dépressions cycliques, n'est pas seulement remarquable par son anormale durée et l'importance universelle de ses effets, mais surtout par les modifications profondes qu'elle a provoquées dans la structure interne des nations et dans les rapports économiques des nations entre elles.

Au commerce international qui pendant un siècle avait progressivement relevé le niveau d'existence des individus, elle a substitué la lutte économique et l'isolement des pays. A l'universalité des régimes politiques et sociaux fondés sur les principes démocratiques et libéraux, sur le respect de l'individu et de sa propriété, elle a opposé une extrême variété de systèmes plus ou moins autoritaires.

La France, comme la plupart des nations européennes, se trouve devant des problèmes entièrement nouveaux. Peut-elle espérer un retour à la prospérité de ses échanges extérieurs ? Si cet espoir est vain, pourra-t-elle maintenir sa structure économique et sociale, et surtout, pourra-t-elle assurer aux français le niveau de vie auquel ils s'étaient accoutumés ?

D'autres pays ont attaqué directement les difficultés :

l'Italie et l'Allemagne en particulier ont estimé que les conditions économiques actuelles étaient suffisamment stables et définies pour leur permettre de construire de nouveaux systèmes politiques. Les gouvernements français, au contraire, ont pensé qu'un retour plus ou moins complet au régime économique qui existait avant la crise était toujours possible, et leur politique a consisté à « attendre la reprise ».

Mais l'une et l'autre solutions — celle des dictateurs allemand et italien et celle de la France — sont également dangereuses. La première l'est particulièrement parce qu'on ne bouleverse pas les sociétés qu'un siècle de prospérité avait solidement construites pour les remplacer par des systèmes que les circonstances mouvantes de l'époque actuelle modifient sans cesse. La seconde, *parce qu'il n'est plus permis aujourd'hui d'espérer un retour total à l'ancien état économique, et qu'il faut orienter l'économie — mais l'économie seulement — vers de nouvelles activités.*

La politique d'union économique.

Tandis qu'au siècle dernier l'Europe, profitant de sa supériorité industrielle, dirigeait l'expansion économique du monde, depuis la crise, des *blocs économiques* s'affirment. L'Asie s'organise contre l'Amérique et l'Europe, et se réserve le débouché oriental. Le continent américain prend de plus en plus conscience de son unité et, depuis la doctrine de Monroe, les conférences panaméricaines ainsi que l'action prépondérante des Etats-Unis favorisent la conclusion de larges ententes économiques continentales que des traités de commerce sont venus consacrer récemment.

Ces mêmes ententes, cette même politique d'union économique sont proposées aux nations européennes par les hommes d'Etat et les économistes. C'est en effet la seule politique qui permettra aux règles du libéralisme de jouer à nouveau en limitant dans l'espace son action

à des peuples et à *des milieux économiques homogènes*.

C'est dans ce sens que des efforts ont été faits pour créer une Union Economique Européenne, des unions ou des trêves douanières, des accords commerciaux panaméricains, etc... Le but est toujours de rechercher à *multiplier les échanges entre pays qui ont des législations sociales et des statuts économiques comparables, c'est-à-dire des prix de revient de même nature et d'importance semblable*.

La politique économique impériale.

Peut-on dire que la politique économique impériale — à savoir celle qui prétend organiser une union économique parfaite entre la France et ses territoires d'Outre-Mer — réalisera cette condition fondamentale : *c'est-à-dire l'homogénéité du milieu économique ?*

Sans doute pourrait-on prétendre qu'une union économique est possible entre la France, la Belgique et l'Allemagne, pays également évolués, mais que, par contre, elle est impossible entre la France et ses possessions africaines par exemple.

Nous croyons cependant qu'un tel raisonnement n'aurait pas de valeur.

En effet, il importe peu que dans un système économique coexistent des individus ayant des niveaux de vie différents, et la France, pays homogène par excellence, nous en offre de nombreux exemples. Entre le cultivateur moyen du Massif Central et l'ouvrier parisien n'y a-t-il pas la même différence qu'entre ce dernier et le fellah moyen des plaines de la Chaouia Marocaine ? Le petit commerçant français de quelque sous-préfecture est exactement comparable, quant à son niveau de vie, au commerçant moyen de Kairouan ou de Bamako. Même s'il existait entre eux une différence, nous montrerons, dans notre Chapitre sur la Consommation, avec quelle extraordinaire rapidité les indigènes augmentent leur pouvoir d'achat, et, partant, leur niveau de vie. Subsisterait-il,

malgré tout, une différence, pendant une période d'adaptation de dix ou vingt ans au maximum, elle n'aurait aucune importance car elle ne serait qu'une *différence de degré*, source d'émulation et de progrès, mais non pas une *différence de nature*, moyen de lutte économique.

C'est au contraire une différence de nature dans les conditions d'existence, dans les caractères du travail salarié et du prolétariat qui opposent l'Orient et l'Occident. Le Japon et l'U. R. S. S. exploitent cette différence pour lutter contre les pays socialement évolués : il ne peut donc y avoir entre les premiers et les seconds d'échanges normaux ni de collaboration économique.

L'Empire Français — Métropole et Colonies — constitue par contre un milieu économique homogène du fait qu'il y a unité de commandement politique et par conséquent unité d'idéal social.

Sur tout le territoire de l'Empire règnera le même désir d'augmenter le pouvoir d'achat et le bien-être des travailleurs, les salaires versés, les services sociaux accordés à tous (hospitalisation, hygiène, secours, enseignement moral et professionnel, etc...) seront les mêmes, le progrès social et économique sera uniforme.

Les industriels métropolitains auront-ils à craindre une concurrence déloyale des usines installées aux colonies ? Nous croyons au contraire que si l'union économique est intégralement réalisée il ne pourra naître aucun antagonisme économique entre une colonie quelconque et la Métropole, pas plus qu'il ne saurait en naître entre le Périgord et le département de la Seine ! D'ailleurs il suffit de constater ce qui se passe dans les rapports de la France avec l'Algérie — territoire qui est en union douanière complète avec la Métropole — : aucune industrie française ne se plaint d'une « concurrence inégale » de l'industrie algérienne, aucune usine d'automobiles, par exemple, n'a songé à fabriquer ses produits à

Oran plutôt qu'à Paris pour abaisser ses prix de revient¹. Au contraire, l'union économique ne peut exister avec le Maroc à cause du régime douanier de l'Acte d'Algésiras qui permet à ce pays d'importer sans tarif protecteur des marchandises de toutes provenances, et, par conséquent, trouble les relations avec la Métropole en opposant des *prix de revient dissemblables et hétérogènes*². Aussi proposerons-nous comme première réforme impériale l'abrogation de l'Acte d'Algésiras, mesure qui est demandée par tous les groupements économiques du Maroc³.

Nous nous croyons donc autorisé d'affirmer que, malgré les apparences, *l'Empire Français constitue le milieu économique le plus homogène que l'on puisse organiser pour reconstruire la prospérité économique de notre pays*. Peut-être même pourra-t-il servir de modèle à une réorganisation européenne, que les discussions ou allusions à une redistribution des matières premières et des colonies ont mise à l'ordre du jour. Mais ce problème déborde le cadre national de notre étude.

Les caractères de la politique économique impériale.

Deux tendances doctrinales s'affrontent en matière de politique économique : le libéralisme et l'interventionnisme. Dans notre sujet cependant, ces deux tendances devront coopérer : la première devant être la fin, la seconde, le moyen. C'est assez dire que, les moyens étant toujours fonction du but final, le caractère libéral devra dominer la politique impériale, et qu'en définitive, les mesures d'intervention que nous préconiserons au cours de cette étude, qu'elles se nomment économie disciplinée, dirigée ou autres, ne seront que les étapes d'une politique qui mèneront à un *système économique équilibré et ho-*

(1) Entre la France et l'Algérie il n'existe qu'un seul antagonisme : la question viticole. Nous montrerons (III^e Partie) qu'il est dû précisément à l'absence d'union.

(2) Voir III^e Partie : la Réforme Douanière.

(3) Voir Compte Rendu du Congrès du Parti Radical et Radical-Socialiste de Biarritz, Octobre 1936. Rapport du délégué du Maroc.

mogène, où pourront jouer par conséquent les règles libérales de la concurrence et de l'initiative privée.

Pendant toute la période de « lancement » de l'économie impériale, une discipline rigoureuse devra être acceptée par les Colonies et la Métropole : nous en étudierons les formes dans le détail. Cette discipline nécessitera de part et d'autre des efforts et des sacrifices : c'est la rançon des entreprises hardies mais réfléchies que l'on exécute avec méthode et foi.

Ainsi, pendant un temps qui sera plus ou moins long, selon les circonstances et surtout selon la volonté des gouvernants, l'Economie Impériale sera moins un état économique qu'un effort créateur, moins un mécanisme qu'un organisme en plein développement, en un mot, elle sera dynamique et non statique.

Plan.

Il nous a semblé utile de commencer cette étude sur l'Economie de l'Empire Français par celle de l'Empire Britannique, non pas, comme on pourrait le croire à première vue, que nous y voyions une sorte de précédent à la politique impériale française. Bien au contraire nous montrerons que l'Empire Britannique — celui des Dominions — n'existe plus, du moins en tant qu'union économique, et que le problème économique se pose aujourd'hui pour les Crown Colonies de la même façon que se pose pour la France le problème qui nous intéresse.

Après avoir étudié le régime des colonies portugaises et hollandaises, il ne nous a pas paru utile d'en faire mention : ces pays en sont restés au stade de « l'exploitation des richesses coloniales », ils ne se sont pas encore élevés à la notion « d'empire économique ». Les Italiens, au contraire, enhardis par la conquête éthiopienne, semblent vouloir orienter très nettement leur politique vers la conception impériale.

L'étude de l'économie impériale française proprement dite comprendra trois parties :

1) l'étude de l'économie impériale dans son état actuel, qui comprend aussi bien l'examen détaillé des statistiques d'échanges impériaux que la description et la critique des efforts récents d'organisation impériale.

2) l'analyse de l'activité économique de l'Empire (Production-Consommation-Echanges). Nous nous sommes efforcé d'insister sur le problème de la Consommation Indigène, qui n'a jamais fait l'objet — à notre connaissance — d'étude systématique et actuelle. A cet effet, il nous a été nécessaire de poser le problème général de la consommation à tel point que la solution qui nous a paru préférable pour l'Economie Impériale nous semble l'être aussi pour l'économie en général, à savoir que :

il faut lutter contre la concentration industrielle et commerciale qui, en concentrant le pouvoir d'achat dans les mains d'une minorité (classe capitaliste et travailleurs industriels), provoque une restriction de la consommation en écartant de la vie économique des masses de plus en plus nombreuses (masses rurales, métropolitaines et indigènes, chômeurs, etc...). Aussi serons-nous amené (3^e Partie, Chap. II) à préconiser une diffusion générale de la production entre tous les individus afin d'obtenir une diffusion générale du pouvoir d'achat.

3) Enfin, après avoir analysé les éléments de l'Economie Impériale, nous tenterons de construire — par un effort de synthèse — une organisation administrative et économique. Nous utiliserons les faits et la théorie pour proposer des mesures pratiques, nous quitterons l'exposition et la discussion pour atteindre les réalisations et l'action.

PREMIERE PARTIE

L'EXEMPLE DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

Si nous comparons notre œuvre coloniale à celle de la France, nous sommes contraints d'éprouver un sentiment d'humilité...

LLOYD GEORGE, 1936.

CHAPITRE PREMIER.

Evolution politique et économique de l'Empire Britannique.

L'empire britannique constitue sans aucun doute le plus grand exemple d'organisation politique et économique que l'histoire ait connu. Il nous a paru indispensable d'en étudier l'évolution, l'organisation, et la situation actuelle afin de tirer des conclusions générales ou particulières pour le sujet que nous traitons.

L'apogée du Royaume-Uni a coïncidé avec celle du libre-échange. Pendant le XIX^e siècle en effet, tout semble favoriser l'hégémonie britannique :

- elle possède du charbon en abondance : le charbon est le maître de l'industrie;
- elle possède de riches colonies : leurs produits servent de matières premières à l'industrie;
- elle fonde sa puissance sur la Mer : tous les océans sont sillonnés par les navires anglais qui vont et viennent, transportant la richesse industrielle;
- la stabilité de monnaie, le désir des peuples d'aug-

menter leur consommation, le libre échange généralisé : tout concourt à soutenir et développer la supériorité morale et matérielle de la Grande-Bretagne.

— *La Révolution industrielle du XIX^e siècle s'est faite sous le signe de la Couronne Britannique.*

Comme le dit M. André Siegfried dans son cours, l'épopée britannique au XIX^e siècle c'est « la conquête de la planète par la science moderne appuyée sur le caractère anglais ».

Ainsi décrite, l'organisation impériale nous apparaît aujourd'hui comme « *d'un autre âge* ». On sait à la suite de quels événements l'édifice fut peu à peu sapé. Les concurrents industriels et commerciaux naissent sur le continent. Les possessions de la Couronne elles-mêmes organisent leur développement. Des mines de charbon sont ouvertes sur le Pacifique, elles refoulent le charbon anglais du Pérou, du Chili, de l'Argentine; même sur l'Océan Indien, elles menacent Newcastle à Java, Bornéo et Pékin.

Puis le pétrole apparaît et, par un destin tragique, l'immense Empire ne semble pas en posséder. Enfin, la guerre généralise et achève l'évolution, les Dominions obtiennent le Self Government et immédiatement votent un tarif douanier protecteur : c'est la fin du libre échange et de la puissance économique du Royaume Uni.

Tel est, pour nous qui n'étudions que l'aspect économique du problème, le schéma de l'évolution de cet Empire. Nous examinerons plus loin, en entrant cette fois dans les détails, l'état actuel du British Commonwealth of Nations, sa force économique et ses perspectives d'avenir.

Mais dès maintenant, nous pouvons dégager une conclusion générale :

Pour qu'il y ait un Empire économique, il faut que chaque partie de l'Empire soit économiquement *déséquilibré* : tant que les Dominions ont été exclusivement industriels, la réciprocité des intérêts en présence a provoqué l'union; il y avait alors « Commonwealth », c'est-à-dire « richesse commune ».

Mais dès que les Dominions ont développé leur indus-

trie, il y a eu opposition d'intérêts et désunion, c'est-à-dire tarif protecteur, indépendance politique, etc...

« Dans chaque Dominion, il y a maintenant un nationalisme et un impérialisme » ¹.

Dans quelle mesure les Dominions font-ils encore partie de l'Empire Economique Anglais.

L'Angleterre reste, et restera longtemps encore, un pays essentiellement exportateur. Mais tandis que jusqu'à la guerre, sa préoccupation dominante était l'approvisionnement en matières premières et produits alimentaires, aujourd'hui son souci quotidien est la conservation des débouchés. Tous les pays du monde peuvent lui vendre n'importe quelle marchandise, aux prix les plus bas, mais peu de pays s'offrent pour acheter des produits anglais. La situation s'est donc retournée et le Gouvernement britannique n'a pas pu trouver de nouvelles bases pour organiser l'économie anglaise d'après-guerre. Toute sa politique a consisté à essayer de ramener les Dominions dans l'orbite économique de la Métropole.

Dans quelle mesure cette politique a-t-elle réussi ?

Pour répondre cette question, il convient d'examiner quelle est l'importance du commerce impérial :

- dans l'économie métropolitaine,
- dans l'économie des Dominions.

(Cette étude nous conduira à l'examen de la Conférence d'Ottawa, qui nous montrera, par des faits et des chiffres, le degré et la valeur de l'unité économique de l'Empire-Dominions).

I. — IMPORTANCE DU COMMERCE IMPÉRIAL.

A. — Part des Colonies, Dominions, etc..., dans le Commerce du Royaume-Uni ².

(1) Demangeon, *L'Empire Britannique*, p. 205.

(2) *Bulletin d'Information Economique*, Novembre 1935.

<i>Importations en Gde-Bretagne</i>			<i>Exportations de Gde-Bretagne</i>		
	Part de l'Empire (indice)	Total des Importations		Vers l'Empire (indice)	Total des Exportations
1924	30	100	1924	42	100
1931	29	»	1931	44	»
1934	37	»	1934	46	»

B. — Part du Royaume-Uni dans le commerce du Canada et de l'Inde.

<i>Canada</i> (en millions de dollars).			<i>Inde</i> (en milliers de lacs de roupies)		
	Part du Roy. Uni	Commerce total du Canada		Part du Roy. Uni	Commerce total de l'Inde
1931 ..	280	1.154	1931 ..	9	30
1932 ..	270	880	1932 ..	8,6	26,8
1933 ..	332	1.013	1933 ..	9	26
1934 ..	383	1.166	1934 ..	10,1	28,3

Ces deux statistiques montrent que :

— pendant la crise, le commerce impérial diminue moins que le commerce avec l'étranger, ce qui se traduit par une augmentation du pourcentage impérial : 29 à 37 % pour les importations, 44 à 46 % pour les exportations (8 % d'augmentation dans un cas, 2 % dans l'autre : les Dominions sont favorisés) — du côté des Dominions : l'exemple de l'Inde et du Canada prouve que l'Angleterre est un excellent *client*, et non pas une *Métropole*.

M. André Siegfried a caractérisé l'évolution des relations impériales, ainsi : « il y a eu expansion coloniale et contraction métropolitaine, l'Empire regardant moins vers l'Angleterre, et l'Angleterre plus vers l'Empire : de 1913 à 1927, les importations anglaises en provenance de l'Empire se sont accrues de 41 %, celles en provenance de l'Étranger de 15 % seulement; et d'autre part, les exportations britanniques vers les pays étrangers se sont ré-

duites de 29 %, mais vers l'Empire de 9 % seulement ¹ ».

En d'autres termes, la nécessité pour l'Angleterre de développer l'économie impériale est chaque jour plus pressante, tandis que pour les Dominions elle est de jour en jour moins intéressante.

C'est ce que, avec une clarté cruelle pour la Mère Patrie, les Dominions ont montré à la Conférence Impériale d'Ottawa, réunie en 1932, sur le territoire même du Dominion le plus indépendant d'allure et « le plus égoïste » du British Commonwealth of Nations.

(1) Siegfried, *La crise économique*, p. 153.

CHAPITRE II.

La Conférence d'Ottawa.

I. — LES CONCESSIONS BRITANNIQUES AVANT OTTAWA.

Avant d'étudier les concessions faites par l'Angleterre à la Conférence d'Ottawa, il convient d'examiner brièvement l'état du Commerce Impériale en 1932.

*Importations anglaises*¹.

	Total en Livres	Venant de l'étranger	Venant de l'Empire
1929 ...	1.220.765	70,60 %	29,40 %
1930 ...	1.043.975	70,80 %	29,20 %
1931 ...	862.174	71,20 %	28,80 %

Donc sur un total d'importations d'environ 1 million de Livres, les *Importations* anglaises venant de l'étranger s'étaient stabilisées depuis la Guerre aux environs de 70 %, le reste soit 30 % provenant de l'Empire.

Pour les exportations, sur un total de 700.000 £ environ en 1921-1929 (total abaissé à 570.755 en 1930, et à 398.000 en 1931).

— les exportations anglaises vers l'étranger étaient stabilisées autour de 56 %;

— les exportations anglaises vers l'empire étaient stabilisées autour de 44 %.

Mais les chiffres en valeurs absolues démontrent que

(1) Chiffres et statistiques cités par *The Economist*, 1932.

l'Angleterre vendait beaucoup moins à son empire (170.000 £ en 1931), que cet empire ne lui vendait (247.663 £ en 1931). Cet écart dans les valeurs échangées s'explique par la différence qui caractérise les deux parties, la métropole étant largement créditrice de capitaux, la colonie toujours débitrice.

Si l'on considère le commerce impérial « vu » du côté des Colonies anglaises, on peut dresser le tableau suivant :

	Proportion des export. vendues à l'Angleterre	Proportion des import. achetées à l'Angleterre
Canada	28,3 %	17,4 %
Australie	49,8 %	39,4 %
Nlle-Zélande	87,7 %	49,4 %
Inde	27,9 %	35,4 %
Sud-Afrique	43,4 %	43,3 %

Il est curieux de remarquer que l'Inde est la seule colonie qui vende moins à l'Angleterre qu'elle ne lui achète. Ceci est d'autant plus paradoxal que l'Inde n'a pas de préférence douanière pour les marchandises anglaises.

On peut conclure de ces différents tableaux que les Dominions, quoique politiquement indépendants, conservent néanmoins d'importantes attaches économiques avec la Métropole. Dans des proportions variables, mais toujours importantes, leur commerce avec l'Angleterre demeure la base de leurs relations extérieures : la mère-Patrie reste leur meilleur client.

Inversement, la Grande-Bretagne a pour meilleur client l'ensemble de ses Dominions et Colonies. On comprend désormais que devant la restriction générale des échanges internationaux et les désordres monétaires, elle ait cherché à resserrer les liens impériaux.

Avant même la réunion de la fameuse conférence d'Ottawa, le gouvernement britannique, qui avait dû abandonner le libre échange pour un régime protectionniste modéré, avait organisé en faveur de son Empire un régime de préférence douanière. De fait, il avait simplement

évité d'étendre à ses Dominions les droits protecteurs que l'Import Duties Act de 1932 avait organisés, droits qui variaient entre 10 et 33 % et frappaient près de la moitié des importations britanniques.

Le tableau suivant montre dans quelle proportion les importations de certains Dominions bénéficiaient à cette époque de tarifs préférentiels.

	(1) Produits taxés quelle que soit leur origine	(2) Produits taxés quand ils vien- nent de l'étranger	(3) Produits non-taxés quelle que soit leur origine
Canada	1.8 %	54.3 %	43.9 %
Australie	12.0 %	34.6 %	53.4 %
Nlle-Zélande ...	0,2 %	50.3 %	49.5 %
Inde	36.0 %	42.0 %	20.0 %
etc...			
Moyenne des domonions ..	13.0 %	41.0 %	46.0 %

La colonne n° 2 du tableau ci-dessus nous montre que pour le Canada et la Nlle-Zélande, par exemple, plus de la moitié de leurs importations en Angleterre étaient protégées par un tarif préférentiel qui atteignait, en moyenne, pour l'ensemble des Dominions, le chiffre de 41 %. Si l'on ajoute les 46 % de marchandises entrant en franchise de droits, on constate que, avant la réunion d'Ottawa, les Dominions pouvaient importer librement en Angleterre pour 87 % de leurs exportations, tandis qu'ils ne payaient de droits de douane que sur 13 % seulement.

Cette politique de soutien impérial a montré immédiatement son efficacité en 1931 et 1932,

— les importations anglaises en provenance de l'étranger sont passées de 69,5 % à 61,7 %;

— les importations anglaises en provenance de l'empire sont passées de 30,5 % à 38,3 %.

Ce « transfert de commerce » doit être attribué uniquement au nouveau système de préférence douanière.

II. — LES CONCESSIONS ANGLAISES A OTTAWA.

En plein accord avec le Gouvernement des Dominions et de l'Inde, le gouvernement britannique a accepté, à la conférence impériale d'Ottawa, en 1932, des mesures que l'on peut ranger sous 5 rubriques :

— continuation de l'entrée en franchise pour tous les produits impériaux actuellement exemptés des droits anglais;

— imposition de nouveaux droits sur certaines importations en provenance de l'étranger;

— pas de réduction sur les droits frappant les produits étrangers;

— établissement de contingents impériaux pour certains produits alimentaires;

— mesures diverses.

En résumé, les principes directeurs d'Ottawa sont :

— Consolidation dans le temps des régimes favorables aux Dominions.

— Aggravation des droits sur les importations étrangères.

De cette dernière disposition est résultée une modification profonde du tarif douanier anglais : 25 produits, en majorité alimentaires, ont été taxés, au spécifique ou ad valorem, ou ont vu leurs droits majorés, en accord avec les différents gouvernements des Dominions.

C'est ainsi qu'ont été taxées les importations étrangères de :

Blé, à la demande de l'Australie, Canada et Inde;

Maïs, à la demande du Sud-Afrique et de la Rhodésie;

Riz, à la demande de l'Inde;

Beurre, fromages et œufs, à la demande de tous les Dominions sauf l'Inde;

etc..., etc...

Pour mieux illustrer l'effort accompli à Ottawa, en faveur de la préférence impériale, il est utile de résumer en un tableau toutes les modifications du tarif douanier qui y ont été réalisées :

	Droits protecteurs AVANT Ottawa			Droits protecteurs APRES Ottawa		
	Pourcentage des importations étrangères taxées à			Pourcentage des importations étrangères taxées à		
TARIF	10 %	11 à 20 %	+ de 20 %	10 %	11 à 20 %	+ de 20 %
IMPORT.						
%	32.9,	15.3,	4.6,	28.3,	21.8,	7.7

Les mesures décidées en 1932 ont atteint principalement les pays européens exportateurs en Angleterre : 70 % de leurs exportations vers la Grande-Bretagne tombent sous le coup des nouveaux droits. Pour l'Allemagne, en particulier, la proportion atteint 85 % dont plus de 60 % sont frappés à des droits supérieurs à 10 % ad valorem.

Au contraire, pendant cette période critique de l'histoire économique du monde, les Dominions ont pu continuer à profiter soit de la franchise totale, soit de droits très peu élevés à l'entrée en Angleterre, leur meilleur client, tandis que tous les autres acheteurs entraînés dans le mouvement général protectionniste, élevaient sans cesse leur barrière douanière. Le régime préférentiel d'Ottawa n'a donc qu'une valeur relative, il consolide un système modérément libre échangiste dans un monde qui devient ultra-protectionniste. Mais, par ce seul fait, son importance est capitale à tel point qu'il sert désormais de base économique et, partant, politique à un empire que des forces de sécession économique, nées de la guerre, et de la période de prospérité, menaçaient progressivement.

En contre-partie des avantages accordés par la métropole aux Dominions, ceux-ci ont accepté des concessions en faveur de l'industrie et du commerce de la mère-Patrie.

III. — LES CONCESSIONS DES DOMINIONS À OTTAWA.

Les Dominions britanniques qui avaient créé et développé dès 1914, un grand nombre d'industries pour permettre aux alliés de conduire les hostilités, avaient dû

organiser, aussitôt après la guerre, un tarif protecteur afin de sauvegarder leurs activités nouvelles.

A titre d'exemple, il est utile de citer quelques index-numbers calculés par le Balfour Committee.

Tarif ad valorem auquel sont frappées les
marchandises anglaises à leur entrée dans les divers
pays ci-après :

	1914	1924
A. — Inde	2 3/4 %	10 1/2 %
Australie	6 1/4 %	9 3/4 %
Union Sud-Africaine	7 1/2 %	9 %
etc...		
B. — U. S. A.	19 1/2 %	32 %
France	21 3/4 %	12 1/2 %
etc...		

La revue anglaise *The Economist* (22 octobre 1932) a calculé que l'Australie, le Canada, l'Inde, occupaient respectivement les 3^e, 4^e et 5^e rang parmi les nations les plus protectionnistes du monde, après les U. S. A. et l'Argentine (L'Angleterre occupe le 15^e rang, avec un index de 5 contre un index de 37 aux U. S. A.).

Or, devant cette poussée générale dans le sens protectionniste, il faut bien avouer que la Conférence impériale d'Ottawa s'est montrée impuissante; elle n'a pas réussi à ouvrir de brèches sérieuses dans la barrière douanière des territoires d'outremer.

Le Canada a accepté de modifier 132 postes sur 215 que comporte son tarif. Une série d'articles représentant en 1933, une importation totale de 3 milliards de francs, ont été l'objet de ces améliorations, réductions, exceptions, etc.

L'Australie a suivi une méthode différente : elle assure à la métropole une marge de préférence de 15 à 20 %, suivant l'échelle des droits, mais elle réalise cette marge de préférence, soit en majorant à l'égard des pays étrangers, certains droits déjà existant, soit en réduisant cer-

tains autres droits actuels, au seul profit de la Grande-Bretagne¹.

La Nouvelle-Zélande consent un abattement de 50 % sur ses droits en faveur de la Grande-Bretagne. Cet abattement n'est que de 10 % dans le cas de l'Union Sud-Africaine et de 7 à 10 % dans le cas de l'Inde.

Aussi est-il permis de dire avec Sir Samuel, ancien ministre britannique, dans un article qu'il n'hésite pas à intituler « La faillite du protectionnisme impérial », que « les espoirs fondés sur Ottawa ont été complètement déçus : les ministres de tous les Dominions et des Indes ont déclaré qu'ils ne renonçaient pas à la protection² ».

« Le jugement de l'Histoire sera que, à un moment où le monde en chaos regardait la Grande-Bretagne pour qu'elle le guide, le Gouvernement anglais a choisi de le guider dans une direction qui mène seulement à l'augmentation des barrières douanières et à l'appauvrissement du monde »³.

IV. — CONCLUSIONS SUR OTTAWA.

La conférence impériale de 1932 n'a fait que confirmer la tendance protectionniste qui s'affirmait depuis la guerre dans les Dominions, et depuis le début de la crise, en Angleterre. Il ne saurait être question ici de critiquer cette évolution générale des nations. Il convient seulement de préciser l'échec de la conférence. Une statistique dressée par Sir Georges Schuster⁴ fait ressortir que de 1931 à 1934, le pourcentage des marchandises importées par l'Angleterre, de toutes les parties de l'Empire, est passé de 28,8 % à 36,9 % et le pourcentage des marchandises ex-

(1) Rapport de M. Raynaldy, sénateur à la Commission des Affaires Étrangères du Sénat.

(2) *La Revue des Vivants*, Juin 1933, p. 805.

(3) *The Economist*.

(4) Citée par J. Stoye, *l'Angleterre dans le monde*, p. 344 et le *Bulletin d'Information Economique*, Nov. 1935.

portées par elle vers ces pays s'est relevé de 41,1 à 41,8 %. Cette disproportion entre les deux augmentations, 8,1 % d'un côté et 0,7 % de l'autre, correspond bien à la disproportion signalée ci-dessus entre les concessions de la métropole et celles des colonies.

Si l'on considère que ces faibles modifications se sont produites à une époque où tous les pays ont élevé leurs barrières douanières, où les difficultés monétaires ont entravé, sinon interdit, toutes transactions, on peut aisément conclure que les accords d'Ottawa ont eu peu d'importance et que les chiffres cités ci-dessus ont la même cause que ceux que l'on relève à la même époque, dans les statistiques françaises du commerce France-Colonies, à savoir : modicité et stabilité des droits de douane, identité de monnaies, sécurité de règlement, en face de l'insécurité généralisée qui caractérise les transactions avec les pays étrangers.

L'échec d'Ottawa ainsi précisé, il est utile d'en dégager des enseignements concernant l'avenir de l'Empire britannique.

L'évolution économique des Dominions a montré que si profonds que soient les liens ethniques et historiques qui unissent des peuples, des forces de sécessions ne tardent pas à se manifester. L'unité morale, spirituelle, peut subsister, mais l'unité des intérêts cesse dès l'instant qu'il y a éloignement dans l'espace; c'est un phénomène naturel qui caractérise les individus comme les nations et qui est la règle inévitable de toutes les colonies de peuplement. Dès qu'un territoire, géographiquement délimité, arrive à se constituer des cadres sociaux et une économie élémentaire, un intérêt collectif original naît peu à peu de la somme des intérêts particuliers et dès lors l'idée de l'indépendance apparaît et se développe.

M. André Siegfried a clairement montré les traits qui caractérisent les rapports des Dominions et de l'Angleterre : « L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont fidèles par sentiment autant que par intérêt; le Canada est loyal

de cœur, mais indépendant d'allure et géographiquement américain; l'Afrique du Sud est divisée, douteuse dans son dévouement, l'Inde est hostile et de même, jusqu'à un certain point, l'Irlande bien que celle-ci soit retenue, à plus d'un égard par l'intérêt économique » ¹.

Partout apparaît l'antinomie du sentiment et de l'intérêt, du cœur et des « gros sous » (A. Tardieu), de l'idéal et de l'égoïsme matériel dont le Canada a fait, sans vergogne, sa devise nationale : « Canada first » (Canada d'abord).

Dans ces conditions, peut-on dire qu'il existe encore un Empire britannique ? Le sociologue peut l'affirmer, l'historien doit constater son effritement, le politique fait des réserves, mais l'économiste peut le nier catégoriquement. Les récents accords douaniers passés entre le Canada et les U. S. A., les vexations subies par les produits anglais aux Indes et au Canada, la barrière protectionniste tempérée par la préférence douanière dont A. Siegfried a pu dire « c'est un créneau dans une muraille, mais la muraille subsiste », sont autant de coups portés à l'unité économique de l'Empire.

Le temps efface la mémoire et avec elle, le sentiment et la reconnaissance des hommes et des peuples; par contre, il crée des nations et avec elles des besoins, des intérêts nouveaux; il est difficile de lutter contre cette loi; il est préférable de la bien connaître pour construire solidement une politique d'Economie impériale.

(1) *La crise britannique au XX^e siècle*, p. 156.

CHAPITRE III.

Les problèmes actuels de l'Empire britannique.

Politiquement, on peut considérer que la souveraineté britannique sur les territoires d'outre-mer est exclue des Dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Irlande) et de l'Inde, tous pays faisant partie de la Société des Nations, possédant leur Parlement, leur Gouvernement, c'est-à-dire étant sans aucune restriction, sauf pour l'Inde, des *Nations*.

Par contre, la souveraineté anglaise garde toute sa force sur les « autres colonies », c'est-à-dire sur les colonies de la couronne, les *Crown Colonies*.

Du point de vue administratif, le Dominion Office joue vis-à-vis des Dominions le même rôle que le Foreign Office vis-à-vis de l'Etranger. Au contraire, le Colonial Office et l'India Office sont les véritables ministères des Colonies britanniques, avec leurs cadres d'administrateurs et d'inspecteurs coloniaux, avec leurs gouverneurs nommés par le Roi, etc... Sur ces territoires, l'autorité métropolitaine a conservé toute sa puissance, elle en dirige l'administration et l'économie et les anglais peuvent y émigrer librement.

Le tableau suivant montre la place occupée par ce domaine colonial dans l'ensemble de l'Empire Britannique.

EMPIRE BRITANNIQUE

(British Commonwealth of Nations).

LA MÉTROPOLÉ.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

L'Empire Colonial.

1° Colonies de la Couronne.

a) avec corps législatif et conseil administratif :

Rhodésie du Nord. Maurice.

Bahamas, Barbade, Bermudes, Guyane, Jamaïque.

b) avec conseil administratif et conseil législatif :

Falkland, Fidji, Ceylan, Straits Settlements.

Gibraltar, Kenya, Nigéria, Sierra-Leone.

c) administrées uniquement par un Gouverneur :

Bechuanaland, Basutoland, Labuan, Ste-Hélène.

2° Protectorats.

Uganda, Nyassaland, Somaliland, Swasiland.

Malaisie.

3° Soudan anglo-Egyptien.

4° Mandats de la S. D. N.

Tanganika, Cameroun, Togo.

Palestine et Transjordanie.

5° Zones d'influence.

(Egypte, Irak, Oman, Zanzibar).

LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE.

Inde (Etat Fédératif, Gouverneur général, Parlement).

11 provinces autonomes ou Etats princiers. Il est question d'accorder à l'Inde le Self-Government.

Terre-Neuve (Gouverneur général, Cabinet, Parlement).

Malte et Rhodésie du Sud.

SELF GOVERNING DOMINIONS.

Canada	État Fédér.	Gouv. général	Cabinet	Parlement
Australie	—	—	—	—
Union S.-Afric. .	unifié	—	—	—
Irlande	—	—	—	—
Nouv. Zélande .	—	—	—	—

Considérablement moins étendu que l'ancien, ce nouvel Empire est cependant fort important puisque sa superficie est légèrement inférieure à celle de l'Empire colo-

nial français. Il est distribué entre des contrées variées et, principalement en Afrique, il recouvre des territoires considérables et particulièrement riches. D'ores et déjà les capitaux britanniques affluent vers ces territoires où le touriste insulaire se sent bien plus « chez lui » que dans les grands Dominions. L'anglais y place son argent en actions de grosses sociétés londoniennes, alors qu'il est obligataire au Canada ou en Australie. Dans la politique d'approvisionnement de la Métropole en matières premières, l'importateur de la Cité se sent beaucoup plus fort pour discuter prix et qualités avec l'agriculteur de Rhodésie qu'avec le fermier canadien et le grand ministre Chamberlain l'avait bien compris lorsqu'au Ministère des Colonies, il s'efforçait de mettre en valeur ces territoires jusque là délaissés.

Comme l'a remarqué M. André Siegfried¹, la colonisation britannique apparaît divisée, géographiquement et historiquement, en deux courants différents. Au XIX^e siècle les Anglais ont colonisé en peuplant des territoires vierges ou inhabités. Grâce à ce magnifique mouvement migratoire, ils ont permis à la race blanche de prendre possession des continents américain, australien et du Sud-Afrique. Au contraire, pour les Colonies de la Couronne, la préoccupation essentielle n'est plus le peuplement, mais l'exploitation des richesses naturelles. On n'assiste plus à une installation en masse d'émigrés procédant à l'extermination de quelques pauvres tribus dégénérées, mais à politique économique de mise en valeur et de coopération avec les masses d'indigènes, c'est-à-dire une œuvre associant l'ingénieur et le médecin, le colon et l'instituteur, bref une œuvre humaine qui rapelle plus celle d'un Lyautey que celle d'un Cecil Rhodes.

Devant les nouveaux problèmes économiques nés de la crise actuelle, devant l'évolution générale de l'Empire-Dominion et l'existence de cet Empire-Colonies, de nou-

(1) *Op. cit.*, p. 177.

velles doctrines impériales sont apparues en Grande-Bretagne. Avant d'examiner la ressemblance des problèmes impériaux anglais et français, il est utile d'étudier les idées actuelles des économistes britanniques, telles qu'ils les ont exposées au cours des dernières années.

CHAPITRE IV.

Les doctrines modernes d'impérialisme économique en Angleterre.

Comme le dit encore M. A. Siegfried: dans cet Empire Colonial Anglais, « la liberté, l'autonomie n'y sont pas le but ultime, mais la production ». Dans aucune des Crown Colonies, en effet, il ne saurait être question de créer des nations indigènes comme les Anglais l'on fait en Egypte et comme ils tendent à le faire, bien péniblement, aux Indes. Au contraire, une politique coloniale tendant à assurer le ravitaillement de la métropole en matières premières, développant la mise en valeur des territoires vierges, améliorant le sort de l'indigène semble avoir aujourd'hui de nouveaux adeptes en Grande-Bretagne.

C'est Chamberlain, nous l'avons dit, qui le premier a défendu cette doctrine et l'a appliquée lorsqu'il était Ministre des Colonies.

Puis Lord Beaverbrook s'est pris d'enthousiasme pour ce qu'il a appelé : « Free Trade Empire ». Dans une brochure qu'il fit paraître en 1934, il dit notamment :

« L'Empire Britannique est la plus grande confédération de peuples libres du monde. Sa richesse potentielle est sans limite.....

...L'Empire Free Trade est aujourd'hui l'unique politique énergétique que puisse suivre l'Empire.

Ce libre échange à l'intérieur de l'Empire est solidement basé sur deux principes :

1° Les peuples de l'Empire peuvent trouver le bien-être

et le confort dans les richesses surabondantes de leur propre sol et dans le travail de leurs propres bras.

2° Ils peuvent atteindre à une prospérité incalculable s'ils se consacrent à parfaire l'organisation de leur héritage impérial. Mais il y a une condition sine qua non, c'est que la concurrence des produits étrangers soit écartée.

Si les peuples britanniques sont libérés de la menace que constitue pour eux la concurrence des pays où le niveau de vie est inférieur, et s'ils jouissent du libre échange entre les diverses régions de l'Empire, ils peuvent se tenir à l'écart des folies économiques et de la misère économique du reste du monde ».

Cet acte de foi de Lord Beaverbrook pourrait être celui d'un Français de 1936 pour son Empire Colonial. Il a séduit beaucoup d'Anglais que les désordres politiques et économiques du Monde avaient profondément impressionnés, et que l'idée d'un monde anglo-saxon fermé, sans rapport avec les autres races, ne pouvait que flatter.

Il est facile cependant de dégager la grande part d'utopie contenue dans la doctrine Beaverbrook. Le but, dit-il, c'est de « donner la plus grande liberté aux échanges entre les diverses parties de l'Empire ». Il admet que les Dominions ont voté un « tarif », mais il espère qu'ils l'atténueront jusqu'au point de l'annuler en faveur de la Grande-Bretagne. Au contraire, il signale que, pour les Colonies de la Couronne, un simple vote du Parlement pourrait réaliser le Free Trade Empire. Il résume son plan d'action ainsi :

« 1° Créer une union douanière entre l'Angleterre et « les Colonies de la Couronne, afin que les échanges commerciaux puissent se faire entre elles aussi librement qu'entre le Lancashire et Londres.

2° Compléter les barrières douanières contre les marchandises étrangères.

3° S'efforcer de réaliser également avec les Dominions « l'idéal de l'Empire Free Trade ».

Le 3^e point relève de la pure utopie. Le 2^e est des plus discutables pour un pays comme l'Angleterre.

Seul, le 1^{er} est du domaine du bon sens politique; on en retrouve l'esprit dans les programmes économiques des autres partis politiques, ainsi que dans tous les plans français d'organisation impériale.

Avec Sir Herbert Samuel, au contraire, nous assistons à une lutte acharnée contre les barrières douanières. Il dit « Je veux voir chaque partie de l'Empire devenir prospère en trouvant des clients pour ses produits partout où elle le peut » ¹. Pour lui, ce qui importe avant tout, c'est de conserver des prix bas en Angleterre et surtout dans les colonies où la métropole est moralement obligée de procurer aux indigènes, placés sous la protection britannique, tous les produits de consommation aux prix les plus bas. On touche là, dit Sir Herbert, aux fondements mêmes de l'Empire.

Ici encore, c'est l'exagération utopique d'une doctrine qui n'a pas pu résister aux événements économiques récents. Au cours de l'année 1935, il s'est produit au Maroc un événement dont nous aurons à reparler, et qui montre les dangers de la théorie libérale. Utilisant à leur avantage, un régime douanier libéral à l'excès, les Japonais ont « inondé » le marché marocain de « petits » produits à bon marché. Parmi ceux-ci, se trouvaient des envois considérables de « babouches » (chaussures portées par les musulmans) à des prix dérisoires.

Résultat : des milliers d'artisans se sont trouvés ruinés et il a fallu que le Résident Général interdise purement et simplement les importations de babouches, malgré le Traité d'Algésiras.

L'histoire économique des dernières années suffit amplement à démontrer que la notion de prix est relative : on ne peut parler de prix bas ou élevés, ou mieux encore, de prix en baisse ou en hausse que dans une économie définie. Les prix actuellement pratiqués par les Japonais, sont *différents* des prix qui s'établissent dans les économies occidentales par les éléments qui les composent, par le

(1) Cité par J. Stoye, *Op. cit.*, p. 54.

mécanisme de leur formation, il est impossible et néfaste de les comparer et a plus forte raison de les mettre en concurrence sur un marché.

Plus intéressante est la doctrine impériale d'Oswald Mosley telle qu'il l'a décrite dans son livre : « The Greater Britain ». Après avoir montré l'importance que pourrait avoir, pour le maintien de la paix mondiale, un Empire Britannique fort, Mosley cherche à « organiser » — et de la part d'un Anglais, l'entreprise vaut d'être signalée ! — l'Empire actuel, dans le but de l'unifier, le coordonner selon les règles « d'un plan préétabli ». Alors que le 24 mai 1932 (Empire Day). M. Mac Donald proclamait à la radio : « La structure de notre Empire est illogique, mais, en matière de cadres politiques, la logique mène à la faillite des hommes d'Etat... ». Mosley proclame aujourd'hui la condamnation de la timidité des hommes d'Etat qui les a empêché d'entreprendre — dans le domaine économique — une politique efficace de grande envergure.

Il souligne qu'entre la Métropole et les Dominions et colonies, il existe toujours une répartition des activités, la première spécialisée dans le produit fini, les secondes plus aptes à produire des matières premières. Il reconnaît l'effort industriel des territoires d'Outre-Mer, mais il affirme qu'il est encore possible d'organiser économiquement l'Empire selon un plan d'ensemble qu'il appelle : « Inter Imperial Planning » qui dirigera la production et répartira le pouvoir d'achat entre toutes les populations sous domination anglaise.

La suite de son raisonnement le conduit à envisager les relations avec l'étranger. A vrai dire, sa doctrine les limite étroitement par la formule : « We buy from those who buy from us » (Nous achetons à ceux qui nous achètent). Mais il admet que l'on peut acheter à tous ceux à qui l'on a prêté des capitaux, etc..., bref, pour appliquer son système d'échanges, il préconise la conclusion de toute une série d'accords bilatéraux qui pourront revivifier les exportations britanniques, accords qui devront être passés avant tout avec les membres de l'Empire, puis avec les pays

emprunteurs de Livres, enfin avec les clients de l'Angleterre.

Ainsi le plan de Mosley s'oppose à celui de Lord Beaverbrook, du fait qu'il n'exclut pas les rapports avec l'extérieur : le conservateur veut une barrière douanière prohibitive, Mosley organise la vie internationale par des pactes de réciprocité bilatéraux.

Les socialistes, ou plutôt le Labour Party, aboutissent à une doctrine économique semblable. Fidèles à l'« esprit socialiste » ils repoussent toute conception impériale. Dans une littérature abondante, ils réclament le self-government pour les Indous, et le respect des droits des indigènes africains, etc... Mais fidèles à l'« esprit anglais » ils concilient facilement leur doctrine avec les faits :

G. H. Cole dit ¹ « Nous haïssons l'impérialisme, et nous « dénonçons à un pays le droit de soumettre un autre pays à « sa domination, mais nous ne dénonçons pas pour cela à « des peuples indépendants de se réunir en une confédération. Nous ne voulons pas démembrer l'Empire Britannique, en tant qu'il constitue une union libre basée sur « le consentement (free union based on consent). Mais nous « sommes des ennemis déclarés de l'impérialisme, et surtout de l'impérialisme économique, qui est fondé sur l'asservissement de peuples sans défense ou sur la rivalité « de grandes Puissances, désireuses d'exploiter les richesses mondiales, dans leur intérêt national égoïste ».

Un autre membre du Labour Party, Haden Guest, affirme comme l'a démontré Mosley, que le Commerce extérieur doit être organisé d'après un plan et par le moyen de pactes bilatéraux. En 1924, le Congrès du Labour a voté la résolution : « Des mesures doivent être prises pour resserrer les relations politiques et économiques entre l'Inde « les Self-Governing Dominions et les autres parties de « l'Empire ».

D'après Guest le parti ouvrier anglais voit finalement dans la phase actuelle de l'évolution de l'Empire, « les prémisses d'une civilisation mondiale organisée » ².

(1) Stoye, *op. cit.*, p. 59.

(2) *Id.*, page 60.

Ainsi tous les partis politiques anglais sont d'accord sur deux points : la nécessité de resserrer les liens économiques de l'Empire britannique, *la nécessité d'organiser une politique, un plan, pour réaliser un Empire Economique*. Ils diffèrent sur les moyens, mais, pour les Anglais, cette considération a peu d'importance. La seule ombre du tableau, objection capitale !, est que les Dominions n'entendent pas du tout faire les concessions que les plans précités exigeraient de leur part. Ils obéissent à la loi que nous avons dégagée dans nos conclusions sur Ottawa, et à la loi de l'attraction économique qu'exercent sur un pays les nations qui l'environnent : attraction des Etats-Unis sur le Canada, du Japon sur l'Australie, de l'Asie sur l'Inde, etc...

Tout au contraire, ces mêmes plans pourraient être appliqués, aisément et efficacement, aux relations de la Métropole et des Crown Colonies. C'est dans ce cadre restreint certes, mais plus sûr, que doivent être ramenés les théories des Beaverbrook, Mosley, et du Labour Party. C'est à ce titre qu'elles peuvent nous intéresser et que nous avons jugé utile de les exposer, car elles peuvent être, pour la politique impériale française, d'un utile enseignement.

CHAPITRE V.

Similitude des problèmes impériaux actuels en Angleterre et en France.

Au cours du XIX^e siècle et jusqu'à la guerre de 1914, deux opinions étaient universellement admises : « L'Angleterre était le plus grand peuple colonisateur du Monde » et, « le Français n'avait pas le génie colonisateur ». Cet état d'esprit était tellement général, que nous déformions, en les amoindrissant, les magnifiques exploits, et les œuvres admirables des Brazza, Galliéni, Lyautey et de combien d'autres héros le plus souvent ignorés du public, administrateurs, médecins, colons d'Afrique ou d'Asie. Au contraire, les fastes de l'Administration impériale des Indes, le développement de l'Australie ou du Canada nous sont toujours apparus et nous apparaissent encore à travers les romans, les récits, et les opinions de nombreux français, comme la plus belle page de l'Histoire du Monde.

En fait, il n'est pas possible de comparer l'œuvre de la France à celle de l'Angleterre.

Au Canada, en Australie, en Afrique du Sud même, il n'y a pas eu « Œuvre coloniale » comme nous l'entendons en France, mais simplement immigration en masse de population blanche. Rarement s'est posé le problème de la rencontre des races, et dans ces trois pays, lorsque par hasard il s'est posé, les colons l'ont résolu de façon brutale et cruelle.

Aux Indes, en Egypte au contraire, l'Anglais s'est trouvé en face de populations denses, parfois organisées et ayant une aristocratie consciente de sa force, et jalouse de sa culture, de ses mœurs, et de sa religion. Dans les deux pays

il faut bien l'avouer, l'Anglais a échoué. Sans doute était-il difficile de réussir, mais il n'a rien fait pour réussir. L'Anglais est paresseux quand il s'agit d'organiser, il est rigide quand il s'agit de s'adapter, il est hautain par nature, quand il s'agit de collaborer avec un non-anglais. Sa politique coloniale a consisté à inventer des solutions pour résoudre les différends : aux Indes, il a opposé les religions pour gouverner plus facilement, en Egypte il a fait promesses sur promesses, et concessions sur concessions, si bien qu'aujourd'hui, ce protectorat de la Couronne figure dans les statistiques, sous la rubrique des « Pays Etrangers ».

De nos jours, on peut considérer comme liquidés tous les Problèmes des Dominions : Australie, Canada, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, sont des pays libres et indépendants. Nous avons montré dans le chapitre sur Ottawa, qu'en aucune façon, il ne fallait compter sur eux pour collaborer à une politique impériale.

L'Inde demeure un problème particulier que seul le temps pourra résoudre.

Reste l'Empire Colonial, ces *Crown-Colonies* que nous avons décrites au début de ce chapitre, et dont il nous reste à montrer schématiquement la ressemblance avec les « Colonies françaises ».

1° *Superficie.*

D'après un calcul fait dans le *Statesman's Year Book* de 1935 nous sommes arrivés aux chiffres approximatifs suivants :

Grande-Bretagne, dépendances et crown-colonies (sans l'Inde, ni, naturellement, les Dominions) : 10.500.000 kms².

France et Colonies, Protectorats, etc..., 11.600.000 kms².

Si l'on veut bien tenir compte de la superficie désertique du Sahara, on voit que, approximativement les deux Empires sont égaux.

M. Siegfried¹ estime même que l'Empire Anglais serait légèrement plus étendu.

(1) *La crise britannique au XX^e siècle*, p. 175.

2° Répartition par Continent.

En Amérique, grande similitude : 1 Guyane Anglaise, 1 Guyane Française, des îles dans l'Archipel des Antilles.

En Asie et Océanie : Sur le continent, la Birmanie et les Etats Malais sont comparables à notre Indo-Chine. Les îles anglaises d'Océanie sont plus importantes que les possessions françaises.

En Afrique : L'importance des territoires est comparable : leurs situations sont symétriquement opposées, la France occupant le N.-O., l'Angleterre le S.-E. De vastes colonies se ressemblent étroitement, A. O. F., Soudan Français et Soudan Anglo-Egyptien, A. E. F. et Kenya-Ouganda-Tanganika. La France possède en outre l'Afrique du Nord et Madagascar.

3° Populations.

Sur ces deux Empires Coloniaux, vivent des populations primitives dont l'évolution doit être dirigée par des méthodes semblables.

Les difficultés de la politique Indo-Chinoise se retrouvent en Birmanie et dans les Straits Settlements.

4° Productions.

Blé : Afrique du Nord et hauts plateaux du Kenya.

Coton : A. O. F. Soudan Anglo-Egyptien.

Caoutchouc : Les Guyanes - A. E. F. et Nigeria - A.O.F. et Soudan - A. E. - Tanganika et Rhodésie.

Maïs : Afrique du nord, Indo-Chine, Soudan A.E. Kenya.

Riz : Guyanne, A. O. F. Guinée, Madagascar, Indo-Chine, Guyanne Anglaise, Sierra, Léone, St. Settlements et Birmanie.

Canne à sucre : Antilles et Guyane Française et Anglaise, Indo-Chine, Fidji.

Bétail : Afrique du Nord, A. O. F., Madagascar, Indo-Chine, Kenya, Tanganika, Ouganda.

*
**

Par conséquent, les mêmes problèmes impériaux se posent en France et Angleterre.

Ceux que nous étudierons pour la France, concerneront aussi bien l'Angleterre.

*
**

Nous ne saurions mieux terminer cette étude qu'en citant le témoignage d'admiration d'un grand anglais qui ne fut pas toujours un grand admirateur de notre pays :

Dans la préface d'un ouvrage intitulé *la Conquête du Maroc*, par le vice-amiral C. V. Osborne, M. Lloyd George rend hommage aux méthodes de colonisation française. Il fait plus particulièrement l'éloge du maréchal Lyautey qui, dit-il, « a établi et consolidé l'influence de la France au Maroc ». On lit plus loin :

Si nous comparons notre œuvre coloniale à celle de la France, nous sommes contraints d'éprouver un sentiment d'humilité et, si nous sommes sages, nous chercherons à nous inspirer des secrets du grand administrateur colonial, le maréchal Lyautey.

Il serait difficile à n'importe quel pays d'égaler dans ces entreprises de conquête et de colonisation, l'œuvre accomplie par le maréchal. C'est surtout, par la sagesse de ses plans, par sa parfaite connaissance des Maures et la sympathie qu'il leur témoignait, par le sentiment passionné avec lequel il a poursuivi sa mission pour le rétablissement de la paix, de l'ordre et de la prospérité que s'est distingué le grand soldat français.

CHAPITRE VI.

L'Empire Italien.

La naissance de l'Empire italien est trop récente pour permettre une étude pratique des éléments d'activité économique. Quelles sont les ressources agricoles ou minérales de l'Éthiopie ? ses possibilités de peuplement blanc ? les qualités et le nombre des indigènes ? autant de problèmes essentiels dont les données sont peu connues.

Cependant, d'un point de vue général, l'entreprise italienne, est fertile en enseignements.

La guerre africaine a été voulue et réfléchie. Son but a été de créer une économie impériale jugée nécessaire et « vitale » pour un peuple prolifique, actif et vivant sur un territoire pauvre : à tel point que, pour nous, *la politique d'expansion italienne est le type de la politique d'action impériale*, exagérée sans doute par un gouvernement qui considère l'autarchie comme son idéal économique, mais de même nature que celle que la France doit entreprendre pour restaurer son activité économique.

Enfin, par les mesures qui ont déjà été prises, les Italiens nous montrent la voie à suivre tout au moins par l'enthousiasme qu'ils manifestent en faveur de l'idée impériale.

Au lendemain de la victoire militaire, le Duce a tracé lui-même — geste symbolique — le réseau routier du nouvel Empire, montrant ainsi la similitude de sa doctrine et de celle de Lyautey.

Le Giornale d'Italia (30 juin 1936) dit :

« Les nécessités économiques et militaires imposent à

« l'Italie de mettre en 1^{re} ligne le problème des communi-
« cations. »

Après avoir réglé le problème de la circulation, l'Italie s'attaquera à celui de la production :

1°) organisation de grands marchés centraux où seront exposées et vendues les marchandises éthiopiennes et métropolitaines;

2°) problème de l'agriculture :

— étude technique par le Ministère de l'Agriculture d'Italie (ce qui montre l'esprit impérial) avec constitution d'un comité d'experts pour l'Agriculture en A. O. I. présidé par le Ministre.

— Régime de la propriété : par colonisation démographique dans les régions riches et facilement accessibles et par grandes sociétés dans les autres régions.

— Organisation du travail indigène sur propriété indigène.

(Voir Azione Coloniale, 20 juin 1936).

Mais ce sont là les seuls renseignements que nous ayons pu trouver sur le problème impérial. Le Gouvernement est encore trop préoccupé d'assurer la pacification intérieure du pays et de dresser un inventaire des ressources des différentes régions pour songer à établir un plan d'économie impériale.

Mais la jeune et prolifique Italie entrera, sans aucun doute dans un avenir très proche, dans l'« action impériale ». Sa race — qui est latine ! — prendra possession des riches contrées du Centre-Afrique. Il serait absurde et contraire aux intérêts de la race blanche que l'Europe, — et surtout la France —, continue à se désintéresser et à ignorer le fait le plus important de la période d'après-guerre.

DEUXIEME PARTIE

SITUATION ACTUELLE DE L'EMPIRE FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER.

Part de l'Economie Impériale dans l'Economie Française.

I. — PART DE L'EMPIRE COLONIAL DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA MÉTROPOLE.

La statistique générale du commerce extérieur de la France, comparée avec celle des échanges impériaux (France-Empire Colonial) fait nettement ressortir, au cours des années 1927 à 1936, d'une part, la restriction générale des échanges internationaux, d'autre part la remarquable stabilité des échanges impériaux.

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	de l'Etranger	de l'Empire	vers l'Etranger	vers l'Empire
1927 ...	46.991	6.058	47.208	8.324
1928 ...	46.551	7.093	42.700	9.303
1929 ...	51.211	7.009	40.690	9.449
1930 ...	45.980	6.530	33.984	8.851
1931 ...	36.033	6.172	23.274	7.162
1932 ...	23.585	6.223	13.501	6.205
1933 ...	21.700	6.730	12.485	6.989
1934 ...	17.253	5.844	12.336	5.514
1935 ...	15.562	5.383	10.583	4.890

Pour exprimer plus clairement la part du commerce impérial, établissons les index suivants pour 1935 :

IMPORTATIONS :	de l'Etranger	75
	de l'Empire	25
	Total	100
EXPORTATIONS :	Vers l'Etranger	68
	Vers l'Empire	32
	Total	100

Le commerce impérial atteint donc le quart du commerce extérieur français pour les importations, et le tiers, pour les exportations.

Enfin, pour comparer le commerce avec l'étranger et le commerce avec l'Empire, établissons les index suivants de 1929 à 1935 (Importations-Exportations réunies) :

	Commerce France-Etranger	Commerce Impérial
1927	100	12,7
1928	100	14,5
1929	100	15,5
1930	100	16,7
1931	100	19
1932	100	26,2
1933	100	28
1934	100	39
1935	100	40,8

L'importance relative au commerce impérial a donc été multipliée, de 1927 à 1935, par le coefficient 3,2.

II. — PLACE DES COLONIES DANS LA LISTE DES MEILLEURS CLIENTS DE LA MÉTROPOLE.

La statistique publiée par la Direction des Douanes, montre que, par suite de l'élévation générale des barrières douanières, les principaux clients de la France ne sont plus ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, mais que l'Algérie est le meilleur client :

Avec une population de 6 millions d'habitants, pour la plupart agriculteurs, — donc ne possédant qu'un faible pouvoir d'achat — l'Algérie nous achète plus que les 100 millions d'Allemands et d'Anglais réunis, et quatre fois plus que les 120 millions d'Américains.

Liste des principaux clients de la France (en millions de francs)

	1931	1932	1933
Algérie	3.975 (II)	3.270 (I)	3.305 (I)
Belgique-Lux.	3.582 (III)	2.240 (II)	2.140 (II)
Gde-Bretagne	5.043 (I)	1.962 (III)	1.676 (IV)
Allemagne	2.748 (IV)	1.698 (IV)	1.702 (III)
Tunisie-Maroc	1.680 (VI)	1.474 (VI)	1.249 (V)
		1934	1935
Algérie		3.073 (I)	2.578 (I)
Belgique-Lux.		1.977 (II)	1.815 (II)
Gde-Bretagne		1.535 (IV)	1.612 (III)
Allemagne		1.979 (III)	1.050 (IV)
Tunisie-Maroc		1.079 (V)	981 (V)

De 1927 à 1936 les positions suivantes ont été occupées par :

L'Algérie : 5^e, 4^e, 4^e, 3^e, 2^e, 1^{er}, 1^{er}, 1^{er}, 1^{er}, 1^{er} rang.

La Tunisie : 13^e, 19^e, 13^e, 11^e, 10^e, 7^e, 7^e rang.

La Tunisie et le Maroc réunis sont notre 5^e client.

Liste des principaux fournisseurs de la France
(en millions de francs)

	1931	1932	1933
Algérie	3.428 (V)	3.290 (II)	3.858 (I)
U. S. A.	3.800 (II)	2.899 (III)	2.850 (III)
Allemagne	6.141 (I)	3.613 (I)	3.043 (II)
Gde-Bretagne	3.724 (III)	2.457 (IV)	2.166 (IV)
Belgique-Lux.	3.633 (IV)	2.447 (V)	1.965 (V)
Tunisie-Maroc	976 (X)	1.210 (VI)	915 (VI)
		1934	1935
Algérie		2.786 (I)	2.305 (I)
U. S. A.		2.215 (III)	1.774 (II)
Allemagne		2.218 (II)	1.738 (III)
Gde-Bretagne		1.637 (IV)	1.579 (IV)
Belgique-Lux.		1.469 (V)	1.406 (V)
Tunisie-Maroc		882 (VI)	880 (VI)

De 1927 à 1936, les positions suivantes ont été occupées par :

L'Algérie : 5^e, 5^e, 5^e, 5^e, 5^e, 2^e, 1^{er}, 1^{er}, 1^{er} rang.

La Tunisie et le Maroc réunis sont aujourd'hui au 6^e rang de nos fournisseurs.

III. — ETUDE STATISTIQUE DE DIVERS PRODUITS ÉCHANGÉS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COLONIES.

Il est nécessaire d'examiner tout d'abord la *Répartition du Commerce Extérieur de la France par Groupes de Marchandises*.

(Valeurs en millions de francs).

	Pays Etrangers	1935 France d'Outre-Mer	Total
<i>Importations.</i>			
Objets d'alimenta- tion	2.158	4.071	6.230
Matières nécessai- res à l'industrie	9.946	1.235	11.182
Objets manufactu- rés	3.457	75	3.533
	15.562	5.382	20.945
<i>Exportations.</i>			
Objets d'alimenta- tion	1.496	976	2.473
Matières nécessai- res à l'industrie	3.734	519	4.254
Objets manufactu- rés	5.351	3.393	8.746
	10.582	4.890	15.473

On peut conclure de ce tableau que :

— la part des colonies est considérable en ce qui concerne les importations d'objets d'alimentation en France (4.071 millions);

— elle est très importante en ce qui concerne les achats d'objets manufacturés à la France (3.393 millions);

— mais elle est nettement insuffisante dans les fournitures à la France de matières nécessaires à l'industrie (1.235 millions).

Examinons successivement chacun de ces points :

1° Importations françaises d'objets d'alimentation;

2° Exportations françaises d'objets manufacturés;

3° Importations françaises de produits nécessaires à l'industrie.

1° Le tableau suivant, extrait de la statistique mensuelle du Commerce Extérieur (Direction des Douanes) 1935, montre clairement la part considérable de nos colonies, dans les importations françaises de produits d'alimentation.

*Exemples d'objets d'alimentation importés
en France en 1935.*

(en millions de francs)

	venant de pays étrangers	venant de colonies françaises
Bestiaux	10	128
Total des viandes	122	191
— des graisses	14	89
— des boissons	73	1.536
Céréales	203	824
Riz	31	207
Primeurs	56	112
Total des farineux, légumes, fruits	951	1.634
Total des sucres	137	332
Total des objets d'alimentation	2.158	4.071

La prépondérance de nos colonies est caractéristique : elle s'étend sur les principaux produits de consommation alimentaire, blé farineux, boissons, légumes-primeurs, et viandes.

Cependant, certains postes pourraient être facilement améliorés : ceux des céréales et viandes, et surtout ceux des poissons, produits dits de ferme, et denrées coloniales (café, cacao, thé) qui sont importés en quantité plus grande de l'étranger que de nos colonies.

2° *Exportations françaises d'objets manufacturés.* Dans ce poste du tarif douanier, la part des colonies est encore très importante : 3.393 millions contre 5.351 millions (1935).

Examinons les marchandises caractéristiques :

Exemples d'objets fabriqués français exportés.
(en millions de francs)

1935

Vers l'étranger Vers les colonies

	Vers l'étranger	Vers les colonies
Produits chimiques	1.191	346
Machines-outils, outils etc.	268	283
Automobiles	288	235
Tissus de coton	111	606
Total des fils, tissus	1.352	621
Habillement (total)	154	61
Objets d'art et luxe	159	44
Poteries verreries	94	92
Coutchouc	68	89
Papiers	279	136
Totaux	5.351	3.393

Pour chacun des articles cités — qui sont les plus intéressants de la statistique douanière — la part coloniale est régulièrement importante

Pour les automobiles, elle constitue un débouché essentiel. Pour l'industrie lourde, quoique déjà développée, elle est susceptible d'une large extension au cas où de grands travaux coloniaux seraient entrepris. Enfin, elle est prépondérante en matière de tissus.

L'industrie cotonnière française a, dans nos colonies, des débouchés particulièrement importants, et qui, au cours de la crise, ont conservé une remarquable stabilité.

Production cotonnière française (Tissus).

Vendue sur marché intérieur sur marché colonial exportée à l'étranger

1929	64,4 %	22 %	13,6 %
1932	72,2 %	22,2 %	5,6 %
1934	69,4 %	28 %	2,6 %
1935	69,9 %	28,6 %	1,5 %

Cet exemple est caractéristique : la part coloniale croît régulièrement devant la diminution de la part métropolitaine et l'effondrement de la part de l'étranger.

30 % de l'activité cotonnière française, c'est-à-dire 70.000 ouvriers sur 230.000, et des centaines de millions de capitaux investis, travaillent pour le marché colonial.

3° Importations françaises de produits nécessaires à l'industrie.

Ce chapitre fait au contraire apparaître la très nette infériorité de notre organisation économique coloniale : *l'étranger importe en France 8 fois plus de produits nécessaires à l'industrie que nos colonies.*

Les principaux postes de la statistique douanière sont les suivants :

Matières nécessaires à l'industrie importées en France
(en millions) en 1935.

	de l'étranger	des colonies
Laines et déchets	1.193	19
Coton	1.029	27
Lin, chanvre, jute	303	67
Total des textiles	2.867	74
Total des métaux	928	11
Houille	1.900	46
Huiles minérales	1.138	—
Pâtes à papier	275	—
Minéraux, pierres	185	77
Peaux	311	38
Fruits et graines oléagineuses ...	629	566
etc.,		
Totaux (en millions)	9.946	1.235

La simple lecture de cette statistique suffit à montrer l'insuffisance de notre effort économique aux colonies.

Peu de pays sont plus aptes à l'élevage du mouton que L'Afrique du Nord, à la culture du coton que le Soudan, du chanvre que l'Algérie, etc.,, pourtant notre Empire Co-

lonial ne produit que la quarantième partie de nos besoins de textiles ! La même constatation peut être faite pour les peaux.

Enfin, pour les métaux et les combustibles, une sensible amélioration de la balance pourrait être réalisée par le développement de nos richesses minières d'outre-mer.

La progression considérable des importations de houille indo-chinoise au cours des dernières années est un exemple frappant des possibilités minérales de nos colonies.

Conclusions.

L'état actuel des relations économiques de la France et de ses colonies montre la place qu'occupe l'économie impériale dans l'ensemble de l'activité nationale.

Comparé avec le commerce extérieur de la France, qui a subi depuis 1929 une crise sans précédent, le commerce impérial a fait preuve d'une remarquable stabilité et a permis à notre pays d'éviter un effondrement économique.

Etudié sous ses différents aspects, il nous a montré son importance (fournisseurs de produits alimentaires et acheteurs de produits ouvrés), mais aussi sa faiblesse (fournisseur de matières premières d'industrie).

CHAPITRE II.

LES EFFORTS RECENTS D'ORGANISATION IMPERIALE EN FRANCE

Depuis la guerre, l'accroissement des relations entre la Métropole et les Colonies est constant. Les hostilités ont montré les capacités des territoires d'Outre-Mer, en matière d'approvisionnement alimentaire et industriel du pays; la crise économique, comme nous l'avons amplement démontré, a mis en évidence la part remarquable que le commerce impérial avait pris dans l'économie nationale.

C'est sous la pression de ces faits économiques évidents et massifs que les Pouvoirs Publics ont été contraints d'établir, au cours des dernières années, des Institutions qui ont toutes, à des degrés différents, des caractères *d'Organismes Impériaux*.

1. — LES CONFÉRENCES NORD-AFRICAINES.

Parmi les tentatives les plus remarquables d'organisation, les Conférences Nord-Africaines constituent le premier exemple de coordination économique à caractère impérial.

La similitude des conditions géographiques, climatiques et ethniques, opposée à la diversité des systèmes juridiques de gouvernement, et à la disparité des degrés de développement économique et social, devait naturellement conduire les Résidents Généraux à procéder à des échanges de vues en commun. Tout d'abord, limités aux ques-

tions militaires de sécurité, puis étendus aux questions de politique indigène, ces entretiens ne tardèrent pas à s'organiser sur le plan général et à englober avant tout l'étude des questions économiques.

La première conférence Nord-Africaine fut réunie à Alger le 6 février 1923, sous la présidence de M. Théodore Steeg¹, gouverneur de l'Algérie, assisté des Résidents Généraux du Maroc et de la Tunisie, le Maréchal Lyautey et M. Lucien Saint. Le Président définissait ainsi le rôle de ces conférences² : « Cet Empire Franco-Africain, créé par nos armes, fécondé par notre labeur, n'est pas une entité géographique, historique, économique, homogène. Son territoire sur les cartes apparaît d'un seul tenant, mais les parties s'en sont graduellement rattachées les unes aux autres, et les formules ethniques, administratives, financières, coloniales, s'y sont élaborées dans des conditions très diverses. *Mais, à défaut d'unité encore impossible à réaliser, on peut, on doit associer ce que la nature des choses et les traités ne permettent pas d'unifier*³ ».

A la même conférence, le Maréchal Lyautey s'associait à ces sages paroles :

« Ainsi que vous l'avez si justement rappelé, la diversité des formules politiques imposées par la nature n'en commande que davantage l'intelligence des intérêts communs ».

La seconde conférence eut lieu à Rabat, le 5 août 1924, elle étudia les questions de police militaire sur les confins algéro-marocains, de politique sanitaire, de liaison postale téléphonique et télégraphique.

La troisième conférence fut ouverte le 22 mars 1926, à

(1) C'est ce qui a pu faire dire que la Conférence avait été créée par M. Steeg. Il n'en est rien. C'est le Mal. Lyautey qui l'avait imaginée. En effet, celui-ci s'exprimait ainsi à Oudjda en 1920 : « Il y a deux ans, j'avais suggéré la recherche d'une formule qui permit aux trois Gouverneurs de se réunir pour étudier les possibilités de resserrer les liens qui doivent unir les trois pays... le Gouvernement accepte ce principe et admet que dès maintenant les trois Gouverneurs pourraient se réunir, comme je l'avais proposé, à Alger ». (Voir *Afrique Française*, 1935, p. 182).

(2) R. Hoffher. *Revue économique Internationale*. Février 1933.

(3) Nous soulignons.

Tunis (en 1925, la guerre du Riff, le départ du Maréchal Lyautey, n'avaient pas permis de réunir les trois Résidents). Elle a eu, au point de vue impérial, une importance particulière : pour la première fois, étaient réunis autour d'une même table, discutant ces problèmes communs, les représentants de quatre grands territoires : Algérie, Tunisie, Maroc, A. O. F., c'est-à-dire les représentants d'un Empire 16 fois plus étendu que la France.

Aux conférences suivantes, à Rabat, en 1928, à Tunis en 1930, enfin à Rabat, en mars 1933, tous les problèmes économiques ou politiques communs ont fait l'objet d'études, de discussions, qui ont abouti à des décisions toujours utiles à l'économie des grandes provinces africaines.

Ces conférences ont permis de coordonner la politique militaire de sécurité, d'organiser un plan rationnel de transports (voies ferrées : ligne Gabès-Marrakech; avion : Tunis-Casablanca-Alger-A. O. F. automobile : Service Régulier Transaharien), d'unifier la documentation statistique.

Dans le domaine économique : surveillance commune des productions agricoles (étude des espèces; lutte contre les maladies). Mesures destinées à remédier à l'avilissement des cours du blé (en 1930, cette initiative mérite d'être particulièrement signalée). Politique des agrumes (envoi de missions à l'étranger, particulièrement en Californie). Politique de l'alfa, du liège. Elevage du mouton, transhumance. Politique de la main-d'œuvre nord-africaine. Politique du tourisme nord-africain, qui a donné des résultats remarquables.

Enfin, ces conférences ont résolu toute une série de problèmes administratifs, sanitaires, techniques, etc...

Imaginé par le Maréchal Lyautey, ces conférences nord-africaines, que nous considérons comme *le premier organisme impérial de la France*, n'ont pas disparu de nos jours. Comme toutes les institutions vivantes et utiles elles se sont transformées, leur compétence s'est étendue, et c'est d'elles qu'est né en 1935 *le Haut Comité Méditerranéen*, que nous étudierons à la fin de ce chapitre.

Désormais, les conférences Nord-Africaines ne se réuniront plus : c'est le Haut Comité qui prend en charge leur attribution, leur œuvre, et leur expérience.

Les efforts d'Organisation Impériale avant la Conférence de 1935.

Par une série d'heureuses coïncidences, le problème impérial français a fait d'importants progrès au cours des dernières années.

L'Exposition Coloniale de Vincennes de 1931, imaginée et décidée en 1928-1929, en pleine période de prospérité mondiale, a porté ses fruits au moment même où, mise en relief par la crise des échanges, l'économie coloniale prenait une part croissante dans l'activité métropolitaine.

Nous montrerons, dans le chapitre réservé à la propagande, l'influence capitale, que cette grandiose manifestation nationale a exercé sur celui qu'il est convenu d'appeler le « français moyen ».

Mais, parallèlement à la féerie des palais et des fêtes, l'œuvre impériale prenait naissance dans les immenses salles qui recevaient les Congrès.

Sans doute, ces réunions furent-elles trop nombreuses, trop désordonnées, trop chargées de discours. Mais déjà, dans la multitude des rapports, des vœux, on peut voir naître un enthousiasme et même une conscience impériales.

Les délégués coloniaux se sont tous rencontrés, pour la première fois, sur le territoire métropolitain et ils ont été mis en relation avec les délégués des forces économiques métropolitaines.

La « Section Métropolitaine » de l'Exposition a été, de la part des industriels français, un gigantesque effort et une des plus utiles collaborations à l'œuvre impériale : elle a permis d'établir une analyse et une synthèse de *l'offre et de la demande impériale*.

Enfin, les sections étrangères et en particulier celles de

la Belgique, de l'Italie et de la Hollande, ont montré la nécessité d'une coopération européenne dans l'organisation d'une politique impériale.

*Liste sommaire des travaux, rapports, études, etc...,
les plus importants, rédigés à la suite des congrès tenus
à l'Exposition de 1931 :*

- sur la production agricole d'Outre-Mer;
- sur la production animale et maladies du bétail;
- sur la lutte contre les ennemis de la culture;
- sur les productions végétales communes à la Métropole et aux Colonies;
- sur les produits spécifiquement coloniaux;
- sur les textiles végétaux;
- sur l'outillage et amélioration agricole;
- sur l'utilisation des engrais;
- sur la production forestière coloniale;
- sur le perfectionnement de l'agriculture indigène;
- sur le commerce des colonies;
- sur les Oléagineux;
- sur la politique commerciale;
- sur l'agriculture tropicale et subtropicale;
- sur le Congrès international et intercolonial des transports;
- sur le Congrès de l'outillage économique colonial et des communications;
- sur des journées médicales coloniales.

Au lendemain de l'Exposition Coloniale de 1931, le même « esprit impérial » continuait son évolution.

En 1933, les Conseillers du Commerce Extérieur de la France réunissent une :

Conférence du Commerce Colonial (1933).

Cette conférence se tint en deux temps : en mai, les industriels et commerçants métropolitains firent connaître

leurs desiderata (47 rapports). En octobre, les producteurs et commerçants coloniaux firent connaître leur avis. De très intéressants rapports furent établis sur les Produits coloniaux et métropolitains, sur les moyens de production, sur les échanges.

En 1934 : se réunirent les journées Franco-Coloniales de la Société des Agriculteurs de France et le Congrès des Chambres de Commerce Françaises de la Méditerranée.

Chacune de ces Conférences permet de définir les difficultés et, sinon de les résoudre, du moins d'en faciliter l'étude par les pouvoirs publics. Elles sont, de notre part, la timide réplique d'Ottawa (1932), et cependant leur importance ne cesse de grandir devant la part croissante du commerce impérial dans le commerce extérieur de la Métropole.

Ainsi, peu à peu, poussé par des statistiques chaque jour favorables, le problème impérial fait ses progrès :

en 1933, une commission interministérielle examine les problèmes économiques impériaux et « prépare » la Grande Conférence.

en 1934, le Conseil National Economique est saisi par le Ministre des Colonies et rédige un rapport qui fait date dans l'histoire de l'organisation impériale de la France.

en 1935, enfin, se réunit la fameuse conférence Impériale.

III. — « LA CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE » (1933).

Dès le 10 mai 1933, M. Daladier, président du Conseil, prenait la très heureuse initiative de réunir une commission interministérielle qui était destinée, d'une part, à préparer la Grande Conférence Impériale, d'autre part, à étudier par elle-même et immédiatement les divers problèmes économiques concernant la France et ses colonies.

Pour montrer tout l'intérêt qu'il portait à cet organisme, il en assura lui-même la Présidence, et était entouré

des Ministres des Affaires Etrangères, Intérieur, Budget, Agriculture, Colonies, Commerce, Marine Marchande, des Sous-Secrétaires d'Etat à la Présidence du Conseil, à l'Economie Nationale, assistés des conseillers techniques intéressés.

Lors de sa première réunion, la « Conférence préparatoire » fixait le plan de travail de la Conférence générale : production agricole, production des matières premières industrielles, travaux publics, transports, crédit colonial etc...

Elle engageait aussi d'importantes discussions sur l'application de la loi générale sur la viticulture à l'Algérie, à la Tunisie et au Maroc.

Le 7 juin 1933, eut lieu une nouvelle réunion de la Conférence Préparatoire. Les mêmes personnalités y assistaient. Le communiqué publié signale que :

« La commission s'est d'abord préoccupée des solutions urgentes que commande le souci d'effacer les difficultés entre la Métropole et l'Afrique du Nord, et de transformer les économies complémentaires et les économies régionales concurrentes. C'est dans cet esprit qu'elle a traité les deux problèmes essentiels du blé et du vin ».

Que doit-on penser de cet organisme puissant dans son apparence — 12 ministres en font partie — mais malheureusement éphémère ?

Sans doute, une idée généreuse a-t-elle présidé à sa création et à son organisation. Mais il est à craindre qu'elle n'ait dû son existence qu'à l'approche de la Conférence Economique Mondiale et au désir du Président du Conseil, 1^{er} délégué de la France, de ne pas arriver à Londres avec un dossier vide « Colonies Françaises », au moment où les Anglais venaient de terminer leur Conférence Impériale d'Ottawa, et entendaient parler au nom de l'Empire Britannique.

IV. — LE RAPPORT DU CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE
SUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE
LA FRANCE ET SES COLONIES ¹.
(Rapport Dayras).

L'échec sensationnel de la Conférence Economique Mondiale de Londres devait inévitablement entraîner la disparition de la Conférence dite « Préparatoire ». Aussi bien, le Ministre des Colonies, désireux d'assurer à la future Conférence Impériale une préparation minutieuse, s'est-il adressé, le 24 juillet 1934, au Conseil National Economique pour lui demander son avis sur « l'élaboration d'un programme rationnel pour le développement économique de nos possessions d'outre-mer (Afrique du Nord et Etats du Levant compris) et sur les méthodes à adopter pour intensifier les échanges franco-coloniaux ». Les précisions contenues dans cette phrase indiquent clairement qu'il s'agit de problème impérial dans son ensemble et non pas seulement des territoires relevant de la compétence du Ministre des Colonies : la partie entre parenthèses le démontre.

Pour bien préciser sa pensée et son désir, le Ministre ajoutait qu'il désirait « qu'en vue des travaux préparatoires de la Conférence Economique Coloniale, les groupements représentés au sein du Conseil National Economique fussent consultés sur le questionnaire suivant, étant précisé que son caractère n'était nullement limitatif :

A. — *Augmentation de la Production coloniale en vue de l'exportation vers la Métropole :*

« 1° Quel sont, parmi les produits agricoles industriels et miniers, de nos colonies, ceux qui pourraient avantageusement prendre sur notre marché la place des pro-

(1) Présenté par M. Georges Dayras, maître des Requêtes du Conseil d'Etat.

« duits similaires étrangers, dans le but d'améliorer notre
« balance commerciale ?

« 2° Quelles seraient les mesures à envisager pour ac-
« croître les importations en France desdits produits, en
« supposant que les conditions techniques, économiques
« et sociales permettent matériellement le développe-
« ment de la production dans les colonies intéressées ?

« a) Quels sont les griefs que peuvent éventuellement
« formuler à l'heure actuelle, les importateurs, indus-
« triels et consommateurs métropolitains contre certains
« produits coloniaux (coût excessif, qualité défectueuse,
« etc...) ?

« b) Comment peut-on remédier aux lacunes cons-
« tatées ?

« Abaissement du prix de revient, en particulier par la
« réduction des frais de transports maritime et intérieur,
« de débarquement, d'intermédiaire ?

« Meilleure organisation du marché ?

« Amélioration et standardisation de la qualité des
« produits ?

« Equipement de l'industrie nationale pour la trans-
« formation des matières premières de provenance colo-
« niale ?

« c) Comment les capitaux et le crédit métropolitains
« peuvent-ils intervenir pour favoriser l'essor économique
« des colonies ?

B. — *Importation des produits d'origine française aux colonies.*

« 1°) Quelles sont les productions métropolitaines (ma-
« tières premières, produits alimentaires, produits manu-
« facturés) dont l'exportation vers les colonies pourrait
« être accrue ?

« 2°) Quelles sont, à ce sujet, les raisons de la faveur
« dont jouissent certains produits étrangers auprès de la
« clientèle coloniale européenne et indigène ?

« 3°) Comment adapter notre production aux goûts et
« à la capacité d'achat de cette clientèle ? »

Analyse du rapport.

Après avoir montré que le Commerce Extérieur de la France a fléchi de 108 à 47 milliards, soit de 56 %, de 1929 à 1933, le rapport Dayras étudie la part croissante du commerce impérial dans le commerce général de la France :

Importations coloniales en France, 1929 :	7 milliards
— — — — — 1933 :	6 — 700
Exportations France vers Colonie, 1929 :	9 milliards 500
— — — — — 1933 :	6 —

Cette faible diminution des exportations, en regard du fléchissement considérable des échanges mondiaux a élevé les proportions du commerce impérial par rapport au commerce total de la France :

de 11,4 % (1927) à 24 % (1934) pour les Importations,
de 12,7 % — à 31 % — — — Exportations.

Ayant ainsi démontré l'importance du problème colonial, le rapport Dayras envisage ensuite les principes directeurs de la politique économique qu'il suggère.

Le rapport estime que la politique doit présenter le triple caractère de :

politique d'ensemble,
politique de développement réciproque des échanges,
politique d'économie complémentaire et non concurrente.

Par « *Politique d'ensemble* » le rapporteur entend la subordination de la politique impériale à la politique commerciale générale de la France, c'est-à-dire qu'il estime nécessaire de la « placer dans le cadre des échanges internationaux dont il est impossible, en aucune hypothèse, de méconnaître l'impérieuse nécessité ».

« *Politique de développement réciproque des échanges* » : le rapporteur fait remarquer que l'Angleterre a réuni Ottawa au moment où son commerce impérial attei-

gnait 30 % de son commerce total, alors que le nôtre est déjà à 27 %, puis étudiant minutieusement les statistiques, il conclut que c'est « plutôt dans le sens France-Colonies que dans le sens Colonies-France que la balance commerciale de nos possessions dispose d'une marge d'accroissement sensible par rapport aux importations étrangères ».

Il ajoute une remarque que nous critiquerons en partie dans le chapitre IV : « D'autre part, c'est moins par un élargissement du pourcentage de la Métropole dans le chiffre actuel du commerce de nos colonies que par une augmentation générale du chiffre des transactions totales tant avec notre empire qu'avec les pays étrangers que peut être obtenue l'amélioration de notre économie nationale ».

« *Politique complémentaire* » le rapporteur préconise une politique d'économie dirigée par une « triple discipline quant à la nature, la quantité et la qualité des productions imparties à chaque colonie, en vertu d'un programme d'ensemble ».

Dans une troisième sous-partie, le rapport Dayras étudie les moyens de réaliser une politique de développement réciproque des échanges franco-coloniaux.

Très rapidement, il examine les problèmes de la capacité d'achat, de la participation aux accords diplomatiques, des régimes douaniers qui sont autant de problèmes capitaux dont la solution doit présider à tout essai d'organisation systématique de l'Economie Impériale.

Enfin, le Rapport se termine par une étude assez développée des différents produits complémentaires : le blé et le vin occupent tout naturellement une place privilégiée, et par un examen rapide des problèmes de transport, d'outillage et de propagande.

Il nous a semblé utile d'énumérer les principales questions étudiées par le Conseil National Economique, afin de montrer clairement l'importance du Rapport Dayras dans l'histoire de l'organisation impériale.

Pour la première fois, une étude systématique du problème impérial est entreprise. Toutes les questions pri-

mordiales y sont exposées avec un souci d'objectivité et une mesure constante dans le raisonnement économique. Il ne pouvait pas y avoir, pour les Membres de la Conférence impériale, d'exemple plus profitable et de documentation plus synthétique.

LA CONFÉRENCE IMPÉRIALE ¹.
(Décembre 1934 - Avril 1935).

Il n'est pas exagéré d'affirmer que la convocation d'une Conférence Impériale avait fait naître un grand espoir chez tous ceux qui s'intéressent aux questions coloniales. M. Albert Sarraut en inaugurant ses travaux affirmait : « Cette Conférence doit être une date dans notre histoire, elle est un acte grave et d'un intérêt fondamental pour le Pays ». Il ajoutait cette phrase caractéristique : « Cette Conférence a lieu parce qu'elle ne pouvait pas ne pas avoir lieu ». Enfin, dans le discours de clôture, chaque orateur rendait hommage à l'œuvre accomplie.

A la vérité si l'on considère « en soi » l'œuvre de la Conférence on doit admettre qu'elle marque une date des plus importantes de notre histoire coloniale. Les discussions, les rapports auxquels elle a donné lieu sont remarquables tant par l'autorité et la compétence de leurs auteurs que par la précision et la valeur pratique des conclusions adoptées. Mais si l'on juge cette Conférence en tant qu'organisme impérial on doit constater que sa valeur est nulle puisque, aussi bien dans le recrutement de ses membres que dans la périodicité de ses réunions, on ne trouve de statuts définitifs et organiques.

La Conférence a été un événement impérial, mais non pas une institution impériale.

Sous le bénéfice de cette remarque examinons ce que fut cette Conférence et quelle a été son œuvre. Nous résér-

(1) Officiellement : La Conférence économique de la France Métropolitaine et d'Outre-Mer.

verons la question de savoir *ce qu'elle pourrait être*, en temps qu'institution impériale, pour la dernière Partie (Organes Consultatif : le Conseil Economique de la France d'Outre-Mer).

Les personnalités qui firent partie de la Conférence furent choisies sous le double signe de la *compétence* et de l'*autorité*. C'est le gouvernement qui nomma les membres métropolitains; dans les Colonies, les Gouverneurs et Résidents désignèrent les délégués (hauts fonctionnaires, Présidents de Chambres de Commerce et d'Agriculture, et toutes personnes spécialement qualifiées). Il convient donc de souligner qu'aucun statut défini n'a fixé le mode de recrutement des membres.

Dès sa première séance, le travail, minutieusement préparé par une Commission interministérielle, fut divisé en cinq Commissions Générales et quatorze sous-commissions spéciales :

1°) *Commission d'Economie Générale.*

a) Politique de soutien (étudiée par colonie et par produit).

b) Régime préférentiel de l'Exportation Métropolitaine dans la France d'Outre-Mer.

c) Technique et propagande du Commerce Impérial.

d) Relations internationales des Possessions d'Outre-Mer.

2°) *Commission des Productions.*

a) Productions métropolitaines exportables vers la France d'Outre-Mer.

b) Productions minières.

c) Productions agricoles de la France d'Outre-Mer. Politique agricole.

3°) *Commission Financière.*

a) Finances Publiques.

b) Finances Privées.

4°) *Commission de l'Outillage.*

a) Transports.

b) Plan d'Outillage.

5°) *Commission de la Prévoyance Sociale.*

a) Assistance Publique et Médecine Sociale.

b) Hygiène et Prophylaxie.

c) Démographie. Peuplement et Main-d'Œuvre.

LE HAUT COMITÉ MÉDITERRANÉEN.

Origine du Haut Comité : Le 17 novembre 1933, la Présidence du Conseil communiquait :

« Une importante réunion a eu lieu ce matin sous la
« Présidence de M. A. Sarraut, Président du Conseil, y as-
« sistaient les Ministres des Affaires Etrangères, Intérieur,
« Budget, Agriculture, Guerre, MM. Ponsot (Maroc), Pey-
« routon (Tunisie).

« Les problèmes de l'Afrique du Nord y ont été passés
« en revue et des solutions précises ont été prévues afin
« que les Résidents Généraux repartent au Maroc et en
« Tunisie avec les instructions et la confiance du Gouver-
« nement.

« *Des réunions semblables auront lieu ultérieurement*
« *et des décisions d'ensemble devront être envisagées.* »

Un commentaire ajoutait :

«avec le système inauguré aujourd'hui et qui, selon
« toute vraisemblance, se continuera dans l'avenir, les
« questions sont posées devant un Conseil restreint qui se
« trouve ainsi amené à arbitrer sans retard les problèmes
« posés et à prendre des décisions... ».

C'est de cette initiative, suggérée par M. Ponsot, comme les Conférences Nord-Africaines l'avaient été par le Maréchal Lyautey, qu'est né le Haut Comité Méditerranéen.

Le 18 février 1935 à la suite d'un Conseil des Ministres, le communiqué suivant était publié :

«M. P.-E. Flandin a fait approuver la création, à

la Présidence du Conseil, d'un Haut Comité chargé de coordonner l'étude et la solution des questions communes à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc et aux Etats du Levant. »

Des décrets¹ publiés au J. O. du 24 février (p. 2.346) créent et organisent ce *Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord*.

Sa Compétence : Il connaît de toutes les questions communes à l'Algérie, Tunisie, Maroc, aux Etats du Levant, ainsi que des questions qui peuvent se poser dans les rapports desdits territoires, soit entre eux, soit avec la Métropole.

Sa composition : Il comprend d'une part le Président du Conseil, le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, des Colonies; d'autre part, le Gouverneur Général de l'Algérie, les Résidents Généraux du Maroc et de la Tunisie, de Syrie et du Liban.

Son fonctionnement : Le Comité se réunit une fois par an, le deuxième mardi de mars et en outre sur convocation du Président du Conseil chaque fois que celui-ci juge opportun de le convoquer².

Un Secrétariat permanent fonctionne à la Présidence du Conseil, il centralise la documentation, prépare les réunions, etc...

Cet organisme constitue la plus parfaite de nos réalisations impériales. Sans doute sa compétence est-elle réduite à une partie seulement de notre Empire. Mais, dans son domaine, le Haut Comité possède toutes les qualités nécessaires à accomplir une œuvre éclairée et efficace.

Pour la première fois, quatre Ministères (Affaires Etrangères, Intérieur, Guerre et Colonies) *ont obligatoirement* se réunir pour discuter des questions communes.

Pour la première fois, les quatre Gouverneurs ou Résidents seront *obligatoirement* réunis, devant les Ministres

(1) On en trouvera le texte en annexe.

(2) Voir en annexe, à titre d'exemple des travaux du Haut Comité, l'Ordre du Jour de la Session du 25 mars 1936.

intéressés pour apporter à la discussion des problèmes, leur compétence et leur expérience.

Enfin, la haute autorité morale du Président du Conseil présidera les débats, et sera l'arbitre suprême des différends.

Désormais les Résidents, lors de leurs voyages à Paris, n'auront plus à aller de Ministère en Ministère, quémander des audiences, et attendre les décisions. Celles-ci seront prises sur le champ devant tous les Ministres réunis.

Cet organisme constitue d'autre part un puissant moyen de coordonner la politique des territoires représentés car, ainsi que le signale le rapport au Président de la République (J. O. 24 février 1935) : « les Gouverneurs Généraux ont acquis, dans les territoires qu'ils administrent, une autonomie plus ou moins accentuée qui les rend partiellement maîtres de la politique locale qu'ils entendent pratiquer. »

Cette préoccupation du Président du Conseil de février 1935 était à tel point justifiée qu'en été 1936, par exemple, alors même que le Haut Comité fonctionnait, des indépendances de gestion politique se sont encore manifestées. Au Maroc, le Résident décrétait l'institution d'un salaire minimum de 4 frs par jour; en Tunisie, notre représentant instituait la limitation de la durée du travail au niveau de la Métropole, de telle sorte que l'Algérie mise dans l'obligation d'accorder aux indigènes l'une et l'autre réformes, dut en référer au Haut Comité qui s'efforça d'atténuer le différent, mais qui, d'autre part, saisit l'occasion pour faire ses remontrances aux Résidents trop indépendants.

Au point de vue économique le même rapport signale toute l'importance de l'arbitrage du Président du Conseil. Puis il définit ainsi le but de l'organisme :

« Il est nécessaire de créer auprès de la Présidence du Conseil un organisme qui soit habilité :

1°) à se saisir de toutes les questions essentielles qui intéressent les possessions méditerranéennes de la France;

2°) dans l'intervalle de ses réunions, à centraliser la

documentation nécessaire à l'étude des problèmes relatifs à ces possessions;

3°) à assurer l'indispensable liaison avec les divers services qui ont déjà compétence en la matière. »

Il est utile de résumer les avantages que présente l'organisation du Haut Comité, car c'est lui qui servira de modèle, dans notre dernière Partie, pour l'élaboration d'une organisation générale de l'administration — ou mieux, du gouvernement — de l'Empire :

1°) *C'est un Conseil de Gouvernement.*

2°) La présence de personnalités *responsables et compétentes* permet d'assurer aux échanges de vues un maximum de rendement et de prendre sur le champ des décisions et des mesures d'application immédiate.

3°) Le Haut Comité constitue un organisme impérial parfait puisqu'il met périodiquement en présence les représentants de la Métropole et ceux des Colonies.

4°) Son statut est essentiellement souple :

Convocations. Ordres du Jour. Possibilité d'adjoindre des membres supplémentaires en raison de leur compétence, etc...

Nous aurons à revenir sur ces avantages caractéristiques pour établir un projet de Conseil de Gouvernement de la France d'Outre-Mer (4^e Partie : Conseil de Gouvernement).

TROISIEME PARTIE

ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DE L'EMPIRE.

PRODUCTION-CONSOMMATION-ECHANGES

CHAPITRE PREMIER.

La Production Impériale.

1° ETUDE DES PRODUCTIONS DE L'EMPIRE.

A. — Productions complémentaires.

Les productions complémentaires sont celles que la Métropole et les Colonies peuvent aisément développer et échanger sans danger de concurrence réciproque. Nous étudierons ces productions sous deux chapitres : l'un réservé aux produits métropolitains dont l'exportation vers les colonies pourrait être développée, l'autre aux produits coloniaux dont l'importation en France pourrait être accrue.

a) Productions Métropolitaines dont l'exportation vers les Colonies pourrait être développée.

Situation générale.

Comme nous l'avons démontré dans notre chapitre I de la II^e partie l'importance du commerce impérial n'a cessé de croître au cours des dernières années.

Notre commerce d'exportation a largement souffert de la fermeture des marchés mondiaux : marchés américains et anglo-saxons, marchés asiatiques à la suite de l'offen-

sive industrielle japonaise, marchés européens enfin à la suite du mouvement protectionniste causé par les troubles économiques et politiques. C'est dire, qu'aujourd'hui, notre économie nationale doit être amenée inévitablement à considérer le marché impérial avec ses 60 millions d'habitants d'outre-mer, vivant sous la loi métropolitaine, comme le seul champ d'expansion possible et *certain* qui soit désormais offert à son activité.

C'est dans ce sens seulement que, à notre avis, l'industrie française doit orienter ses efforts et obtenir des pouvoirs publics une amélioration des conditions du commerce impérial.

La production métropolitaine n'est pas en effet suffisamment soutenue sur le marché colonial : elle y rencontre trop souvent la concurrence inégale du commerce étranger.

Part du commerce étranger dans l'approvisionnement des colonies.

Dans les conditions actuelles de lutte économique, la part du commerce étranger est relativement trop importante, la statistique suivante montre que les colonies :

*achètent peu à la France,
mais lui vendent beaucoup.*

	Achats des colonies à la France (1934) en % du total de leurs importations	Ventes des colonies à la France (1934) en % du total de leurs exportations
A. O. F.	46	75
Madagascar	72	77
A. E. F.	38	56
Togo	19	43
Indo-Chine	56	48
Martinique	63	97
Guadeloupe	81 (1933)	89
Algérie	73 (1933)	60
Tunisie	49 (1933)	66

Il ressort de ce tableau que le commerce étranger conserve une importance très sensible dans l'approvisionnement des colonies puisque certaines possessions reçoivent de l'étranger jusqu'à 81 % de leurs importations et qu'en Algérie il fournit encore près de 20 % de l'importation totale.

Par ailleurs, la Métropole constitue pour les colonies un marché particulièrement intéressant, puisqu'elle absorbe de 43 % à 98 % de leurs exportations.

Relevons quelques exemples frappants :

Exportations :

— Le Togo ne fait en France que 19 % de ses achats, mais lui vend 43 % de ses exportations.

— La Martinique-Guadeloupe, ne fait en France que 63 % de ses achats, mais lui vend 97 % de ses exportations.

— L'A. O. F. ne fait en France que 46 % de ses achats, mais lui vend 75 % de ses exportations.

Il est bien évident qu'il y a là un déséquilibre qui est ruineux pour le commerce métropolitain.

Enfin dans certaines colonies, telles que le Maroc, notre commerce est insuffisamment protégé par le régime douanier.

Cette question sera étudiée au chapitre III; d'ores et déjà citons quelques exemples : dans 3 colonies dont deux sont assimilées (Indo-Chine et Madagascar) et dont l'autre est soumise au régime de la « porte ouverte » (Le Maroc) étudions la proportion des achats en France de chacune de ces colonies par rapport à l'ensemble de leurs achats.

Proportions des achats coloniaux en France par rapport à l'ensemble des achats des colonies ci-après :

	Indo-Chine	Madagascar	Maroc
Automobiles	77 %	91 %	44 %
Beurre	74 %	66 %	4 %
Tissus coton	94 %	95 %	4 %
Tabac	25 %	100 %	4 %

Ainsi malgré l'éloignement, l'Indo-Chine et Madagascar sont de bien meilleurs clients pour la France que le proche Maroc.

Pour les automobiles, l'Indo-Chine achète :

	20 millions de fr. dont 16 en France.			
Madagascar :	13	—	12	—
Maroc :	75	—	33	—

L'industrie française fait directement les frais de ces erreurs de politique douanière.

Si l'on examine la statistique douanière en envisageant non plus chaque colonie, mais chaque catégorie de produits on s'aperçoit que la part des ventes de la Métropole aux colonies dépasse :¹

80 % pour les objets en métaux, le sucre, les produits chimiques, les poissons, le papier, les huiles végétales, la crèmerie, les objets en peaux, les médicaments.

71 % pour les tissus de coton (721 millions);
mais est *inférieure* à :

50 % pour les huiles minérales, houille, bois, thé, fruits, café.

Les gros articles d'importation coloniale, venant de l'étranger sont : huiles minérales, tissus de coton (300 millions) des machines, de la houille, des véhicules, du thé, du bois, des céréales.

Etude des Productions Métropolitaines exportables vers les colonies.

Ce sont principalement dans l'état actuel du développement des Colonies : les produits agricoles, les charbons, les produits sidérurgiques, les tissus, les machines et les objets de « luxe-adapté ».

Produits agricoles.

De très importantes exportations de produits laitiers sont effectuées vers les colonies : il serait cependant pos-

(1) Calculs faits sur les chiffres de la statistique générale de la France (Bulletin).

sible d'en améliorer la vente, soit par des modifications douanières (notamment avec la Tunisie), soit par une propagande auprès des indigènes pour la consommation des fromages.

Les farines métropolitaines sont très peu achetées par les colonies; un accroissement de la vente d'animaux reproducteurs, chevaux, mulets, de conserves de légumes, de fruits, de viandes et poissons pourrait facilement être obtenu.

Charbons.

Le trafic entre la France et ses Colonies portait sur environ 280.000 tonnes en 1929, soit près des trois-quarts de l'exportation française. Il a été ramené à 42.000 tonnes par suite de la dépréciation de la livre, et du jeu des dumpings.

Il est regrettable que de telles conditions anormales de concurrence aient été tolérées par les Pouvoirs Publics : la crise des charbonnages du Nord aurait pu être efficacement atténuée.

Produits sidérurgique. — Machines.

L'absence de protection douanière permet à l'étranger de vendre à nos colonies pour 25 % de leurs importations totales de ces produits.

Tissus et divers.

Nous avons déjà cité le cas des tissus de coton dont une part importante de la production française est absorbée par les colonies.

Pour les autres tissus, la concurrence étrangère est très forte, particulièrement celle du Japon.

Objets de « luxe adapté ».

Nous entendons par ce terme la multitude d'objets que consomment très volontiers les indigènes et qui sont aujourd'hui presque exclusivement vendus par les Anglais et les Japonais :

Tissus de soie ou coton à dessins ou coloris particuliers;

Objets en métaux et divers : plateaux, théières de cuivre de Manchester;

Horlogerie du Japon, parapluies, bijoux, pierreries;

Bimbeloterie (anglaise et allemande) objets de caoutchouc, en métal, celluloid, bakélite, etc...

Le Français, dont le goût, l'ingéniosité et le travail artisanal sont universellement connus, est particulièrement apte à la fabrication de tels objets qui sont vulgairement appelés « pacotille ».

Mais le commerce et l'artisanat métropolitains ignorent tout des possibilités coloniales, il sont mal renseignés et aucunement aidés.

Dans le chapitre 3^e, Méthodes Générales, seront étudiés les moyens de réalisation d'une politique de développement des exportations métropolitaines vers les colonies. Continuons l'étude des productions impériales complémentaires par celle des produits coloniaux.

b) Produits Coloniaux dont l'importation en France pourrait être développée.

I. — Produits miniers.

La question de la production minière aux colonies ayant été très largement traitée par de nombreux auteurs qualifiés¹ qui ont examiné la situation de chacun des minerais, il nous suffira d'en résumer les travaux et d'en dégager les idées générales.

Comme l'a très bien fait remarquer le Rapport Général de la Conférence Impériale, une énorme consommation des Minéraux caractérise l'activité moderne des nations industrielles (U. S. A., Grande-Bretagne, France, Allemagne). Tandis que ces quatre nations n'ont que le 1/7 de la population du monde, elles consomment les 4/5 de la production minérale du Monde. Il est donc d'une im-

(1) En particulier, Du Vivier de Streel, *Revue des Deux Mondes*, 15 oct. 1934 et Rapports de la Conférence Impériale, Tome II.

portance capitale pour la France, de développer les richesses minières que ses colonies possèdent, d'autant plus que de nos jours, sa balance commerciale est lourdement influencée par les importations étrangères de minerais. La France en importe pour environ 8 milliards de francs et en consomme 15. Il est vrai qu'elle en exporte par ailleurs pour 3 milliards.

A l'heure actuelle :

— la Métropole se suffit à elle-même en fer, aluminium, sel, potasse, arsenic, eaux minérales, talc, brome, lithium;

— la production coloniale est supérieure à la consommation métropolitaine de phosphate, nickel, chrome, mica titane, graphite, cobalt;

— elle est inférieure, mais non négligeable pour le plomb, zinc, étain.

D'autre part, nous importons principalement de l'étranger :

la houille (cas spécial), le pétrole (2 milliards), cuivre, plomb, zinc, étain, (ensemble 2 milliards). A titre d'exemple, en 1934, il nous manquait :

24 millions t. de charbon sur 79 millions consommées,	
2,425 — — combust. liquides sur 2,5 —	
140.000 — — cuivre sur 140.000 t.	—

La production métropolitaine ne pouvant pas être accrue, le problème est donc exclusivement colonial : c'est *le type parfait de production complémentaire.*

Situation actuelle des différents produits.

A. — Les deux substances principales : charbon et pétrole.

La consommation annuelle nationale est d'environ 9 milliards de francs, dont une importation de 3 milliards anthracite qui fait l'objet d'un contingentement.

Il convient de signaler particulièrement l'augmentation des importations venant du Tonkin qui sont passées de 35.000 t. en 1930 à 300.000 t. en 1934. Au Maroc, les

charbonnages de Djerada sont susceptibles de produire 350.000 t. par an.

Mais les accords franco-soviétiques de 1933 ont porté un coup direct aux charbons tonkinois en élevant le contingent à 140.000 T.

Pour le pétrole, un travail de prospection méthodique est entrepris qui a déjà conduit à des résultats efficaces : au mois d'avril 1934, dans le Djebel Tselfatt (Maroc) un sondage de 380 m. a déterminé un jaillissement de pétrole d'un débit de 250 T. par jour.

B. Substances pour lesquelles la production métropolitaine est surabondante.

Le Fer :

Malgré l'abondance du minerai en France, la métropole est obligée d'importer certaines qualités de minerai : il est anormal qu'elle s'adresse à l'Espagne ou au Maroc espagnol plutôt qu'à l'Algérie ou à la Tunisie.

L'exportation Nord-Africaine qui était dirigée surtout vers l'Angleterre et l'Allemagne a beaucoup souffert de la crise sidérurgique de ces pays.

Pour l'aluminium, la France est le premier producteur du Monde, les colonies n'ont aucun gisement de bauxite.

Citons aussi le sel (malgré la surproduction impériale de sel, l'A. O. F. importe du sel étranger).

La Potasse : il n'y a pas de gisement de potasse dans les colonies.

Eaux Minérales : les eaux françaises sont largement exportées vers les colonies : celles-ci possèdent de nombreuses sources, un petit nombre seulement sont exploitées.

Arsenic.

C. — Substances pour lesquelles la production coloniale est supérieure à la consommation Métropolitaine.

Le phosphate. L'Afrique du Nord est le premier producteur du Monde.

Sa production a atteint, en période normale, un demi-milliard de francs. La vente est organisée par un cartel qui a conclu des accords avec l'Amérique.

La Métropole absorbe 30 % de la production coloniale. Le surplus, soit 70 %, constitue donc pour l'Empire un appoint très intéressant pour l'équilibre de sa balance commerciale, et un des éléments les plus importants de ses relations avec l'étranger.

Le graphite produit en grandes quantités par Madagascar : le seul concurrent est Ceylan.

La production malgache est très mal organisée : il serait utile d'en réglementer la vente.

Citons enfin le *Nickel* (le Canada fournit les 9/10 de la production mondiale, la Nouvelle Calédonie 1/10); le *Chrome* (production impériale 60.000 T., consommation 20.000 T.); le *Mica*, le *Titane* (pour la fabrication des peintures).

D. — Substances pour lesquelles la Production Métropolitaine et Coloniale est non négligeable, mais cependant inférieure à la consommation française.

Plomb : La consommation française atteint 300 millions de francs; elle pourrait être satisfaite à concurrence de 50 % par les exploitations coloniales existantes, mais celles-ci ont dû malheureusement arrêter leur production. La chute des prix sur le marché mondial a été trop violente pour permettre une adaptation de la production coloniale : ce problème qui est en général celui de toutes nos productions impériales est particulièrement caractéristique pour le plomb. Il serait cependant utile d'envisager une réouverture des mines d'un métal qui est indispensable à la Défense Nationale.

Zinc : Sa situation est comparable à celle du plomb.

Etain : La France adhère au Comité International qui a imposé à l'Indo-Chine une limitation de la production (3.000 T. par an en 1936).

Or : La production atteint 5.000 k.

Citons enfin, l'antimoine, le tungstène, l'argent, le cobalt, le molybdène (1 seul gisement : au Maroc).

E. — *Substances pour lesquelles la production métropolitaine et coloniale est négligeable, eu égard aux besoins de la consommation française.*

Cuivre : Après la houille et le pétrole, c'est le produit minier qui pèse le plus lourdement sur notre balance commerciale.

Le déficit ainsi causé a atteint 1.330 millions en 1929. Les mines existant déjà au Maroc et au Congo seraient susceptibles de fournir le 1/10 de notre consommation. Mais leur exploitation a dû être interrompue par suite de la chute des cours.

Le manganèse, minerai indispensable à la sidérurgie, et par conséquent à la Défense Nationale. La production marocaine a dû être considérablement réduite (16.000 T. en 1930, 4.000 T. en 1932) par suite de la crise.

Le mercure, les Diamants et Pierres Précieuses.

II. — *Produits agricoles.*

Voici la classification établie par la Conférence Impériale : nous ne réserverons des développements qu'aux produits les plus importants.

1° Produits alimentaires :

Café, cacao, thé, vanille, poivre.

Ananas, bananes, agrumes.

Riz, tapioca, légés secs.

Viandes et pêches.

2° Produits à la fois alimentaires et industriels :

Les oléagineux : Huile d'olive, arachide, coprah, huile de palme et de palmiste, ricin.

3° Produits industriels :

Textiles végétaux : coton, jute siscal.

« animaux : laine, soie.

Bois exotiques : liège, alfa (pâte à papier), caoutchouc, tabac.

Plantes à parfum, à tanin, médicinales.

Gommes, résines, huiles de bois.

Café : Les colonies produisent 1/10 de la consommation française qui atteint 200.000 T. par an. Il serait utile de développer la production coloniale, quoique le marché mondial soit excédentaire, mais en orientant les régions les mieux appropriées à produire des qualités fines, et en s'attachant à réduire au maximum les prix de revient.

Bananes : Les colonies peuvent d'ores et déjà suffire à la consommation française de bananes : il convient d'en éviter la surproduction et de diriger la production vers la qualité plutôt que vers la quantité.

Agrumes : Les produits de l'Afrique du Nord ne sont pas suffisamment protégés, cependant leur importation en France croît d'année en année. Il serait utile de répartir équitablement les importations métropolitaines dans le temps et dans l'espace, entre l'Algérie, Tunisie, Maroc, Etats du Levant.

Il convient d'ajouter aux agrumes une importante production coloniale qui a été omise par la Conférence : les primeurs.

Les primeurs. Leur production est très développée en Afrique du Nord où ils sont en avance de 2 mois sur les produits européens. Le Maroc espère même pouvoir expédier des légumes de la Vallée du Sous 3 mois avant la mise à la consommation des produits métropolitains.

A titre d'exemple, la production marocaine qui n'est encore qu'à ses débuts, atteint 140.000 T., dont 10 % seulement sont admis en France au titre du contingent. Par sa situation privilégiée, notre Afrique du Nord est, sans concurrence possible, le meilleur producteur de légumes pour la consommation européenne : l'exportation des primeurs sera pour l'économie impériale, l'un des éléments les plus actifs de son commerce avec l'étranger.

Il reste cependant nécessaire d'en contrôler l'expansion afin d'éviter la surproduction, et d'en réglementer les dates d'arrivées sur les marchés européens comme, d'ailleurs les producteurs eux-mêmes l'ont très bien com-

pris et appliqué, afin d'éviter la concurrence entre le Maroc et l'Algérie.

Viandes : Il s'agit surtout de la viande du mouton, dont l'élevage est particulièrement facile en Afrique du Nord. Le Français consomme 5 fois moins de viande de mouton que l'Anglais.

(Les colonies nous fournissent 700.000 moutons, l'étranger 100.000).

Mais un effort impérial doit être fait pour les chevaux (16.000 importés de l'étranger, 6.000 des colonies), les bœufs (23.000 contre 4.600), les porcs (122.000 contre 49.000), enfin la viande fraîche, congelée ou en conserve (38.400 T. contre 13.500 T.).

L'Afrique du Nord est gros exportateur de bétail sur l'étranger : son exportation a atteint 1.300.000 têtes en 1926.

Coton : La production coloniale est infime (1/100 des besoins de la Métropole). D'autre part, plusieurs de nos régions coloniales sont particulièrement aptes à produire ce textile. Il serait donc utile d'envisager une politique du coton qui aurait pour but de développer la production, de la limiter aux régions les plus appropriées, d'en réglementer les qualités.

Caoutchouc : On estime qu'en 1937, la moitié de la consommation métropolitaine sera assurée par les colonies (Indo-Chine) avec des prix de revient analogues à ceux des pays concurrents. La totalité de cette consommation pourrait être satisfaite au bout de 10 ans environ par nos colonies si un plan de production impérial était adopté et financé¹.

(1) Des études très approfondies ont été faites sur chacune de ces productions par la Conférence impériale : des résumés seulement ont été publiés dans les Rapports Généraux de la Conférence, d'où nous avons extrait ces quelques renseignements caractéristiques.

B. — *Productions supplémentaires.*

Définition : Les productions supplémentaires sont celles qui existent à la fois dans l'économie coloniale et dans l'économie métropolitaine, et qui risquent par conséquent de se concurrencer mutuellement si une organisation impériale n'intervient pas pour en réglementer les quantités, les qualités et les échanges.

Dans l'état actuel de l'économie impériale française, seuls quelques produits agricoles répondent à cette définition, ce sont :

Le blé et autres céréales,

Le vin,

Le rhum, sucre.

Nous étudierons successivement le cas du blé et celui du vin, car l'importance des intérêts en présence nécessite une étude précise du problème.

a) *Le blé* : La politique céréalière suivie au lendemain de la guerre, a conduit le marché du blé, en particulier, à une énorme surproduction mondiale. En France, à la suite de 3 récoltes excédentaires, les cours se sont effondrés à tel point que le Gouvernement a dû prendre des mesures exceptionnelles d'intervention. Au même moment, la situation céréalière de l'Afrique du Nord se compliquait : d'une part, les trois colonies, qui avaient l'habitude de fournir à la France une part importante de ses besoins de blé, perdaient, par suite de la surproduction métropolitaine, leur meilleur client, et d'autre part, l'avisement des cours mondiaux rendait impossible toute vente à l'étranger.

Bien que cette situation générale des marchés puisse être considérée comme anormale et passagère, elle n'en détermine pas moins les principes de la politique céréalière que devront suivre nos colonies.

La situation économique spéciale, voir paradoxale, de l'Agriculture en France, aujourd'hui « administrée » par l'Office du blé, autorise à prévoir que, au cours des années prochaines, les déficits annuels qui carac-

térisaient jadis sa production seront peu à peu comblés ou atténués. L'Afrique du Nord ne peut donc plus espérer trouver sur le marché métropolitain un débouché massif de quantité. Tout au plus, sera-t-elle amenée à fournir irrégulièrement l'appoint des années exceptionnellement déficitaires auxquelles la législation sur le stockage n'aura pu remédier.

Par contre, l'Afrique du Nord pourrait utilement trouver un débouché céréalier en France quant à la *qualité*, dans les autres colonies, quant à la *quantité*.

La politique de la qualité doit être en général, celle des pays riches et des peuples industriels. Pour le blé tendre, l'Afrique du Nord devrait s'efforcer de « perfectionner la qualité des grains, leur valeur boulangère, mieux conditionner la marchandise, échelonner les envois, les meuniers et les boulangers s'efforçant d'améliorer la qualité du pain pour en augmenter la consommation ¹ ».

Pour les blés durs, il serait utile de développer la consommation métropolitaine des pâtes alimentaires afin de soutenir l'importante production de l'Afrique du Nord qui constitue, en matière céréalière, la seule production complémentaire

Au Maroc, un effort remarquable a été fait par les Services Techniques du Protectorat en vue d'améliorer les qualités, et d'offrir à la Métropole des blés de haute valeur remplaçant ceux qui sont importés des Etats-Unis et du Canada (« blés de force »). Les cultures de blé sélectionné ont atteint 200.000 ha. en 1934. A Rabat, un système de vente des blés, avec cotation proportionnelle à la valeur boulangère des grains, a été inauguré avec plein succès.

Si l'Afrique du Nord entreprend cette politique de la qualité, elle ne manquera pas de trouver sur les marchés métropolitains et européens une partie des débouchés qu'elle avait perdus. Mais, dans le cadre impérial, une

(1) *Rapports Généraux*, Tome II, p. 104.

augmentation de la consommation du pain et des pâtes alimentaires peut être envisagée et suppléer ainsi à la perte des débouchés quantitatifs : une politique impériale d'écoulement des *quantités*, doit être entreprise.

La consommation du pain doit être activement développée en Afrique noire et à Madagascar : des stations de boulangerie, des écoles mêmes, devraient être installées dans les centres et la propagande en faveur du pain pourrait être dirigée par les Administrateurs. Lorsque l'on constate la progression verticale de la consommation du pain blanc en Chine, et chez les peuples primitifs, on est en droit d'espérer qu'un large débouché pourra être ainsi trouvé aux blés durs et tendres de l'Afrique du Nord.

Cependant, quelle que soit l'importance de ces futurs débouchés, la politique *actuelle* de l'Algérie-Tunisie-Maroc doit éviter toute augmentation de la production, et s'efforcer au contraire d'encourager toute entreprise d'amélioration des qualités¹.

Un principe général doit être dégagé en matière d'agriculture impériale : la situation spéciale de l'agriculture métropolitaine — dont l'aspect social l'emporte sur les considérations économiques — exige de la part des colonies, une entière soumission aux intérêts de la Mère Patrie.

Le même principe, les mêmes remarques s'appliquent au problème du vin.

b) *Le Vin.*

Comme pour le blé, la surproduction impériale caractérise le marché et provoque la chute des cours. La production algérienne ne peut plus s'écouler en France.

La loi d'économie dirigée du 8 juillet 1933, applicable en France et en Algérie, a eu un triple objet : limiter la production, favoriser une politique de la qualité, assainir le marché par le blocage et la distillation obligatoire.

Le premier point de ce programme a été généralement

(1) Le Rapport Dayras contient une étude statistique de la situation agricole de chacune des colonies.

appliqué, et loyalement, les viticulteurs algériens ont procédé à l'arrachage facultatif prévu par la loi.

La politique de blocage a été mal organisée par le législateur qui n'avait pas prévu les répercussions des dispositions édictées sur la situation algérienne. Tandis qu'en France, où la petite exploitation est la règle, 1,09 % des viticulteurs seulement sont soumis au blocage, en Algérie, 46 % de vigneron y sont astreints.

C'est dire que le blocage porte en Algérie sur la presque totalité de la récolte (94,4 %), alors qu'en France, il n'atteint que 30 % du vin produit. Cet exemple montre à quel point il serait utile de consulter un organisme impérial à chaque fois que l'on réglemente des questions impériales.

Enfin, une politique de la qualité doit être entreprise.

Les exportations de raisins de table d'Afrique du Nord, pourraient être largement développés, sans crainte de concurrencer les raisins français, car ils sont introduits en primeurs. La consommation du jus de raisin devrait être encouragée tant auprès des populations musulmanes qu'en Afrique Noire. Une conférence Internationale du Raisin doit réunir les pays de population musulmane : Turquie, Grèce, Irak, Arabie, Iran, Afghanistan, Inde, Tunisie et même la Chine, elle ne manquera pas de trouver de nouveaux et intéressants débouchés à la viticulture.

La consommation coloniale française est très insuffisante : elle atteint 0,4 litre par indigène et par an, alors que dans les colonies portugaises, elle atteint 2,1 litres, dans les colonies italiennes, 2,7 litres, dans les colonies espagnoles, 7, 4 litres. Au Maroc en 1932 il était consommé 3 fois plus de vin égrangers que de vin français.

Il est certain que si un Organisme Impérial prenait la direction de cette politique, il obtiendrait facilement une augmentation des débouchés, et partant, une amélioration des marchés impériaux.

Mais en matière de vin, comme en matière de blé, *la production doit être strictement limitée*, et l'accroissement des débouchés doit avoir pour but d'assainir le mar-

ché impérial et non pas de servir de prétexte à une augmentation des quantités produites.

2° PRINCIPES GÉNÉRAUX D'UNE POLITIQUE IMPÉRIALE DE LA PRODUCTION.

L'étude technique de chacun des produits impériaux permet de dégager les principes généraux d'une politique impériale de la production et les divers moyens d'application.

A. — *Les principes généraux.*

a) *La solidarité des marchés impériaux.*

L'examen successif des différents produits d'échange : produits métropolitains, produits coloniaux agricoles ou miniers, complémentaires ou supplémentaires, conduit à dégager un principe, qui a été malheureusement méconnu par les pouvoirs publics et l'initiative privée, à savoir *qu'il existe entre la France et ses Colonies, des marchés solidaires, des activités solidaires.*

Les statistiques (II^e partie) ont déjà prouvé l'importance du marché impérial; l'étude des produits prouve maintenant les liens intimes qui unissent les économies métropolitaines et coloniales par l'existence de besoins et de productions complémentaires.

Sans doute, certaines oppositions d'intérêts se sont-elles manifestées : les exemples les plus importants ont été étudiés ci-dessus à propos du blé et du vin. Mais, même pour ces produits, qui ont provoqué des conflits impériaux, il n'a pas été impossible d'en prévoir une évolution dans le sens d'une solidarité des économies.

L'économie française, profondément atteinte par la fermeture des débouchés extérieurs, doit désormais prendre conscience de cette solidarité des marchés impériaux. Tandis que sa balance commerciale est fortement défici-

taire vis-à-vis de ses principaux clients (les Etats-Unis nous vendent pour 2.215 millions et nous achètent, pour 836 millions), elle est parfaitement équilibrée avec ses colonies (achats aux colonies, 5.812 millions, ventes, 5.502 millions).

On peut en conclure que chaque fois que la France développera ses achats aux colonies, celles-ci voyant leurs moyens de paiement accrus, multiplieront leurs commandes à l'industrie et au commerce métropolitains. Ce même raisonnement serait parfaitement faux s'il était appliqué aux Etats-Unis, à l'Angleterre, ou à l'Allemagne, par suite des entraves que toutes les nations ont dressées contre la circulation des marchandises, des capitaux et des individus.

On peut donc définir le principe de la solidarité des marchés ainsi :

Tous les achats que la Métropole s'efforcera de faire aux Colonies, en développant la production de celles-ci, multiplieront le pouvoir d'achat des indigènes, et par conséquent, augmenteront la demande de produits métropolitains. Il en résultera un accroissement simultané des échanges, comme on peut le constater dans l'union douanière franco-algérienne.

Ce principe doit conduire les pouvoirs publics et privés à encourager et aider le développement de la production impériale par une politique de soutien.

b) Politique de soutien.

Les vertus de l'Economie Libérale qui répartissaient et équilibraient dans le Temps et dans l'Espace les activités humaines, ont désormais perdu leurs pouvoirs.

Les contrées qui sont exploitées par les hommes et les capitaux, ne sont plus choisies d'après le calcul des prix de revient, mais d'après les nécessités économiques de chaque nation. Qu'importe que le coton soit trop abondamment produit aux U. S. A., aux Indes ou en Egypte, il est indispensable pour l'activité métropolitaine que la vallée du Niger produise ce même coton : l'indigène noir

se créera ainsi du pouvoir d'achat, qu'il dépensera en produits manufacturés français, et, de ce fait, l'activité de l'A. O. F. sera solidaire de l'activité industrielle de la métropole, comme il a été démontré dans les paragraphes précédents.

Il est donc indispensable de « soutenir » la production du coton en A. O. F. comme, d'une façon générale, il est non moins indispensable de le faire pour tous les produits complémentaires que nous avons étudiés.

« Cette politique de soutien est nécessaire pour compenser les handicaps dont la production impériale française est momentanément frappée par rapport aux productions étrangères » ¹. Ces « handicaps » sont ceux qui résultent des manipulations monétaires, des inégalités de conditions sociales, c'est-à-dire des salaires, des différences de fiscalité et enfin des variétés de taux d'intérêt.

Mais, comme l'a très justement affirmé la Conférence, qui avait nommé une commission spéciale « Politique de Soutien », cette politique « doit se borner à restaurer des équilibres actuellement rompus, *mais elle devra dans toute la mesure du possible éviter d'ériger l'économie impériale française en une économie fermée* » ².

Nous étudierons ci-dessous (B. Moyens d'applications), les moyens de réaliser cette Politique de Soutien.

c) *Economie Disciplinée.*

Rompant avec les principes libéraux afin d'assurer sa propre existence, l'économie impériale devra se soumettre à une discipline. M. Serruys soutient cette idée dans son rapport à la Conférence : « La discipline, qui ajuste les entreprises de chacun, à un plan accepté par tous, et qui impose à chacun, selon les nécessités de chaque heure, les ajustements d'activité et les conciliations d'intérêts, est une condition aussi indispensable que les sacrifices du soutien ou les sujétions de la préférence ». Plus loin, il définit très justement l'économie impériale disciplinée qui

(1) Rapports Généraux de la C. I., p. 35.

(2) Nous soulignons.

« n'est en somme, qu'une méthode de concentration tendant à une organisation commune de la production et une mise en commun du marché, pour renforcer la position du pays dans la vie économique internationale ».

Cette discipline économique est la rançon de la politique de soutien et d'intervention dont la nécessité vient d'être démontrée. Elle devra s'exercer dans les domaines suivants :

- développer les productions complémentaires;
- éviter les prix de revient élevés;
- rechercher la qualité plus que la quantité.

L'étude analytique des produits nous a montré la grande richesse de nos colonies : presque toutes les matières et denrées nécessaires à notre alimentation et à notre industrie y sont rassemblées, ou peuvent y être développées.

En matière de production minière, la politique de soutien doit aider les nombreuses exploitations dont le travail a dû être interrompu à la suite de la chute des prix des minerais étrangers : tous les produits miniers des colonies sont complémentaires. Seules les huiles minérales ne paraissent pas, pour l'instant, exister en abondance.

En matière agricole, la politique de soutien n'aura à s'exercer que vis-à-vis des cultures industrielles, comme le coton et le caoutchoux; au contraire, pour les autres produits complémentaires comme les primeurs, ou supplémentaires comme le blé et le vin, une politique d'économie disciplinée devra être suivie afin d'éviter les concurrences impériales.

Cette même discipline s'exercera pour lutter contre les entreprises à *prix de revient élevés*. Elle répartira les productions, et pour chaque production les qualités et les espèces, entre les colonies les plus appropriées tant du point de vue des agents naturels, que du point de vue des facilités de transport, de la proximité des débouchés, et de l'abondance de la main-d'œuvre.

C'est dire qu'elle devra réaliser, par la réglementation, cette œuvre de répartition et d'équilibre que les

lois libérales devaient accomplir dans le système d'économie internationale, mais qu'elles ne peuvent plus accomplir dans un système économique impérial.

Après avoir ainsi assuré à chaque production les meilleures conditions de développement, des efforts considérables devront être accomplis pour lutter contre le niveau trop élevé des prix de chaque élément de la production. Une politique de crédit devra diriger les capitaux de l'épargne française vers les colonies et éviter les taux exagérés qui sont pratiqués de nos jours : 8,9 et même 10 % pour les prêts à long terme ! Elle aura de même à développer le crédit à moyen et court terme en s'appuyant sur les organisations professionnelles. La politique fiscale, celle de la coordination des transports, de l'organisation de la vente et de la propagande devront enfin réduire les frais qui grèvent la production et la circulation des richesses jusqu'au moment de leur consommation : nous les étudierons dans le chapitre relatif aux échanges.

Enfin, *l'amélioration de la qualité*, dont nous avons déjà signalé l'importance, doit rester la règle de la politique de la production impériale.

Le Rapport Général de la Conférence a très bien résumé les avantages de la « Normalisation des produits ».

a) l'éloignement des marchés extérieurs charge les produits coloniaux de frais de transport qu'il faut équilibrer en donnant une plus grande valeur à ces produits;

b) la fidélité des acheteurs et la bonne tenue des cours sont liés à la qualité et à sa régularité;

c) l'amélioration totale et la qualité a comme corollaire une présentation meilleure qui valorise le produit.

d) un acheteur qui sait se trouver en présence de produits convenablement normalisés, peut les commander à distance et les opérations commerciales sont facilitées.

e) enfin, la concurrence des produits étrangers se fait sentir sur le terrain de la qualité, c'est en égalant et en dépassant leurs qualités que nous pourrons l'emporter.

Nos trois grandes colonies d'Afrique du Nord ont par-

faitement appliqué cette politique de la qualité. Trois organismes interprofessionnels — que nous étudierons en détail au sujet de l'organisation de la vente (chapitre 3 : les échanges) — ont obtenu des colons et maraîchers une amélioration considérable des qualités. Ce sont l'O. F. A. L. A. C. (Algérie), O. C. E. (Maroc), O. T. U. (Tunisie). Grâce à eux, les primeurs de l'Afrique du Nord font prime, dans les marchés européens par leurs qualités, leur saveur et leur présentation, sur les fruits du Cap ou ceux de la United Fruit.

Pour arriver à ces résultats, les colons ont dû se soumettre à une discipline rigoureuse, à tel point qu'au Maroc, aucune exportation ne peut avoir lieu sans être autorisée et vérifiée par l'O. C. E.

L'Algérie a décidé la *standardisation obligatoire* par une loi du 31 décembre 1935. Un décret du 2 mars 1936 a chargé l'O. F. A. L. A. C. d'appliquer cette standardisation.

Sont créées : des commissions chargées de fixer les standards applicables, les règles de qualités, de conditionnements, d'emballage, de classement qui seront imposées aux producteurs-exportateurs.

Ces dispositions sont déjà applicables aux : figues, dattes, raisins, prunes, agrumes, tomates, pommes de terre, pois, haricots, carottes, artichauts, huiles d'olives, pâtes alimentaires (Voir Bulletin d'Informations algériennes 1^{er} juillet 1936, organe officiel de l'O. F. A. L. A. C.).

Comme nous le démontrerons dans le chapitre 2^e, sur la consommation, les cultures de qualité ont l'avantage d'associer une plus nombreuse main-d'œuvre à la production et par conséquent de permettre une plus grande diffusion du pouvoir d'achat dans les masses d'indigènes. C'est à notre sens, un des problèmes essentiels de l'Economie Impériale; il doit être la contre-partie de la politique de limitation des quantités produites que nous avons étudiée en matière de blé et de vin. Cette discipline de limitation des quantités doit être organisée dans le cadre impérial par des organisations consultatives, et appliquée

dans le cadre local par des institutions professionnelles : son rôle sera de prévoir, d'imposer les mesures édictées, et de résoudre les situations critiques des marchés quand la pénurie ou la pléthore n'auront pu être prévues ou conjurées.

Ainsi nous estimons que, dans l'état actuel de la situation économique mondiale et jusqu'à ce que le protectionnisme et les systèmes « autarchiques » disparaissent, la politique impériale ne peut être qu'une politique d'économie disciplinée.

Elle sera jusqu'à son complet épanouissement, moins un état économique qu'un effort créateur, moins un mécanisme qu'un organisme en plein développement, en un mot, elle sera dynamique et non statique.

Et, comme ce dynamisme s'exercera en vertu d'une volonté humaine, d'une idée et non pas comme jadis s'est effectué, par exemple, le développement des pays jeunes, par le jeu de la concurrence et la lutte des initiatives privées, il ne pourra se développer que selon des méthodes de l'économie disciplinée dont nous reconnaissons le caractère artificiel et arbitraire, mais dont nous sommes obligés de reconnaître l'utilité.

B. — *Les moyens d'application.*

Sous ce titre seront étudiés les principaux moyens d'application de la Politique Impériale de la Production, à savoir :

- a) La réforme Douanière.
- b) La participation de l'Empire aux accords diplomatiques;
- c) La recherche de débouchés à l'étranger.

Seront réservés pour des chapitres spéciaux : la consommation (Problème du Pouvoir d'Achat), les Echanges (Transport-Outillage).

a) LA RÉFORME DOUANIÈRE :

Les productions coloniales et métropolitaines seront

d'autant plus « soutenues » et leurs échanges seront d'autant plus facilités que les régimes douaniers impériaux accorderont la *franchsie* et la *protection* à leur circulation dans l'Empire.

C'est sur la notion de *préférence impériale* que réside aujourd'hui le lien impérial britannique. C'est sur le principe de *l'union douanière* que doit être fondé l'Empire français.

L'exemple de l'union douanière Franco-Algérienne nous en donne un exemple.

1° Union douanière Franco-Algérienne :

Cette union est absolue, seules des différences de fiscalité atténuent l'assimilation économique. Il en résulte :

1° que le produit algérien est considéré comme un produit français, qu'il entre comme tel à l'étranger, et dans l'Empire et librement en France.

2°) que tout droit de douane protégeant un produit français protège le même produit en Algérie;

3°) qu'une production exclusivement algérienne peut être protégée par création d'un droit dans le tarif métropolitain;

4° que toutes les mesures annexes, contingentements, prohibition, etc... et toutes les dispositions des Traités de Commerce s'appliquent à l'Algérie comme à la France.

Sans doute l'Algérie est-elle ainsi astreinte à suivre aveuglément la politique commerciale de la France, à ne pas bénéficier de certains prix avantageux pratiqués à l'étranger, bref à demeurer dans le système économique de la France.

Mais, il en résulte pour elle, en contrepartie, des avantages incontestables. L'Algérie, devenue le 1^{er} fournisseur de la France, y écoule librement sa production au moment où les échanges extérieurs sont généralement paralysés. Les départements algériens ont la même vie économique et le même destin que nos provinces du Périgord ou de la Champagne.

Cette union douanière dont les bienfaits sont unanime-

ment reconnus doit servir de modèle à la réforme qu'il convient d'entreprendre d'urgence à propos de la Tunisie et du Maroc.

2° La réforme du Régime Douanier Tunisien :

La Conférence Impériale a établi que :

« La semi-union douanière établie entre la France et
« la Tunisie ne permet pas d'appliquer aux productions
« tunisiennes une politique de soutien automatique, et de-
« vra, dans toute la mesure compatible avec les nécessités
« d'équilibre du marché métropolitain, être élargie tant
« dans les relations de la Régence avec la France et
« l'Algérie que dans ses relations avec le reste de l'Em-
« pire ».

Ce vœu, formulé en 1935, aurait pu l'être en 1898, lorsque nous avons acquis la maîtrise de la législation douanière de la Régence.

A partir de cette date, en effet, les progrès vers l'union douanière ont été constants : extension des entrées en franchise de produits métropolitains ou algériens en 1898, 1900, 1904, 1907, 1914 (réforme du tarif qui confirme le mouvement). Aujourd'hui, sur 654 articles, le tiers bénéficie de la franchise dans le sens France-Algérie vers Tunisie (et vice versa) avec application du tarif métropolitain aux mêmes produits venant de l'étranger.

Cependant, les produits français sont relativement plus favorisés à leur entrée en Tunisie, que les produits tunisiens à leur entrée en France, ou dans les autres colonies de l'Empire.

Ainsi, n'est pas respecté le principe, que nous avons formulé, de la *solidarité des marchés impériaux*, et dont nous avons constaté les bienfaits en Algérie.

Comme le Résident Général Peyrouton l'a affirmé, il est nécessaire d'unir la Régence au bloc économique France-Algérie. Cette réforme, réalisée avec les tempéraments nécessaires en matière de blé et de vin, apportera une contribution heureuse à la prospérité de la Régence,

à l'activité du commerce Franco-Algérien-Tunisien, et par conséquent, à l'économie impériale.

L'Union Douanière France-Algérie-Tunisie doit être la première réalisation de la Politique d'Economie Impériale que nous étudions et défendons.

3° *La réforme du Régime Douanier Marocain*¹.

Le régime douanier marocain, sanctionné par l'acte d'Algérrigas de 1906, est celui de la « porte ouverte », c'est-à-dire qu'il est aujourd'hui *le seul exemple mondial de régime absolu de libre échange*. Il n'y a aucun droit protecteur : le tarif douanier est exclusivement fiscal, il est uniformément fixé à 12,5 %. Dans le sens Maroc vers France-Algérie, les exportations sont admises au tarif minimum, ou en franchise dans la limite de contingents.

L'évolution économique du Maroc n'a pas manqué de faire apparaître les anomalies de ce régime commercial artificiellement organisé. Aujourd'hui, aussi bien l'économie chérifienne que les intérêts de la Métropole sont gravement atteints.

Le Maroc est en effet envahi par les marchandises étrangères : articles japonais, essences et automobiles américaines par exemple qu'il achète sans doute à des prix peu élevés, mais en contrepartie desquels il ne peut vendre que des quantités insignifiantes de marchandises au Japon ou aux U. S. A. Ses importations sont ainsi facilitées, mais ses débouchés sont restreints : or, c'est précisément une situation inverse qui devrait caractériser la balance commerciale d'un pays jeune fortement emprunteur de capitaux.

Le tableau suivant montre quelques cas anormaux de la balance commerciale chérifienne :

(1) Voir Ecorcheville, « Production et Protection au Maroc », 1934.

Année 1935	Ventes au Maroc	Achat de marchandises marocaines
Japon	114 millions	3 millions
Chine	63 —	0,001 —
U. S. A.	70 —	6 —
Roumanie	42 —	1 —
U. R. S. S.	19 —	0,000 —
France-Algérie	452 —	349 —
Totaux	1.138 —	627 —

Enfin, ce régime douanier est incapable de protéger les industries locales : ainsi, récemment, des navires japonais chargés de « babouches » (chaussures indigènes) qui menaçaient par leurs prix de vente tout l'artisanat marocain ont dû se voir interdire tout débarquement. Cette organisation douanière n'est pas moins préjudiciable à la France. La balance des comptes du Maroc étant lourdement déficitaire, et la France s'étant engagée à lier sa monnaie avec le franc marocain, il résulte pour la Métropole une menace constante de défaillance du Protectorat dont les emprunts publics et privés ont été contractés auprès de l'épargne française¹.

Au point de vue purement commercial, les débouchés de l'industrie française sont très restreints par suite de la concurrence étrangère qui est favorisée par la « porte ouverte », alors que le marché métropolitain est largement ouvert à l'économie marocaine :

- l'Etranger est le principal fournisseur du Maroc;
- la France est le principal acheteur du Maroc.

En résumé, le régime douanier organisé en 1906, et encore intégralement appliqué, provoque dans le protectorat une crise économique d'une gravité exceptionnelle il cause en outre un préjudice considérable à l'économie

(1) La France qui est la créancière du Maroc du fait de ses emprunts, ne laisse passer en franchise qu'une quantité de produits insuffisants pour lui permettre de gagner de quoi vivre et se libérer. (Rapport de la Banque d'Etat du Maroc, 22 mai 1932).

métropolitaine, il empêche enfin de réaliser entre le Maroc et la France une union économique fondée sur le principe de la solidarité des marchés, union qu'il est indispensable d'organiser pour sauvegarder la prospérité du pays « protégé ».

Devant ces considérations, qui sont unanimement admises ¹, il est indispensable que les pouvoirs publics engagent le plus rapidement possible, les négociations diplomatiques nécessaires à la réforme d'un tel système, en excitant du mandat que la France a reçu de protéger les sujets de S. M. Le Sultan du Maroc.

Ainsi, après l'Union Douanière avec la Tunisie et avec les mêmes précautions, pourra être réalisée la seconde étape, l'Union Douanière France-Afrique du Nord, qui associera intimement à l'Economie Française les riches provinces méditerranéennes et leurs populations laborieuses.

4° La Réforme du Régime Douanier « colonial ».

Le régime douanier franco-colonial a été organisé par la loi du 11 janvier 1892, puis modifié et amélioré par celle du 13 avril 1928 et le décret du 2 juillet 1928.

Ces textes, malgré l'ancienneté de la première loi organique, ont élaboré un système qui correspond, avec toute la souplesse nécessaire, aux préoccupations actuelles de l'Economie Impériale. Ils distinguent des colonies « assimilées » et des colonies « autonomes ».

Les colonies assimilées jouissent d'un régime douanier que l'on peut, aujourd'hui, qualifier d'*impérial*. Leurs marchandises sont introduites en franchise en France-Algérie; elles reçoivent les produits métropolitains en franchise, et les marchandises étrangères y sont taxées, à leur

(1) La Conférence Impériale a émis le vœu suivant : « Il importe de tendre au recouvrement de la liberté tarifaire du Maroc — à la fois pour lui permettre de sauvegarder ses productions et ses échanges extérieurs et pour y maintenir la prépondérance économique de la France — et de pratiquer dès maintenant dans ses relations internationales les règles d'une équitable réciprocité ».

entrée, soit au tarif métropolitain, soit à un tarif spécial (voté par les assemblées locales).

Pour les colonies autonomes, la franchise est la règle à l'entrée de leurs marchandises (denrée alimentaire et matières premières) en France-Algérie; cependant le tarif minimum, un tarif réduit, ou une franchise pour des quantités contingentées sont appliqués aux autres marchandises (par exemple, le Rhum des Antilles). A l'importation, les produits français entrent en franchise, les produits étrangers sont taxés à un tarif voté par les Assemblées locales.

Ce système douanier est caractérisé par deux qualités fondamentales : d'une part, il répond au *principe de la solidarité des marchés*, qui, nous l'avons démontré, est le fondement de l'économie impériale; il est d'autre part remarquablement *souple*.

Conformément aux nécessités de l'activité économique de l'Empire, ce régime commercial sacrifie les avantages passagers que telle colonie pourrait tirer d'achats en franchise à tel voisin pratiquant des prix peu élevés et préfère contraindre l'économie coloniale à se développer dans le système des prix métropolitains afin de lui assurer en échange la liberté d'importation sur l'immense marché de la Mère-Patrie. Sacrifices d'une part, mais bienfaits inestimables, d'autre part, tel est le mécanisme de l'équilibre économique franco-colonial.

Ce régime douanier enfin est *souple*, c'est dire qu'il peut s'adapter aux mille nécessités de la vie économique. Dans les colonies assimilées, les Conseils locaux peuvent modifier, vis-à-vis des importations étrangères, les rigueurs du tarif métropolitain, et ont ainsi la possibilité d'étendre leurs débouchés extérieurs vers les pays dont la proximité les incite naturellement à rechercher la clientèle.

(Voir ci-après (C) Recherche de débouchés extérieurs).

Dans les colonies autonomes, les pouvoirs locaux sont plus étendus : les assemblées coloniales établissent leur tarif propre vis-à-vis des marchandises étrangères impor-

tées, mais la Métropole s'est réservé la possibilité de taxer certains produits coloniaux à un tarif minimum ou réduit, et d'en limiter l'importation à des contingents. En fait, ces restrictions ont pour objet d'atteindre les produits coloniaux « supplémentaires » (sucres, alcools, denrées agricoles, produits manufacturés éventuels qui pourraient concurrencer l'industrie métropolitaine grâce à des salaires, charges fiscales, sociales, etc... peu élevés).

Avec la Conférence Impériale¹ il faut reconnaître l'« équité », l'équilibre, et les qualités de « souplesse » de ce système douanier, qui a été « dominé par une *notion véritablement impériale d'association et de collaboration*² de nos différents territoires, et qui comporte toutes les possibilités d'adaptations voulues aux nécessités locales et permet d'orienter en chaque circonstance la politique de soutien dans les conditions les plus satisfaisantes. »

5° Conclusions sur la Réforme Douanière.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur la question douanière, la Conférence impériale ayant analysé, jusque dans les détails, la situation commerciale de chacune des possessions françaises : pays sous mandat de la S. D. N., Bassin du Congo et Niger, Nouvelles Hébrides, etc...³.

Cependant il est nécessaire de montrer, en conclusion, l'importance de la Réforme Douanière dans le programme d'organisation de l'Economie Impériale.

Cette réforme doit avant tout s'exercer dans le sens de *l'unification* des statuts. La diversité actuelle qui caractérise ces derniers n'est due qu'à l'existence d'accords diplomatiques anciens, elle ne répond pas aux nécessités économiques. Elle constitue un véritable obstacle pour les industriels et commerçants métropolitains qui sont naturellement amenés à ne considérer chaque colonie que

(1) Rapports généraux, Tome 1, p. 51.

(2) Nous soulignons.

(3) Rapports généraux, Tome 1, page 41.

comme un pays étranger, avec ses formalités et tarifications douanières, et avec les conditions particulières qui y sont faites à la concurrence étrangère.

Cette unification devra être réalisée par le Gouvernement avec toute l'autorité et la fermeté qui doit être employée pour la solution des problèmes d'intérêt général et devra éviter les timidités, longueurs et attermoînements qui ont trop souvent caractérisé l'action individuelle des fonctionnaires coloniaux désavoués par le Pouvoir Central. Pour le Maroc, par exemple, le quai d'Orsay, n'a jamais soutenu les projets du Résident et des Pouvoirs constitués.

Ainsi unifié dans sa forme, le statut commercial de l'Empire, conformément aux conclusions que nous avons dégagées de l'étude de certains cas particuliers, répondra, dans son esprit, à la préoccupation fondamentale de la politique impériale : *réaliser une activité libre-échangiste, saine et prospère, dans les territoires relevant de la souveraineté française, et associant à l'œuvre de progrès économique et social 100 millions de producteurs et de consommateurs.*

b) PARTICIPATION DE L'EMPIRE AUX ACCORDS DIPLOMATIQUES.

Si actifs que seront les rapports internes des différentes contrées de l'Empire, ils ne devront pas tendre, comme nous le répèterons maintes fois, à la création d'une « économie fermée ». Tout au contraire, le destin de l'économie impériale sera de rendre notre situation plus forte et plus saine dans la compétition des échanges internationaux.

De nos jours, lorsque des traités de commerce sont conclus avec un pays étranger, la France et l'Algérie sont seules parties au contrat.

La Tunisie peut passer des accords avec l'étranger.

Le Maroc, selon l'acte d'Algérisas, ne peut pas favoriser tel pays et doit maintenir le principe désuet, et, nous

l'avons montré, néfaste, de l'égalité économique de toutes les nations sur son territoire. Enfin, pour les colonies proprement dites, la loi du 13 avril 1928 a précisé que les conventions commerciales passées par la Métropole avec un pays étranger ne s'appliqueraient pas de plein droit aux colonies, et qu'un accord particulier serait nécessaire. (Par exemple : la convention franco-japonaise du 13 mai 1932 pour régler les relations du Japon et de l'Indo-Chine).

Ce système, nécessité par la diversité actuelle des statuts douaniers et juridiques, est contraire à la prospérité de l'Economie Impériale. Celle-ci organisée sur un plan libre-échangiste doit constituer une véritable *entité économique*, avec ses marchés solidaires, avec ses systèmes de prix de production et d'échange, de telle sorte que c'est l'Empire Français qui devra désormais contracter avec les puissances étrangères.

c) LA RECHERCHE DE DÉBOUCHÉS A L'ÉTRANGER.

Le système impérial, afin de répondre au besoin qu'éprouve chaque économie de multiplier ses échanges extérieurs, devra suivre une politique d'expansion commerciale appropriée à sa nouvelle activité.

De même qu'en France la prospérité de la Bretagne est en partie dépendante du marché anglais, et celle de l'Alsace-Lorraine du marché allemand, de même l'essor de Madagascar sera lié, en ce qui concerne son commerce d'exportation, à celui de l'Afrique du Sud.

Dans une série de rapports très documentés, la Conférence Impériale a étudié les relations extérieures de l'A. O. F., de la Guyanne, de l'Indo-Chine, etc..., et de toutes nos colonies avec « l'extérieur ».

Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à ses rapports publiés par la Conférence (Tome 1, p. 179 à 212). Il nous suffira de préciser certains points.

Il est évident que chaque territoire est naturellement « attiré » vers les sphères économiques qui l'englobent.

Malgré l'amélioration des conditions de transports internationaux, le Canada est plus étroitement lié aux Etats-Unis qu'à l'Angleterre et l'Indo-Chine est intimement mêlée à l'essor économique de l'Extrême-Orient. Cependant, il est dangereux d'examiner ainsi chaque cas particulier et de mettre en valeur certaines productions dont les échanges peuvent s'effectuer avantageusement avec les pays voisins. Ce qu'il importe de provoquer dans une colonie, c'est la prospérité générale et partant, l'activité impériale. Sans doute Madagascar trouvera-t-elle d'intéressants débouchés en Afrique du Sud, mais il n'existera pas entre elle et l'Afrique du Sud une solidarité de marchés, ni une réciprocité d'activités comme il doit y en avoir dans une économie impériale fondée sur le libre-échange.

Si, pour une raison économique, nous étions amenés à accorder à une colonie la possibilité de contracter avec un pays voisin, des accords commerciaux qui auraient pour but de développer ses débouchés et pour conséquence de faciliter l'entrée des marchandises dudit pays, *nous devrions écarter cette colonie du système économique impérial et ne plus exercer sur elle qu'un pouvoir politique. Le principe de la solidarité des marchés n'étant plus respecté, il n'y aurait plus en effet égalité des sacrifices et des avantages entre la colonie et la Métropole, et le mécanisme impérial ne pourrait plus jouer.*

En résumé, l'Economie Impériale doit être organisée en un système cohérent et unifié, caractérisé par le développement des activités complémentaires, l'absence de tous les obstacles à la circulation des richesses, — nous l'étudierons au chapitre suivant — l'accroissement du pouvoir de consommation.

Mais en aucun cas, cette organisation ne devra tendre à la constitution d'une « économie fermée » et tous les efforts devront être faits pour multiplier les rapports de l'Empire avec l'extérieur.

CHAPITRE II.

La consommation.

Le développement de la consommation indigène a toujours été le but de la politique coloniale française. Il coïncidait en effet avec le désir qu'ont toujours eu nos grands « coloniaux » d'améliorer le sort matériel et moral de l'indigène et de parvenir ainsi à élever les races arriérées aux rangs des peuples civilisés.

Cette idée se retrouve dans toutes les doctrines, dans tous les discours, dans tous les écrits qui concernent notre œuvre coloniale. Malgré sa banalité apparente, elle demeure le principe fondamental de notre action politique et économique. Mais il ne suffit pas d'affirmer un principe, il faut encore l'appliquer et pour cela il est nécessaire de procéder à une analyse systématique du problème.

I. — ETAT ACTUEL DE LA PUISSANCE DE CONSOMMATION DANS LES COLONIES FRANÇAISES.

Il est évident que l'avenir de l'économie impériale est lié au développement de cette consommation. Si les 60 millions d'indigènes augmentaient progressivement leur pouvoir d'achat jusqu'au niveau de l'européen moyen, il en résulterait pour le commerce impérial, protégé et dirigé, comme nous l'avons dit, un accroissement considérable du volume et des valeurs des richesses échangées. Sans aller cependant jusqu'à ce point, il est permis de concevoir l'essor dont bénéficierait l'économie métropoli-

taine si seulement le pouvoir d'achat des colonies suivait une évolution semblable à celle qui caractérise l'histoire du Maroc¹ :

En 1900, pour une population sensiblement égale à celle d'aujourd'hui, le commerce extérieur marocain était de 125 millions (francs-1928) ;

En 1933, il a atteint 4 milliards de francs, soit 32 fois plus. « Si l'on retranche de ce commerce tout ce qui représente l'outillage économique, les exportations de phosphates, etc..., pour ne considérer que les articles de grande consommation indigène : sucre, thé, cotonnades, drap, soie, etc..., on constate que les chiffres d'importation de 1920 atteignent pour ces produits 876.452.000 contre 75 millions en 1900 :

On peut donc dire que le *pouvoir d'achat du Marocain est, en 1929, 12 fois plus élevé qu'en 1900* »¹.

Et l'auteur ajoute à cette démonstration un chiffre communiqué par la Direction de l'Elevage du Maroc : « d'après les résultats des taxes sur les bêtes abattues sur les marchés indigènes, on constate que le *Marocain consomme en 1929, 13 fois plus de viande qu'en 1913*, date à laquelle les autorités françaises ont pris en main la surveillance des droits des marchés. »

Ces renseignements statistiques montrent :

1° que la faculté d'accroissement de la consommation indigène est considérable ;

2° que l'indigène achète dans la mesure où il vend et que, par conséquent, ce n'est qu'en développant le travail de l'indigène qu'on développera son pouvoir d'achat.

Le rapport Dayras cite une statistique intéressante, mais qu'il convient d'interpréter : la S. D. N. a classé les pays d'après leur commerce extérieur, par tête d'habitant en 1929 (année de prospérité) :

Le Néo-Zélandais est le 1^{er} avec 334 dollars

Le Français — 2^e — 101 —

(1) Eugène Guernier, *L'Afrique, Champ d'Expansion de l'Europe*, 1933, p. 100. :

Le Tunisien-Algérien	—	3 ^e	—	63 dollars
Le Marocain	—	4 ^e	—	29 —
L'Indo-Chinois et A. O. F.	5 ^e	—	9	—

Pour des pays neufs, tels que le Maroc, cette statistique est significative. En effet, l'activité économique interne y est infiniment moins développée que dans les nations évoluées. A part les matières premières de consommation alimentaire, tels que légumes, viandes, farines — tous les autres produits sont achetés à l'extérieur : tissus, thé, sucre, objets métalliques, etc..., et par conséquent, les 29 dollars, soit 725 fr. du Marocain donnent une idée relativement exacte de son pouvoir de consommation, ou plutôt de son pouvoir d'achat. Il est utile de faire cette distinction, car, chez les peuples agricoles, qui « vivent sur eux-mêmes » comme le font volontiers les paysans français pendant les crises, la somme des richesses consommées est bien supérieure à la somme des richesses achetées avec de la monnaie.

Quoiqu'il en soit, cette statistique indique clairement l'ordre de grandeur de la part pour laquelle un indigène peut d'ores et déjà participer aux échanges impériaux.

En prenant comme base le chiffre du commerce extérieur de l'Algérien-Tunisien, par tête d'habitant, on peut faire le calcul suivant qui donnera un ordre de grandeur de l'avenir du commerce impérial :

$$\begin{aligned}
 63 \text{ dollars (1929)} &= 1.575 \text{ fr. par tête d'habitant.} \\
 1.575 \text{ f.} \times 60 \text{ millions} & \\
 \text{d'indigènes} &= 94 \text{ milliards 500.}
 \end{aligned}$$

Ce commerce Colonies-France, supposé égal au commerce France-Colonies (égalité qui existe aujourd'hui et qui se maintiendra avec l'application de la politique impériale) donnerait par tête d'habitant français :

$$\frac{94.500 \text{ millions français}}{40 \text{ millions}} = 2.360 \text{ Fr.}$$

c'est-à-dire approximativement le chiffre atteint en 1929 pour l'ensemble du commerce extérieur de la France qui

était, d'après la S. D. N., de 100 dollars, soit 2.500 Fr. par habitant.

En d'autre terme, la production de 40 millions de français pourrait s'équilibrer avec la consommation de 60 millions d'indigènes et vice-versa, étant bien entendu, comme nous l'avons toujours affirmé, qu'il ne saurait être question d'échanges en économie fermée, et que, ce n'est que pour faciliter les calculs que nous avons exclu les échanges avec l'étranger.

II. — POSITION DU PROBLÈME GÉNÉRAL DE LA CONSOMMATION ET DE LA PRODUCTION.

Du Pouvoir d'achat chez les peuples agricoles et chez les peuples industriels.

L'évolution économique depuis le développement prodigieux de la grande industrie a séparé de plus en plus la vie des champs et celle des villes, la production agricole et l'activité industrielle. Sans doute certains pays ont-ils appliqué aux travaux ruraux quelques principes d'organisation et de production suivis dans les usines, mais il n'en reste pas moins de profondes différences entre le prolétariat agricole et le prolétariat industriel. Le premier est avant tout un faible acheteur de produits ouvrés, il consomme pour une très large part des denrées qu'il produit lui-même, le second, au contraire, achète tout ce qu'il consomme : le ménage ouvrier s'habille en confection, se nourrit de plats préparés et cuits dans une usine de conserves. L'ouvrier fait « circuler rapidement la monnaie », le paysan n'en fait circuler qu'un faible volume, et souvent après l'avoir conservée sous forme « d'économies ».

Quelle place occupent nos indigènes coloniaux dans cette classification économique ? Il est certain qu'ils sont tous dans la catégorie des producteurs agricoles. Les artisans eux-mêmes, ceux qui travaillent le cuir ou le bronze, qui font de l'huile ou fabriquent des outils s'apparentent

beaucoup plus aux travailleurs agricoles qu'aux ouvriers des usines européennes.

Ce qui les caractérise donc, ce qui caractérise tous les indigènes des colonies françaises, c'est la faible part qu'ils prennent aux achats effectués en monnaie : *c'est leur faible pouvoir d'achat*, et, comme nous l'avons dit, ce pouvoir d'achat par signes monétaires est encore plus faible que leur pouvoir de consommation, qui comprend outre les achats faits avec la monnaie, des échanges par troc et surtout une production familiale consommée par le producteur et sa famille.

La crise économique, en provoquant une chute vertigineuse des prix agricoles, a encore accentué cette insuffisance du pouvoir d'achat des classes rurales. La période de prospérité qui avait introduit dans l'agriculture les méthodes de travail de l'industrie : machinisme, grandes exploitations sur des terrains sans valeur, engrais, etc..., avait préparé cette sorte de « décadence de l'activité rurale ». Les petits producteurs paysans se virent concurrencés par des blés d'industrie, ils durent abandonner les champs, comme le montre la statistique marocaine ci-dessous ¹ et, en quelques années, la production agricole suivait le mouvement de concentration qui caractérisait la production industrielle depuis le milieu du XIX^e siècle.

C'est ce *phénomène de concentration* qui est, à notre avis, à l'origine de la crise de structure (et non pas de la « crise cyclique ») dont souffrent aujourd'hui les économies. Qu'elle soit industrielle ou agricole, nationale ou internationale, cette concentration écarte un nombre de plus en plus grand d'individus du cycle production-consomma-

(1) *Population Musulmane* (en milliers).

	1926	1931
Marrakech	133	164
Fez	70	90
Casablanca	52	85
Meknès	18	36
Kénitra	5	13
Settat	6	11

tion. Ce mouvement se traduit dans les statistiques par l'existence et le développement d'un chômage-permanent, et par la sous-consommation des classes rurales.

Plus l'économie moderne se développe, plus elle produit, mais moins elle permet aux individus d'acquérir cette production.

Sur le plan colonial, ce mécanisme se traduit ainsi : on encourage les indigènes à produire des matières premières brutes, et à acheter les produits finis métropolitains, en d'autres termes : *on leur achète peu, on voudrait leur vendre beaucoup; on leur achète des produits agricoles, bon marché, dans lesquels le travail humain intervient peu, on leur vend des produits industriels chers, dans lesquels le travail ouvrier intervient pour une très large part.*

C'est en effet cet élément du « travail incorporé » qui importe, et que Karl Marx avait mis en valeur, mais en avait par la suite, déformé le sens et la portée. Il est anormal de vouloir multiplier les échanges entre des populations agricoles et des populations industrielles : les premiers produisent une richesse dont la formation est l'œuvre, pour une large part, de la nature, et pour une faible part, du travail humain. Les seconds ne produisent que des marchandises ouvrees, c'est-à-dire des objets dans lesquels le travail de l'homme a été abondamment incorporé. Pour exprimer cette idée de façon plus précise disons : dans un pays comme le Maroc, les quatre millions d'indigènes sont essentiellement des agriculteurs. Au cours des dernières années, ils ont exporté une moyenne annuelle de 350 millions de francs de blés, produits agricoles divers, qui leur ont donné un pouvoir d'achat sur l'extérieur, c'est-à-dire un pouvoir d'achat de produits indus-

350

triels de — = 90 fr. par individu, ce qui est pratique-

4

ment insignifiant. En fait, ce ne sont pas les 4 millions d'Arabes qui ont produit les blés exportés, mais une très faible minorité, qui sera de plus en plus faible à mesure que la technique agricole se perfectionnera.

Généralisons le problème : il faut relativement peu de travailleurs pour produire tout le coton brut, le blé, le caoutchouc, les arachides, etc... dont l'économie impériale a besoin. Si l'on condamne les colonies à n'avoir qu'une économie agricole, on exclut 30, 40, peut-être 50 millions d'indigènes du cycle économique impérial, et on ne donne aux 10 ou 20 millions d'agriculteurs indigènes qu'un pouvoir d'achat étriqué. Mais si, au contraire, on permet au nombre le plus grand possible d'indigènes de travailler, d'incorporer des heures de travail, dans du coton lavé, peigné, voire filé, dans des arachides décortiquées, triées, pressées, dans du blé trié et réduit en farines, pâtes alimentaires, ou biscuits, dans du minerai broyé, fondu en gueuses ou lingots, dans du phosphate transformé en superphosphate, dans du bétail ou poisson réduit en conserve, etc..., etc..., alors on fait participer l'indigène à la vie économique moderne dont la loi fondamentale est la division du travail.

Plus le Tunisien ou le Malgache incorporeront leur travail dans un produit destiné à l'échange, plus ils développeront leur pouvoir d'achat individuel et, partant, plus ils achèteront à l'ouvrier du Pas-de-Calais ou du Rhône.

L'homme ne peut consommer que dans la mesure où il a travaillé et produit.

Ce raisonnement conduit naturellement à étudier le problème de l'industrie aux colonies.

III. — PROBLÈME DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES COLONIES. LES EXEMPLES ¹.

a) *Exemple du Maroc.*

Le développement industriel du Maroc date de 1920 (exploitation des phosphates d'Oued-Zem) et 1928 (Charbons de Djerada). L'exportation des phosphates constitue

(1) Une étude fort documentée a été faite par MM. Hoffher et Moris. *Revue Economique Internationale*, Mai 1934 qui nous a fourni les renseignements de ce paragraphe.

le tiers des exportations marocaines en valeur, les 9/10 en poids.

En 1929, l'Office Chérifien des Phosphates a versé à 4.627 indigènes une rémunération globale de 15 millions de francs.

En 10 ans, de 1922 à 1932, 100 millions de salaires ont été distribués à 20.000 indigènes. Les mines de Djerada ont distribué en 1933 près de deux millions à 600 indigènes.

Quelle est l'exploitation agricole qui pourrait assurer un tel apport de pouvoir d'achat et faire vivre dans deux localités 6.000 travailleurs, soit près de 20.000 personnes ?

Et MM. Hoffher et Morris ajoutent ces remarques précises : « la faible capacité d'achat des produits agricoles, leur précarité, et plus encore leur disparité de valeur par rapport aux articles manufacturés accentuent le solde lourdement déficitaire de la balance chérifienne ». Ils ont calculé que 23 millions de francs sont épargnés à la balance des comptes par l'institution d'une Brasserie à Casablanca, que la moitié des besoins de matériaux de construction sont produits au Maroc, et le quart du sucre manufacturé. Une force annuelle de 70 millions de kwatt-heures, 45.000 ouvriers répartis en 750 établissements, 1 milliard de capitaux investis (soit le tiers des investissements totaux) : tel est le degré d'industrialisation du Maroc moderne¹.

Hardis défenseurs de l'économie marocaine, les auteurs précités n'hésitent pas à affirmer fort justement :

« Condamner le Maroc en pleine expansion démographique à l'inaptitude industrielle, c'est le condamner à l'inextensibilité de ses besoins, et à la misère, *car l'industrialisation constitue une conséquence inéluctable du peuplement.* »

b) *Exemple de l'Inde Anglaise.*

Les mêmes auteurs ont étudié le cas de l'Inde. Au

(1) *Op. cit.*, p. 283.

XVII^e siècle, 700.000 personnes travaillaient à l'industrie textile du Cachemire, exportant pour une valeur de 400 millions environ de francs actuels. Dès 1689, les Anglais s'opposent à l'entrée des textiles indiens, tandis qu'ils favorisent l'importation des produits bruts. (En 1818, Bombay exporte pour 600.000 livres de coton en Angleterre). Comme l'a dit Dutt¹ : « l'industrie britannique est née du sacrifice des manufactures indiennes ». Le résultat de cette politique fut le refoulement des artisans du cachemire vers l'agriculture, le partage des terres à tel point que pendant le XIX^e siècle, 66 % des domaines agricoles n'assuraient pas, et n'assurent pas encore, à leur titulaire des chances suffisantes de rémunération économique régulière². Il existe aujourd'hui aux Indes, un prolétariat agraire de 28 millions de salariés.

L'Angleterre comprit la situation : en 1851, la première manufacture de coton est ouverte, puis avec la guerre, l'industrie devient prospère (mines, métallurgie, etc...). En 1916 une Commission est chargée d'étudier les possibilités de développement industriel des Indes.

c) Exemple des Indes Néerlandaises.

L'évolution industrielle y est à tous points semblable à celle des Indes Angaises. Des filatures, brasseries, papeteries sont ouvertes à Java et encouragées par les Pays-Bas.

d) Exemple de l'Egypte.

En Egypte, la même politique anglaise favorise le développement de la production agricole (coton) et entrave celui des industries locales, fort prospères au XIX^e siècle.

Pendant la guerre, la réaction s'organise. La Banque Misr, nationaliste, soutenue par le Gouvernement, favorise le développement industriel (tissus, vêtements, conserves, articles de ménage, etc.....) et tandis qu'avant la guerre

(1) *The Economic History of Indian*, London 1902.

(2) Rahmat Ali, *Revue des Etudes Islamiques*, 1932, p. 311.

le capital indigène est absent des diverses sociétés, en 1927 94 % des établissements industriels appartiennent aux Egyptiens. (99 % pour les textiles, 95 % pour la métallurgie, 97 % pour la distribution électrique...).

La population industrielle est passée de 1907 à 1917 et 1929, de 126.000 à 163.000 et à 218.000 ouvriers.

Le Président du Conseil Sidky Pacha disait en avril 1931 : « Je suis personnellement convaincu que l'Egypte a grand besoin de voir son industrie se développer : d'une part, la population égyptienne croît dans une proportion assez élevée, et d'autre part, le prix des produits agricoles a baissé... *le revenu de l'Egypte agricole ne peut suffire aux besoins de la population....., il faut chercher d'autres ressources : l'industrie peut fournir la plus grande partie de ces ressources* » ¹.

e) *L'exemple du Congo Belge.*

Cet exemple est l'inverse des précédents.

Depuis le début du siècle le Katanga est devenu le premier producteur mondial de cuivre (en 1924 la production a atteint 1 milliard 200 de francs). De nombreux ouvriers ont afflué vers les régions minières, mais les dirigeants ont dû s'efforcer d'encourager le développement de l'agriculture afin d'assurer la subsistance des travailleurs du sous-sol. Cet exemple montre clairement l'évidente solidarité qui lie les activités agricoles et industrielles.

IV. — PROBLÈME DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES COLONIES.

Les exemples qui viennent d'être étudiés confirment notre thèse sur plusieurs points :

— l'activité agricole ne permet pas à ceux qui la pratiquent, de disposer d'un pouvoir d'achat suffisant pour

(1) Nous soulignons.

participer largement aux échanges économiques modernes et s'assurer un niveau de vie compatible avec les idées de progrès;

— le développement de la population, jointe à la baisse des prix agricoles (qui résulte de l'amélioration des conditions de culture) exige le développement d'activités industrielles dans les pays jeunes;

— l'équilibre traditionnel de l'Agriculture et de l'Industrie doit être réalisé non pas globalement à l'intérieur d'un pays tout entier, ou d'un Empire économique, mais spécialement dans chaque contrée, ou plutôt dans chaque groupe de population, afin d'y répartir et d'y diffuser le pouvoir d'achat.

Pour la politique impériale française nous déduisons, de ces remarques, les conditions suivantes :

— Il ne doit pas y avoir une France industrielle et des colonies agricoles, mais une harmonieuse répartition des activités économiques, génératrice des échanges commerciaux qui apportent à ceux qui les pratiquent le bien-être et le progrès.

Mais comment concevoir un développement industriel des colonies, c'est-à-dire une évolution capable de concurrencer la métropole et de provoquer des forces de sécession ?

Définition de l'activité industrielle.

D'après l'étymologie, « industrie » signifie « activité ».

Pour nous, comme nous l'avons déjà dit, *un produit est d'autant plus industriel que la somme d'activités humaines qu'il a nécessitée, est plus grande.*

En conséquence, le blé et toutes les céréales, le coton brut, l'arachide brute, le bétail des Hauts Plateaux qui poussent, naissent et croissent au gré de la Nature, sont essentiellement des produits *non-industriels*. Mais au contraire, les minerais de toutes sortes, la transformation des produits bruts non industriels, en produits semi-bruts ou demi-ouvrés, et surtout les produits de l'agriculture intensive sont des *produits industriels*.

Qu'entend-on par agriculture intensive ?

C'est l'ensemble des cultures et activités de nature agricole (élevage, produits laitiers, aviculture, etc...) nécessitant une concentration de capitaux d'épargne et surtout une somme considérable de travail manuel le plus souvent spécialisé ou demi-spécialisé.

Ce raisonnement rejoint celui sur lequel nous démontrions la nécessité de développer la *production de qualité* dans les colonies.

Nous en trouvons un exemple typique dans la culture des primeurs en Afrique du Nord. Comparons l'activité humaine exercée sur un champ de blé de la Chaouia et dans les jardins maraîchers des environs de Casablanca. Sur le premier un tracteur américain conduit par un indigène effectue les opérations du labour et de la moisson; entre temps le champ est resté désert. Dans les seconds une activité constante règne. Prenons le cas des tomates : la terre a été minutieusement préparée par de nombreux petits tracteurs de 2 ou 3 chevaux, puis à la main, chaque pied est repiqué. Les « rangs » sont irrigués chaque matin et soir par des équipes d'indigènes. Dans la journée, ces mêmes équipes pratiquent le « pincement » de chaque plant, enlèvent les fruits en excès pour conserver un nombre déterminé de tomates par pied. Enfin, a lieu la cueillette, le transport à l'usine d'emballage, le calibrage, le tri, l'emballage, chacune de ces opérations étant faite avec les plus grands soins.

Il s'agit bien là d'opérations industrielles, entraînant une large utilisation de main-d'œuvre spécialisée, et, par conséquent provoquant une abondante diffusion de pouvoir d'achat parmi les travailleurs indigènes.

V. — LES CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT DE LA CONSOMMATION INDIGÈNE.

En résumé, disons que si l'on maintient l'économie coloniale dans une activité exclusivement agricole — dans

le sens ci-dessus défini — on maintiendra dans les populations indigènes un pouvoir d'achat à tel point restreint qu'aucune augmentation des échanges France-Colonies ne pourra être réalisée et que, partant, l'économie impériale demeurera à l'état embryonnaire.

Par contre, si la Métropole consent, en adoptant en particulier les mesures qui ont fait l'objet des chapitres précédents, à entreprendre sans réticences ni hésitations une politique économique industrielle entre elle-même et ses colonies, il est permis de penser que la consommation indigène subira un accroissement rapide et considérable au cours des années à venir, comme l'exemple du Maroc nous en a fourni la preuve.

Sans doute, les industriels français envisagent-ils défavorablement pareille évolution. Mais leurs craintes seraient-elles justifiées si tout le marché colonial leur était réservé, comme il l'est pour l'Algérie qui est leur premier client ? si le pouvoir d'achat du noir d'A. O. F. était porté en 10 ans au niveau qu'a atteint le marocain pendant ce temps ? si pour vendre ces cotonnades, machines, autos, bicyclettes, montres, vêtements, fromage, etc..., il pouvait compter sur les mineurs de l'Atlas, les maraîchers de Tunisie, les fileurs de coton d'A. O. F., ou sur les ouvriers des usines de conserves de Madagascar ?

Chaque indigène embauché, est un nouveau français qui produit et qui consomme.

C'est un nouvel artisan de l'activité et de la puissance économique de la France.

CHAPITRE III.

L'outillage économique. — Les échanges.

1° L'OUTILLAGE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL¹.

Cette question a fait l'objet d'études très documentées à la Conférence Impériale. Nous ne ferons donc que tracer les grandes lignes de la politique impériale de l'outillage.

La mise en valeur des pays neufs nécessite toujours d'importantes immobilisations. Mais tandis que l'équipement des contrées à forte immigration européenne (le Continent américain par exemple) a été largement organisé, celui des colonies n'a été l'objet que de plans parcimonieux et timides. A l'audace des Transaméricains ou du Transandin, il suffit d'opposer les échecs successifs des projets de Transsaharien. Si cette conception étroite des problèmes coloniaux pouvait satisfaire l'économie des années passées, elle ne répond plus aux nécessités d'une économie impériale française. L'outillage colonial doit être développé, afin :

— d'améliorer les conditions de la production agricole, minière et industrielle et celles de la vie sociale, aux colonies;

— de faciliter l'évacuation et l'échange des produits vers les marchés de consommation.

Ce deuxième point sera étudié sous la rubrique « transports » : il est des plus importants. Quant à l'amélioration des conditions de production, elle résultera, pour l'Agric-

(1) Voir en particulier Albert Sarraut, « *La mise en valeur des colonies françaises* ».

PROGRAMME D'OUTILLAGE¹
à réaliser en 15 ans (en millions de fr.)

Colonies	Protection Sanitaire démogra- phique	Installations urbaines, administra- tions scolaires	Travaux Maritimes et fluviaux	Aménage- ment de la production	Voies ferrées		Routes et Ponts	P. T. T. T. S. F. Liaisons intérieures	Total
					Lignes nouvelles	Amélioration des voies existantes			
Algérie . . .	200	65	260	200		440	155	40	1.100
Tunisie . . .	80		45	140		30			555
Maroc . . .	70		70	400	80				620
A. O. F. . .	318	76	439	910	960	412	200	15	3.330
A. E. F. . .	128	45	314	197	5	51	100	10	850
Togo-Came- roun	48	23	53	95			57	4	280
Madagascar .	68,4	51,6	159	156	20	35	90	5	585
Indochine . .	310	370	300	710	350	120	300	80	2.540
Divers . . .	128,3	253,8	203,5	28,5		8	183,9	9	815
Total	1.350,7	884,4	1.843,5	2.836,5	1.415	1.096	1.085,9	163	10.675
Aviation impériale 265 P. T. T., T. S. F. impériales 40 Développement de l'Industrie minière 200 Organisations générales pour l'amélioration et le dé- veloppement des cultures 20									525
TOTAL GÉNÉRAL									11.200
									milliards de Frs

(1) Pour les détails, voir Rapports Généraux, Tome II, page 229 à 249 sur le financement de ce programme. Voir idem, page 255.

culture, des travaux d'hydraulique (de nombreux barrages sont en construction en Afrique du Nord et A. O. F.), pour les mines et l'industrie, du développement des sources d'énergie électrique et thermique.

La vie sociale sera améliorée par les travaux d'adduction d'eau potable, l'assainissement des régions insalubres (marais, marchés et villes indigènes). Le Maréchal Lyautey avait dès le début de son œuvre marocaine favorisé ces mesures de salubrité; à Casablanca par exemple la ville indigène a été « transportée » de l'ancienne cité insalubre au « nouveau quartier indigène » construit selon les plans les plus modernes de l'urbanisme sanitaire, tout en respectant l'architecture locale.

En matière d'outillage, le problème le plus délicat est celui du financement ¹. De nos jours, les budgets coloniaux sont tous en difficulté et les dernières tranches des emprunts autorisés par la loi de 1931 ne sont même plus émises en raison des trop lourdes charges qu'elles entraîneraient pour les budgets des colonies.

Dans ces conditions, il est légitime de faire appel au concours de l'Etat et de prévoir pour les colonies le mécanisme qui a été organisé pour les collectivités locales : « une caisse de crédit » qui pratique la bonification d'intérêt.

Le 8 décembre 1934, le Général Messimy, parlant du concours de l'Etat, disait :

« Ce concours trouve sa justification dans le fait, sur lequel on ne saurait trop insister, que c'est l'ensemble de la collectivité française auquel doit revenir le bénéfice de la nouvelle économie impériale qu'en définitive il s'agit d'instaurer. »

N'hésitant pas à aborder de front les difficultés des applications pratiques, la Conférence a établi un programme d'outillage minutieusement agencé. Nous estimons utile de le reproduire ci-contre en faisant remarquer que :

— une part importante a été justement réservée à

(1) Nous croyons savoir qu'un projet de « Colonial Fund » est actuellement à l'étude au Ministère des Colonies (été 1936).

la *protection sanitaire démographique*; elle atteint 12 % du total;

— la part revenant à des travaux spécifiquement économiques atteint 3 milliards, soit plus de 25 % du total.

— dans ce programme de 11 milliards, des travaux dont le montant atteint 2 milliards ont déjà été autorisés par diverses lois.

2° *Les transports dans l'Empire.*

Dans l'organisation de l'Economie Impériale, le problème des transports nécessite une attention particulière.

D'une part, l'abondance et la rapidité des moyens de communication permettent de lier étroitement les économies entre elles, et de faire jouer le principe de la solidarité des marchés. D'autre part, le niveau des prix de transport influe très sensiblement sur les prix de revient¹ et facilite, s'il est peu élevé, la cadence des échanges. Enfin, qu'ils soient terrestres, maritimes ou aériens, les transports constituent de nos jours une des industries les plus actives des économies modernes.

La France a toujours considéré le développement des moyens de transport comme le premier pas de la colonisation.

De nombreux *ports* ont été construits et équipés.

En 1934 : Alger	est le	6°	port de France (3.336.000 t.);
Oran	—	9°	— (2.401.000 t.);
Casablanca	—	7°	— (2.143.000 t.);
Saïgon	—	10°	— (1.641.000 t.);

Ils se classent aussitôt après Rouen, Marseille, Le Havre, Dunkerque et Bordeaux, devant Nantes, Boulogne, etc.

D'après le nombre des passagers, Alger occupe le 5° rang.

(1) M. J. Stern, ancien Ministre des Colonies, a préconisé l'abaissement « des tarifs des frêts maritimes sous pavillon français qui atteignent 33 % parfois 65 % de la valeur de certaines denrées ». (Exposé au Comité Parlementaire du Commerce, Palais-Bourbon, 2 juillet 1936).

(2) *Rapports Généraux*, Tome II, page 271.

Le réseau des voies ferrées coloniales atteint *près de 20.000 km.*

Avec le développement de l'automobile, un effort particulier a été entrepris en faveur du *réseau routier colonial* qui atteint aujourd'hui 50.000 km.

Nous n'examinerons pas la situation actuelle et spéciale des transports dans chaque colonie; cette étude a été faite par la Conférence Impériale.

Nous essaierons seulement de dégager les traits caractéristiques du problème des transports, et les principes généraux qui doivent diriger la politique des échanges dans l'Empire.

Caractères spéciaux du problèmes des transports dans l'Empire Français. — Transports maritimes.

Deux faits dominant toute la question : le coût de la construction navale en France est de 30 % supérieur à celui des marchés étrangers. Les charges sociales (loi de 8 heures, assurances, retraites, etc...) qui pèsent sur l'armement sont les plus élevées du monde.

En réalité, deux lois ont tenté de réduire ces « handicaps » : la loi sur le crédit maritime, la loi Tasso, sur l'aide à l'armement. Mais la concurrence internationale n'a cependant pas été amoindrie de telle sorte qu'aujourd'hui le problème se pose de façon précise :

— doit-on étendre le monopole de pavillon à toutes les colonies;

— doit-on continuer à faire profiter le trafic impérial des tarifs très bas pratiqués par les pavillons étrangers.

Si l'on opte pour la libre concurrence, on semble favoriser le trafic impérial puisqu'on lui assure des frêts moins élevés.

Mais quelle est exactement la part des frêts dans les prix des objets coloniaux ? La statistique suivante nous renseigne clairement : ¹

(1) Renseignements communiqués par le Comité Central des Armateurs de France au Conseil National Economique.

Provenance	Produits	Cours moyen 1934 rendu à destination	Fret (1934)	Pourcentage du fret dans le prix
A. O. F.	Arachides, la tonne.	675 fr.	78 fr.	11 %
Indochine ...	Bois le m ³	1.300	225	17 %
N ^{lle} -Calédonie.	Café la tonne	6.000	205	3 %
Madagascar ..	Cacao —	2.000	125	6 %
Indochine ...	Caoutchouc. —	4.950	270	5 %
Antilles	Sucre —	2.000	112	5 %

On doit en déduire que le pourcentage du fret est relativement peu élevé dans le prix de gros et à plus forte raison dans le prix de détail. Par conséquent, s'il est certain que la généralisation immédiate du monopole de pavillon à toutes les colonies générerait partiellement le trafic impérial, une extension progressive plus ou moins générale de ce privilège apporterait par contre une aide évidente à l'industrie maritime, tandis qu'elle permettrait d'autre part, d'organiser les liaisons économiques impériales sur un plan national et rationnel.

En d'autre terme, nous estimons qu'il faut *lier le développement des échanges impériaux à une politique de rénovation de notre Marine Marchande.*

Celle-ci ne peut plus lutter sur les grandes routes internationales : le marché colonial doit lui être réservé.

Le trafic impérial en profitera car il sera assuré d'une collaboration sûre et dévouée.

L'industrie des transports devient en effet de plus en plus un *Service Public*. La jurisprudence administrative, ainsi que les dispositions législatives des dernières années ont consacré ce principe (coordination-réglementation des transports routier, etc...). Les transports impériaux doivent être considérés comme des services publics : dans le domaine maritime, ils doivent, en compensation des aides de toute nature (transports officiels de courrier, fonctionnaires, troupes, marchandises destinées à des travaux publics, etc...) être astreints à des horaires fixes, à des fréquences, trajets, vitesses, tonnages, aménagements réglementés par des organismes impériaux. Mais surtout les

frêts doivent être comprimés au maximum dans l'intérêt même de l'économie impériale et, partant, des transports eux-mêmes.

Ainsi organisés, pourquoi les transports maritimes ne bénéficieraient-ils pas d'une extension progressive du monopole de pavillon qui assurerait aux colonies un régime rationnel de relations avec la Métropole ?

Une très intéressante discussion s'est engagée sur ce sujet à la Conférence Impériale. L'Ingénieur-Général Wahl et le Directeur Haarblicher ont préconisé l'extension du monopole contre les délégués coloniaux qui ont, de leur côté, proposé de nombreuses mesures d'aide à la Marine Marchande, qui ont l'inconvénient, d'être soit déjà pratiquées, soit très compliquées, soit enfin qui risquent d'être inefficaces ¹.

Différentes lois ont déjà favorisé cette extension du monopole : loi du 6 août 1933, pour les produits qui bénéficient d'une prime à la production (coton, bananes, etc...); loi du 22 février 1931 pour les marchandises acquises sur fonds d'emprunt; décret du 30 juin 1934 qui accroît le pouvoir réglementaire du Gouvernement et lui permet d'instaurer par décrets simples, le monopole pour des cas et trajets particuliers.

Malheureusement, ces solutions moyennes ont toujours peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients : elles ne s'attaquent pas directement au problème que nous résumons ainsi :

Devant la concurrence inégale des transports étrangers et la nécessité d'assurer à l'économie impériale un régime rationnel des transports maritimes, il est indispensable de réorganiser notre Marine Marchande dans le cadre de l'Empire Français, et d'envisager une extension du Monopole de Pavillon sévèrement contrôlée, surtout quant aux frêts, par un organisme impérial.

(1) Voir le résumé : *Rapport*, Tome II, page 283 et suiv.

Principes généraux de la Politique Impériale des Transports.

La politique des transports doit avoir pour but de faciliter les échanges impériaux, de les rendre plus faciles et moins coûteux. Pour atteindre ce but, ils doivent répondre aux principes de *coordination*, de *commodité*, d'*adaptation*, que nous étudierons successivement.

Principes de coordination :

La coordination est la réglementation des différents modes de transports, dans le but d'éviter les concurrences et de répartir dans l'espace et le temps, le service public du transport conformément aux besoins économiques ou sociaux.

Sur un territoire colonial donné, la coordination devra s'exercer comme elle le fait en France, par l'intermédiaire de comités régionaux d'intéressés.

Mais elle devra surtout fonctionner en vue de réglementer les échanges impériaux, dans le sens Colonies-France (France-Colonies) ou dans le sens Colonies vers une autre colonie.

L'organisation des transports aura ainsi un caractère de service public impérial, dirigé par un organisme supérieur (Partie IV) qui divisera et organisera le travail des transporteurs, depuis la piste de la savane jusqu'à la gare française de livraison, en passant par le chemin de fer, la voie navigable, la route, le port coloniaux la ligne de navigation, le port, le chemin de fer, et le réseau routier métropolitains.

La coordination assurera aux producteurs impériaux, des transports rapides, peu coûteux et qui devront être commodes.

Principe de commodité :

Ce principe doit être réalisé par l'institution du tarif dit « bout en bout », que nous définirons ainsi : c'est un tarif qui considère les divers modes de transport utilisés :

route, mer, rail, etc... comme un mode de transport unique auquel est appliqué un tarif unique et dégressif comme il est d'usage dans les longs trajets.

Nous avons calculé un exemple d'application pratique de ce tarif bout-en-bout :

Soit un minerai marocain destiné à une usine du Rhône. Aujourd'hui le minerai paie le tarif plein par fer :

Marrakech-Casablanca : 55 fr. la tonne (250 kms)

Marseille-Lyon 170 fr. la tonne (400 kms)

225 fr. la tonne (650 kms)

soit 0,34 fr. la tonne-km.

Or, les Réseaux français font aujourd'hui des tarifs dégressifs d'abonnement allant jusqu'à réduire de 50 % les tarifs pour des transports de 15.000 T. Le prix du transport de la tonne-km. atteint dans ce cas 2 centimes. Pourquoi dès lors ne pas considérer chaque colonie comme un « abonné » ?

En appliquant le bénéfice de cette disposition au transport ci-dessus étudié, la tonne Marrakech-Lyon serait transportée (navigation non comprise) pour 13 fr. et, surtout, le producteur connaîtrait de façon précise la part du transport dans son prix de revient.

Il serait utile d'organiser une sorte de « fonds commun impérial » des transports terrestres et maritimes, destiné à compenser la différence de prix des transports par terre et des transports par mer.

Principe d'adaptation :

Enfin, il est nécessaire *d'adapter chaque mode de transport aux conditions géographiques de la colonie* et d'éviter par exemple la construction de voies ferrées dans des régions où la route, plus rapidement établie et moins coûteuse rendrait d'immédiats services aux colons.

C'est ce que le Gouvernement Italien a parfaitement compris lorsqu'il a décidé la construction d'un réseau routier en Ethiopie.

Pour les lignes ferrées existantes, il serait utile d'en assouplir le trafic-voyageur par des automotrices rapides, surtout dans les pays montagneux (Algérie Indo-Chine), où le trafic est ralenti par de très fortes pentes.

L'adaptation des genres de combustibles est non moins précieuse, surtout pour éviter aux colonies des importations étrangères de combustibles liquides. Les expériences récentes effectuées avec du bois et charbon de bois, avec de l'huile végétale, sont susceptibles de faire de nos colonies africaines un réservoir inépuisable de force motrice tant pour leurs propres besoins que pour ceux de la Métropole.

3° LE TRANSSAHARIEN.

De trop nombreux ouvrages, études, rapports et articles existent déjà sur le transsaharien pour qu'il nous soit permis d'en résumer le problème par quelques propositions :

Son but : relier l'Afrique Noire et l'Afrique du Sud (qui possède déjà un réseau ferré de 40.000 km. et qui est une des seules exploitations ferroviaires faisant des bénéfices) avec nos riches provinces d'Afrique du Nord, la Métropole et l'Europe.

Du point de vue national et économique, la démonstration de l'utilité d'une telle voie n'est plus à faire. La voie ferrée crée la richesse dans les régions qu'elle dessert, (cf Transcanadien, américain et andin), à plus forte raison lorsque ces régions sont riches comme l'A. O. F., l'A. E. F. et l'Algérie-Tunisie-Maroc.

Son prix : compte-tenu des prix actuels (1936), des procédés modernes, et des études topographiques les plus récents : 2 milliards 1/2.

Sa réalisation : facile, très étudiée en particulier par le projet et le rapport Maître-Devalon¹.

(1) *Signalons un fait généralement méconnu* : en 1932, le Ministre des Travaux Publics du Cabinet Tardieu avait préparé un projet de

Elle est d'autre part urgente : si nous n'exécutons pas ce travail, d'autres nations le feront avant nous.

Enfin, elle procurerait à l'industrie nationale un débouché considérable, tant pour la fourniture des matériaux de construction que par les conséquences générales de l'établissement de la voie : la mise en valeur d'une des régions les plus riches d'Afrique, les bassins du Niger et du Tchad.

Bref, il ne reste plus à vaincre, pour décider la construction, que la carence du Gouvernement : le rapport Messimy dit à ce propos : « On ne peut s'expliquer une telle carence que par le fait de la dispersion des responsabilités entre six ministères intéressés, ceux des Travaux Publics, des Finances, de l'Intérieur, des Affaires Etrangères, des Colonies et de la Guerre ». Il faut ajouter à cette explication l'opposition soudaine et inexplicable du Parti Radical-Socialiste qui, réuni en Congrès à Clermond-Ferrand, a décidé, sur l'initiative d'un militant inconnu, de s'opposer au projet que ses grands chefs avaient toujours défendu.

Pour nous, la construction du Transsaharien constituera la première mesure d'action impériale, faisant suite aux diverses réformes que nous avons déjà préconisées (réformes des statuts douaniers), ou que nous préconiserons (réforme de l'Administration économique de l'Empire), elle montrera notre volonté d'organiser une économie nouvelle.

4° LA TECHNIQUE DES ECHANGES.

Organisation de la vente.

Pour ce problème, les colonies elles-même nous ont tracé le plan et les méthodes à suivre.

En Afrique du Nord, trois offices — dont nous avons

loi pour la construction du Transsaharien, l'avait présenté et soutenu au Conseil des Ministres, mais avait dû le retirer en raison de la situation financière générale.

montré l'action en faveur des produits « de qualité » — organisent et dirigent la vente des produits agricoles. Ce sont l'O. F. A. L. A. C., pour l'Algérie, l'O. T. U. pour la Tunisie, l'O. C. E. pour le Maroc.

Ces initiales constituent *la marque-certificat d'origine*, et surtout *la preuve du contrôle à l'expédition*.

En Algérie et en Tunisie, cette marque est facultative, mais elle est obligatoire au Maroc.

Ces organismes syndicaux ont minutieusement étudié les méthodes d'emballage, de contrôle, d'expédition, et de conservation des produits. Ils ont exigé des servitudes de normalisation des articles en accord avec les besoins des marchés européens.

Aujourd'hui, sur les places de Paris, Londres, Berlin, etc..., les produits portant les marques ci-dessus font prime : l'acheteur a l'assurance d'une qualité parfaite et surtout, homogène.

Les trois offices se sont mis d'accord sur :

1° la normalisation commune des produits et emballages;

2° la création d'un service commun de renseignements commerciaux;

3° la création d'un service commun de répartition et de distribution dans les ports de débarquement.

Depuis plusieurs années, ils ont très activement organisé la répartition et la vente des *primeurs* nord-africaines, ainsi que de la laine, du tabac, du vin et du blé, et ont doublé leur œuvre d'une véritable organisation syndicale du crédit.

Ils ont ainsi apporté une très importante contribution à l'« étude du problème fondamental de l'économie moderne qui est beaucoup moins celui de la production que celui de la distribution » ¹.

En Afrique du Nord, cette organisation de la vente a été l'œuvre de l'initiative privée. Le nombre des producteurs européens, la proximité de la France incitaient en

(1) M. Adam, *Rapports Généraux*, Tome II, page 157.

effet les agriculteurs à s'organiser sous forme de syndicats. En Afrique Noire et dans les autres colonies d'exploitation, il ne faut pas s'attendre à un pareil effort spontané : ce sera le devoir des Gouvernements locaux, d'en provoquer le développement en favorisant la constitution de coopératives indigènes qui dirigeront ce que nous avons appelé la « *discipline dans la production* » (chapitre 1^{er}). Comme le dit encore M. Adam : « il faut que le produit colonial ne soit plus dans l'esprit de beaucoup trop de consommateurs, synonyme de produits de qualité « inférieure ».

On peut affirmer aujourd'hui que pour les produits d'Afrique du Nord, ce résultat est déjà acquis.

Enfin, il sera nécessaire de développer la propagande en faveur des produits coloniaux, comme l'on déjà fait les trois offices précités, et comme l'a si brillamment réalisé le Colonial Marketing Board en lançant dans tout l'Empire Britannique la fameuse formule : Buy British !

QUATRIEME PARTIE

ESSAI D'ORGANISATION IMPERIALE

L'étude analytique que nous venons de terminer nous a permis de dégager les éléments et les possibilités de l'économie impériale. Elle nous a montré dans quel sens il conviendrait de développer et de coordonner les activités métropolitaines et coloniales : à l'occasion de chaque étude particulière (Régimes douaniers, transports, productions, etc...) nous avons indiqué les mesures à prendre.

Une étude synthétique est maintenant nécessaire, qui nous conduira à l'examen des organismes qui auront la charge de diriger et de gérer l'économie impériale.

Nous serons amenés à critiquer et à réformer certaines institutions existantes et surtout à prévoir la création de certains organismes dont nous établirons succinctement le rôle, la compétence et le statut.

INTÉGRATION DE L'ADMINISTRATION IMPÉRIALE DANS L'ADMINISTRATION FRANÇAISE.

A. — *Caractères généraux.*

La pratique administrative des dernières années a prouvé :

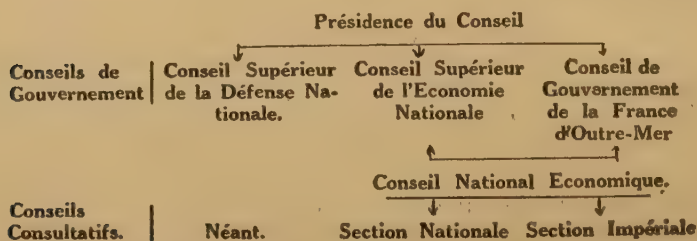
— les bienfaits des Conseils supérieurs réunissant autour d'une même table le Président du Conseil, les Ministres responsables, et les hauts fonctionnaires intéressés. Nous en avons étudié un exemple dans le Haut Comité Méditerranéen.

Citons en outre le Conseil supérieur de la Défense Nationale.

Ce sont de véritables conseils de Gouvernement, alors que les Conseils de Cabinet sont des conseils politiques. Ils ont de plus l'avantage d'unir les techniciens les plus qualifiés aux Ministres responsables. (Résidents Généraux, Directeurs Généraux, etc...).

— La quasi-stérilité des discussions, rapports et discours des assemblées réunissant à la foi des pouvoirs publics et des pouvoirs privés. En notre matière, le Conseil Supérieur des Colonies est un exemple remarquable, et il serait difficile qu'il en soit autrement : en effet, le titulaire est nommé par le Ministre qui évite de porter son choix sur toute personne susceptible de troubler son « administration ».

En conséquence, nous estimons que l'Administration impériale devrait être intégrée dans l'Administration française de la façon suivante :



B. — Un Conseil de Gouvernement.

Le Conseil de Gouvernement de la France d'Outre-Mer.

Fort différent du Conseil actuel — qui, selon notre plan, deviendrait la Section impériale du Conseil National Economique, il ne comprendrait que des représentants de l'autorité publique, à savoir :

1°) Le Président du Conseil, président, et son secrétaire général;

2°) Le Ministre de la France d'Outre-Mer et son secrétaire général;

3°) Le Ministre de la Défense Nationale de l'Economie Nationale;

4°) Les Gouverneurs et Résidents Généraux des colonies, ou leurs délégués;

5°) et tout fonctionnaire spécialement désigné par le Président du Conseil — à titre temporaire.

Ainsi composé, ce Conseil est avant tout un *Conseil de Gouvernement*, sorte de Conseil de Cabinet spécialisé, d'où la politique est exclue, et où sont prises les décisions d'importance, en présence et avec l'accord de tous les Ministres intéressés. Cette procédure supprime la « navette » d'un ministère à un autre, si redoutée des Gouverneurs et Résidents actifs !

Un bureau permanent — il existe déjà depuis 1936, pour le Haut Comité Méditerranéen — siégerait à la Présidence du Conseil. Composé de deux ou trois fonctionnaires qualifiés, il renseignerait le Président, il servirait de liaison entre le Ministère de la France d'Outre-Mer, les Ministères intéressés (Défense et Economie Nationales) et le Président; il préparerait les réunions du Conseil et surveillerait, au nom du Président, l'exécution et le contrôle des décisions prises.

Le Conseil se réunirait obligatoirement tous les trois mois.

Une session plus importante, en été par exemple, réunirait obligatoirement tous les Gouverneurs généraux (sauf naturellement ceux des provinces trop lointaines).

En résumé, il suffit de prendre modèle sur l'organisation du Haut Comité Méditerranéen dont nous avons décrit les avantages, reconnus d'ailleurs par tous ceux qui ont participé à ses travaux.

Vis-à-vis de ce Conseil, *organe de Gouvernement*, le Ministère de la France d'Outre-Mer jouerait un rôle d'exécution et d'administration exactement comme celui que

jouent les Ministères de la Guerre et de la Marine vis-à-vis du Conseil Supérieur de la Défense Nationale. Le rôle de l'actuel Ministre des Colonies ne serait donc en rien diminué, mais, bien au contraire, sa compétence serait élargie et son autorité accrue.

C. — *L'organe de direction.*

L'importance de ce sous-titre se dégage de la description même du système actuel :

— l'Administration de l'Algérie relève du Ministère de l'Intérieur, où une « Direction des Affaires Algériennes suit « administrativement » l'action du Gouverneur Général d'Alger;

— les destinées politiques et économiques du Maroc, de la Tunisie, et des pays sous mandats sont confiées au Ministère des Affaires Etrangères qui gère, avec son esprit diplomatique, et lorsque les difficultés européennes lui en laissent le loisir, des pays où les problèmes économiques croissent et se heurtent avec vigueur.

— Enfin, les autres colonies relèvent du Ministère des Colonies, l'un des plus déshérités de nos départements ministériels avec ses 59 agents, 37 dactylographes et 33 fonctionnaires coloniaux détachés !

Si l'on ajoute que le rapport des frais d'administration centrale, à l'ensemble des dépenses budgétaires, qui est de 66 0/00 pour tous les Ministères, n'est que de 35 0/00 pour le Ministère des Colonies qui dirige un domaine 17 fois plus étendu que la France et peuplé de 50 millions d'indigènes. Si l'on ajoute, ou plutôt si l'on répète, que nos colonies sont notre premier client et notre premier fournisseur, on admettra facilement que l'inorganisation actuelle de la direction de nos territoires d'autremer est la faute la plus lourde que l'on puisse reprocher à la politique économique de la III^e République.

LE MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

La création d'un Ministère ayant sous son contrôle l'ensemble de nos territoires extérieurs est d'une nécessité tellement évidente qu'il est plus utile d'étudier les raisons qui en ont empêché jusqu'à ce jour la réalisation plutôt que celles qui la justifient.

Nous avons déjà montré combien la disparité des statuts juridiques de nos possessions était néfaste à l'application d'une politique d'ensemble. Un certain formalisme diplomatique — qu'il n'est pas exagéré de qualifier de coupable à une époque où les grandes nations violent les traités et les engagements les plus importants — nous a conduit à conserver les vieilles formules des traités d'avant-guerre, à maintenir, par exemple, le Maroc au Quai d'Orsay.

Si, par hasard, comme cela s'est produit lors de la formation du Cabinet Tardieu de 1932 et du Cabinet Léon Blum (juin 1936), le Président songe à confier à un même chef et à un même organe toutes nos possessions, il doit, ou renoncer à son projet devant l'hostilité des bureaux (ce qui a été fait), ou baptiser du nom de Ministère de la France d'Outre-Mer, un Ministre et son cabinet qui partagent leur besogne et leur temps entre le quai d'Orsay, la Place Beauvau et la rue Oudinot (solution hypocrite contre laquelle il faut s'élever).

L'institution d'un Ministère de la France d'Outre-Mer ne doit pas être un compromis, un pis-aller, elle doit être une véritable création, comme la politique économique impériale doit être elle-même une création et non pas un accommodement des méthodes passées qui ont fait faillite.

Dans le projet qui suit, nous nous sommes efforcés de suivre les principes que nous avons dégagés dans les chapitres précédents, en particulier la division en Direction selon la nature des activités (économie, vie sociale, etc...) et non pas selon les colonies, de manière à pouvoir appliquer à l'ensemble de l'Empire une « politique impériale »

unique dans son inspiration, sa direction et son application.

PROJET D'ORGANISATION D'UN MINISTÈRE
DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

Le Ministre.

Cabinet Civil.

Cabinet Militaire.

Secrétariat Général.

Liaisons avec les Ministères.

Centralisation du courrier avec les gouverneurs coloniaux.

Un bureau par grande colonie.

Budget des Services Centraux et questions financières (Emprunts impériaux).

Centralisation et vérification des Budgets locaux.

Documentation coloniale comparée.

Bureau de la statistique impériale.

Inspection Générale.

A la disposition du Ministre.

Organisée en tournées régulières dans l'Empire.

Le Conseil des Directeurs.

Présidé par le Ministre ou son délégué. Assisté du Secrétaire Général, composé par les Directeurs et s'il y a lieu, d'Inspecteurs généraux.

Les Directions.

Direction des Services économiques :

(1 directeur, 3 sous-directeurs)

Agriculture.

Mines et Industrie.

Outillage.

Transports, échanges, commerce.

Direction des Services sociaux :

Enseignement et Hygiène.

Direction des Services Politiques :

Bureau diplomatique.

Bureau Militaire.

Politique Indigène.

Office Autonome.

Office de Propagande et Documentation Commerciale, touristique et technique.

Cette organisation d'ensemble exclut à dessein la division du travail par colonies. De même qu'au Ministère de l'Intérieur il n'y a pas un bureau par département ou province, de même dans notre cas, il ne doit y avoir de spécialisations territoriales : c'est à cette condition que l'on obtiendra la formation d'une économie et d'un esprit impérial. C'est pourquoi nous n'avons prévu de distinction entre les colonies qu'à l'échelon du Secrétariat Général qui correspond directement avec les Gouverneurs locaux.

Le personnel nécessaire au fonctionnement de ces services sera naturellement recruté parmi les fonctionnaires coloniaux et les jeunes diplômés de l'Ecole de la France d'Outre-Mer.

Il ne serait pas inutile cependant de faire appel à des fonctionnaires d'autres départements ministériels afin d'exciter la routine ou plutôt la déformation professionnelle de certains coloniaux et d'introduire dans la gestion de l'économie impériale des éléments représentant la Métropole.

— Inspecteurs des Finances, Conseillers d'Etat, Inspecteurs des Services Administratifs, pour l'Administration proprement dite.

— Ingénieurs des Ponts et Chaussées, de l'Ecole Centrale, fonctionnaires de la Marine Marchande, Diplômés d'écoles commerciales, pour l'outillage, les transports, le commerce.

— Ingénieurs agronomes, des Mines, et tous autres techniciens pour l'économie générale.

D. — *Un organe consultatif.*

Comme dans toutes les activités administratives qui collaborent avec la vie économique, la consultation des représentants de l'initiative privée est nécessaire. En France, cette consultation est de plus en plus fréquente : Conseil National Economique, Chambres de Commerce et d'Agriculture, Comités de Coordination, Conseils supérieurs des Chemins de Fer, P. T. T., Colonies, etc...

Généralement, nous l'avons dit, surtout dans notre matière, la consultation de pareils organes est restée stérile parce que le Gouvernement a toujours évité d'organiser rationnellement la représentation des intérêts privés. Il craint en effet de favoriser la création d'une sorte de « Parlement économique » si contraire au principe démocratique. Il préfère nommer lui-même telles ou telles personnes qui par reconnaissance ou soumission gêneront le moins son action !

C'est parce que nous reconnaissons nous-mêmes le danger dit du « Parlement Economique » que nous avons placé l'organe de consultation, en deuxième plan, si l'on peut dire, à savoir sur le plan du Conseil National Economique.

Mais, ces précautions étant prises, il convient de ne plus craindre la consultation et de l'étendre aux personnes les plus qualifiées, c'est-à-dire celles qui sont nommées par les intérêts privés.

La Conférence impériale n'a pas craint d'appeler ces représentants qualifiés de l'agriculture, de l'industrie coloniales. Ce sont eux qui ont donné aux discussions toute leur valeur et aux décisions toute leur efficacité pratique. Pourquoi donc ne pas composer cette section du Conseil National Economique des délégués des Chambres de Commerce, d'agriculture, des administrations locales, des indigènes même, ainsi que des industries métropolitaines en

rapport avec les colonies (armateurs, importateurs...), etc. ? Mais il est nécessaire d'abroger le système de nomination d'après le choix du Ministre : le Conseil Supérieur des Colonies actuel est composé d'une majorité de « publicistes, hommes de lettres, administrateurs de Sociétés..., souvent des retraités, etc... » qui ne participent plus et même n'ont jamais participé à la vie active des colonies.

Une seule session par an suffirait à cette Assemblée consultative. Réunie en été, elle permettrait aux délégués des provinces les plus lointaines de se déplacer pendant la période des vacances. Pour l'Indo-Chine et l'Océanie, la représentation pourrait se faire par délégués habitant dans la Métropole.

En un mot, sous le nom de Conseil Economique de la France d'Outre-Mer, c'est la Conférence Impériale elle-même qu'il conviendrait de réunir chaque année : on ne peut pas mieux dire, ni mieux espérer.

Le Conseil Economique de la France d'Outre-Mer.

(Section Impériale du Conseil National Economique).

Voici comment nous concevons son organisation :

Composition :

1°) Membres de Droit :

- Le Ministre, président;
- Les parlementaires coloniaux;
- Les anciens gouverneurs et Résidents.

2°) Membres élus :

- Quatre délégués par grandes colonies, élus par les Chambres de Commerce et d'Agriculture, etc..., *des colonies.*
- Délégués élus par les Chambres de Commerce et d'Agriculture, les importateurs, les transporteurs, les armateurs, etc..., *de la Métropole.*

Sessions : Une session ordinaire par an.

Convocation extraordinaire à la demande de la majorité des délégués élus.

Organisation intérieure.

1°) Division en Comités impériaux :

Comité impérial de l'Agriculture,
du Commerce et Industrie,
des Transports et de l'outillage.

2°) Création d'un *bureau permanent* à Paris : dont le Directeur serait nommé par les délégués élus, qui préparerait la Conférence et assurerait une liaison permanente entre les intérêts privés locaux et le bureau permanent du Conseil de Gouvernement à la Présidence du Conseil.

Rôle : Etudier toutes les questions impériales, et soumettre des vœux sous forme de rapports au Conseil de Gouvernement de la France d'Outre-Mer (Présidence du Conseil).

Ainsi, les intérêts privés sont directement représentés auprès du chef responsable et gardien de l'intérêt général, le Président du Conseil, seul qualifié pour les prendre en considération ou les repousser.

E. — *Un événement impérial de dernière heure. La Conférence des Gouverneurs Généraux (Novembre 1936).*

Au moment de mettre sous presse, nous lisons dans le « Temps » du 29 octobre 1936, une note concernant « La Conférence des Gouverneurs Généraux ».

Il s'agit d'une Conférence qui doit se tenir le 3 novembre et dont l'esprit est tellement voisin des conclusions de cette quatrième Partie qu'il nous a paru utile d'en faire mention.

Le Ministère a fait savoir, par un communiqué, que cette Conférence « *avait pour but de favoriser l'élaboration d'une doctrine coloniale rajeunie et compréhensive, qui puisse s'imposer à la fois aux Gouvernements Généraux et aux Services du Ministère des Colonies* ».

Quant à son organisation, cette Conférence répond aux préoccupations que nous avons ci-dessus dégagées; elle comprend, en effet, comme notre « Conseil de Gouvernement de la France d'Outre-Mer », (voir paragraphe B) : le Président du Conseil, les Ministres de l'Economie Nationale, des Colonies, et un Ministre d'Etat, et enfin les Gouverneurs Généraux des Grandes Colonies.

Souhaitons que, dans un avenir prochain, cette Conférence obtienne un statut définitif, et surtout la périodicité des Sessions. Répétons ce que nous avons dit pour la Conférence Impériale : Il ne faut pas que cette Conférence ne soit qu'un *événement impérial*, elle doit être une *institution impériale*.

CONCLUSION

Nous ne nous étions proposé que l'étude d'une question, économique et française. Aussi bien n'avons-nous pas traité la question fort importante de la *politique indigène*, ni celle de l'extension du problème impérial sur le *plan international*.

Nous voudrions, en conclusion, examiner rapidement ces deux points.

La politique indigène exigerait, colonie par colonie, une étude très approfondie, qui ne manquerait pas de faire ressortir, comme l'ont fait déjà de nombreux étrangers, l'admirable effort entrepris par la France. Bien qu'ayant volontairement ignoré cette question, nous pensons cependant que l'organisation administrative de l'Empire, que nous avons prévue, donnerait à cette politique indigène plus de cohésion et de continuité, et aux chefs qui doivent l'appliquer plus d'autorité et de moyens d'action.

On a souvent reproché, à juste titre, à notre politique de manquer d'unité. La politique, vis-à-vis de l'Islam, entité morale et économique fortement marquée, ou vis-à-vis des populations noires et jaunes, s'est trouvée morcelée par la division administrative. L'unification économique, et l'organisation d'un Conseil de Gouvernement que nous avons proposés, permettrait de coordonner les statuts administratifs et de donner aux chefs responsables, plus d'information et plus d'autorité. L'agitation politico-sociale qui se développe rapidement en pays islamique, par exemple, et qui grandit de jour en jour, en Afrique du Nord, naissant d'un incident minime, grossie par des agitateurs et l'imagination orientale, ne serait-elle pas brisée, à la source, si aussitôt, les chefs responsables et hiérar-

chiquement égaux des trois colonies édictaient, en accord télégraphique entre eux, et avec le Conseil de Gouvernement de la France d'Outre-Mer, des mesures judicieuses, uniformément et massivement appliquées de la Tripolitaine au Moghreb. Il suffit de lire les ordres du jour du Haut Comité Méditerranéen pour constater que c'est la politique que, sans cesse, nos trois gouverneurs réclament et appliquent depuis les conférences Nord-Africaines de Lyautey : *unifier, coordonner la politique, pour la rendre souple et puissante.*

Quant aux forces de sécession politique, nous croyons avoir suffisamment montré que l'Union économique totale, c'est-à-dire l'union des intérêts matériels, atténue les disparités ethniques, et annihile les mouvements séparatistes. L'histoire des grandes nations : France, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne, n'est-elle pas l'histoire de la fusion de peuples divers, et souvent de races opposées, sous une même loi et un même destin économiques ?

Si la politique impériale est entreprise avec fermeté et avec foi, c'est la même œuvre d'unification nationale qui poursuivra son action dans l'espace, avec toute la souplesse que nécessitera la politique indigène de chaque territoire.

Aussi pouvons-nous conclure que c'est l'économique qui domine le problème impérial.

**

Mais avant d'en terminer avec l'aspect national du problème impérial, nous voudrions insister, une dernière fois ¹, sur un point que nous n'avons cessé de qualifier de fondamental :

L'Economie impériale ne doit pas être une économie fermée, son organisation ne doit tendre qu'à donner plus de vigueur à l'économie française, en élargissant son marché « intérieur » et en donnant un champ d'expansion à son activité.

(1) Voir 3^e partie, chapitre I *in fine*.

Le progrès est ainsi fait, qu'il exige du mouvement pour se maintenir. La prospérité américaine et européenne n'était autre chose que la conquête des marchés intérieurs, puis des marchés extérieurs par l'industrie et le commerce. Le jour où les pays industriels ont dû arrêter cette conquête, cette progression, ils se sont trouvés devant une crise de structure, et non pas devant une de ces crises cycliques qui ne sont que crises de croissance.

Certains peuvent penser que l'ère de progrès de la production *des richesses* sera suivie d'une ère, non moins prospère, de progrès dans la *répartition des richesses*. Nous ne croyons pas, pour notre part, que ce progrès social, lent et surtout insensible aux individus qui en profitent inconsciemment, puisse satisfaire l'insatiable besoin d'action qui caractérise la race blanche. C'est ce désir d'agir qui a poussé les pionniers vers les colonies, et les pays « neufs », c'est lui qui poussera l'économie nationale vers l'économie impériale. Mais cette économie élargie, revigorée par un dynamisme interne, n'en sera que plus forte pour multiplier ses échanges extérieurs. Ceux-ci, en effet, en permettant à la concurrence étrangère de s'exercer sur le marché interne, évitent à l'économie nationale des désordres et des entraînements excessifs. L'isolement de pays tels que l'Allemagne, la France même, nous montre les exagérations qui naissent de l'absence d'échanges extérieurs. Le législateur édicte les charges sociales les plus inconséquentes, les industriels ouvrent des entreprises les moins rémunératrices : citons comme exemple : le caoutchouc et la laine artificiels d'Allemagne, le blé des Marais Pontins, la loi de 40 heures instaurée unilatéralement par la France, le désordre des prix de détail, des prix agricoles, etc... *La concurrence internationale est le frein de tous ces excès, elle est, partant, la condition du progrès général d'un groupe de pays qui forment entre eux un bloc homogène que l'on nomme Civilisation.*

C'est nécessairement dans le cadre de la civilisation européenne que tendra à s'organiser l'économie impériale.

Déjà certains pays envisagent une redistribution des matières premières. Comme nous l'avons montré¹, c'est aussi une redistribution des pouvoirs d'achat individuels qu'il est utile d'entreprendre pour donner des débouchés à une production industrielle trop concentrée dans l'espace.

Associer les masses indigènes à l'économie moderne, c'est-à-dire les faire participer à la production et aux échanges, diffuser sur de vastes et riches territoires les entreprises industrielles et le pouvoir d'achat, répartir harmonieusement et avec souplesse, entre les diverses contrées de l'Empire, une législation sociale et économique de même esprit et de même idéal, bref affirmer la prépondérance de l'esprit français sur 60 millions d'habitants et 11 millions de km², tels sont les buts de la politique impériale française.

Pense-t-on, dès lors, que cette politique puisse être un remède direct à la crise économique, qu'elle soit capable de diminuer le chômage et de redonner la vie aux affaires ?

Pense-t-on aussi que cette politique soit exclusivement française ?

Nous croyons que ses buts sont plus élevés, son domaine plus vaste.

La politique impériale est une politique d'expansion offerte à la civilisation européenne, et fondée sur l'action constructive. Elle constitue moins une solution à des difficultés passagères, qu'une invitation à modifier le sens des énergies, à les détourner d'activités rabougries par les nationalismes politiques, à les diriger vers des œuvres qui dépassent l'homme dans le temps, et les nations dans l'espace.

La paix et la prospérité de l'Europe ne peuvent se

réaliser dans le statique, qui comprime les forces d'action, brise les élans d'idéal. Il est possible que cette paix et cette prospérité s'organisent dans le dynamisme d'une construction économique européenne et impériale¹.

Nous avons voulu démontrer, par cette étude, que l'entreprise de cette œuvre constructive était, pour la France, possible et nécessaire.

(1) Dans un article récent de Paris-Soir du 5-11-1936, M. Mistler, Président de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Députés, fait une allusion très caractéristique à la *collaboration européenne* à la mise en valeur de l'Ethiopie italienne :

« Cette conquête (de l'Ethiopie) une fois reconnue, on a peine à « croire que pour sa mise en valeur l'Italie fasse appel uniquement « à l'aide d'une Allemagne aussi pauvre qu'elle-même en capitaux. Les « réalités sont plus fortes que les discours. *C'est peut-être dans la nécessité d'une collaboration économique entre les puissances qu'est « la meilleure chance de la paix.* Le discours du Duce laisse, m'a-t-il « semblé, une porte ouverte à cette perspective : nous ne la fermerons « pas ».

M. Mistler n'hésite pas à voir dans cette collaboration internationale une « chance de paix » pour l'Europe. Limitant notre étude au problème économique, ajoutons que nous y voyons « une chance de prospérité ».

ANNEXE I

DÉCRET DU 23 FÉVRIER 1935 INSTITUANT LE HAUT COMITE MEDITERRANEEN ET DE L'AFRIQUE DU NORD

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Le Président de la République française, sur le rapport du Président du Conseil, du Ministre des Affaires Etrangères, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Guerre, du Ministre des Colonies,

vu la loi du 24 avril 1833,
vu la loi du 29 décembre 1906,
vu la loi du 27 mai 1891,
vu la loi du 9 avril 1884,
vu le décret du 19 février 1907,
vu le décret du 11 juin 1912.
vu le décret du 23 novembre 1930,
vu le décret du 16 juillet 1933,

décète :

ART. 1. — Il est créé auprès de la présidence du Conseil, un organisme qui prend le titre de « *Haut Comité Méditerranéen et de l'Afrique du Nord* ».

Il connaît de toutes les questions communes à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc, aux Etats du Levant sous mandat français, ainsi que les questions qui peuvent se poser dans les rapports desdits territoires soit entre eux, soit avec la métropole.

ART. 2. — Ce comité comprend, d'une part, le Président du Conseil, le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Guerre, le Ministre des Colonies; d'autre part, le Gouverneur Général de l'Algérie, le Commissaire Résident Général de la République Française au Maroc, et le Haut Commissaire de la République en Syrie et au Liban. Ces derniers, avec l'agrément du Ministre dont ils relèvent, pourront se faire représenter par un délégué.

En outre, le Président du Conseil peut appeler à siéger au haut comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord, avec voix délibérative, les membres du Gouvernement n'appartenant pas à ce comité, à raison des affaires intéressant leur département; avec voix consultative telle personne qu'il juge utile de convoquer à raison de sa compétence.

ART. 3. — Le comité se réunit une fois par an, le second mardi de Mars et, en outre, sur convocation du Président du Conseil, chaque fois que celui-ci juge opportun de le convoquer. De plus, chacun des ministres intéressés peut demander au Président du conseil de réunir le comité pour délibérer sur une affaire urgente. L'ordre du jour, arrêté par la Présidence du Conseil, est communiqué aux autorités désignées à l'article précédent par les soins du secrétariat prévu ci-après.

ART. 4. — Le secrétariat du Comité est assuré par le fonctionnaire chargé des affaires méditerranéennes à la Présidence du Conseil. Il participe aux délibérations. Dans l'intervalle des sessions, il est chargé de centraliser toute la documentation relative aux questions qui peuvent faire l'objet d'une délibération ultérieure et aux questions dont le comité lui confie l'étude.

ART. 5. — Le Président du Conseil, le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Guerre, le Ministre des Colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 février 1935.

ALBERT LEBRUN.

P.-E. FLANDIN.

P. LAVAL.

L. ROLLIN.

ANNEXE II

Présidence du Conseil

République Française

Secrétariat Général

HAUT COMITE MEDITERRANEEN

Session du 25 mars 1936.

I. — Questions Politiques :

- 1° Principes de la politique générale en Afrique du Nord et dans les Etats du Levant.
- 2° Régime de la presse (Afrique du Nord).
- 3° Délimitation de la frontière politique entre l'Algérie et le Maroc du Sud (de Figuig au Rio del Oro).
- 4° Délimitation de la frontière politique entre l'Algérie et la Mauritanie (Algérie — A. O. F.).

- 5° Organisation du service des renseignements en Tunisie.
- 6° Réglementation de l'enseignement (Tunisie).
- 7° Surveillance des étudiants musulmans dans les Universités métropolitaines (Tunisie).
- 8° Législation des syndicats professionnels et des conseils régionaux du Travail (Tunisie).
- 9° Droit d'association des fonctionnaires (Tunisie).
- 10° Régime des réunions publiques à caractère politique (Tunisie).
- 11° Mesures de déportation à l'encontre des sujets tunisiens.
- 12° Déchéance de la nationalité française à l'égard des naturalisés suspects de menées anti-française (Tunisie).

II. — *Questions Economiques :*

- 13° Politique économique générale de la France et de ses possessions méditerranéennes (Maroc).
- 14° Importation en Algérie des bois yougoslaves.
- 15° Echanges entre le Maroc et l'A. O. F.
- 16° Augmentation des tarifs de transport entre l'Algérie et la Métropole.
- 17° Investissement et protection des capitaux français dans les entreprises minières.
- 18° Défense des intérêts économiques de la France dans la zone de Tanger.
- 19° Régime des phosphates en Afrique du Nord.
- 20° Réforme économique et douanière du Maroc.
- 21° Régime douanier des confins algéro-marocains.
- 22° Taxe instituée par l'Algérie sur les produits agricoles marocains transitant en Algérie à destination de la France et des autres pays.
- 23° Régime préférentiel pour les importations du Levant dans la Métropole.

Vu : Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu : Le Président de la Thèse,
H. TRUCHY.

Vu et Permis d'Imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux.

- Conférence Economique de la France Métropolitaine et d'Outre-Mer (Décembre 1934, Avril 1935). Rapports généraux et conclusions d'ensemble (2 vol.).
- Conseil National Economique : les Relations Economiques entre la France et ses Colonies (Rapport G. DAYRAS). Imprimerie Nationale, 1934.
- ALBERT SARRAUT. — *La mise en valeur des colonies françaises*, 1923.
- EUGÈNE GUERNIER. — *L'Afrique, Champ d'Expansion de l'Europe* (1933).
- *Le Destin des Continents* (1935).
- Encyclopédie Coloniale et Maritime*, 8 volumes (ouvrage très documenté (1936)).
- REVUES. — *Economique Internationale*. — *Bulletin de l'Afrique Française*. — *Bulletin du Ministère des Colonies*. — *Revue des Vivants*. — *Revue Politique et Parlementaire*. (Voir les dates dans les notes du texte).
- Statistique générale de la France* (Bulletin 1935-36).
- Bulletin d'Informations Economiques* (Banque Nationale de Crédits. Novembre 1935).

II. — Ouvrages spéciaux.

- LORD BEAVERBROOK. — *Les ressources de l'Empire Britannique*, 1934.
- O. MOSLEY. — *The Greater Britain* (1925).
- STOYE. — *L'Angleterre dans le Monde*, 1935.
- The Economist* (la collection de 1932).
- ANDRÉ SIEGFRIED. — *La crise Britannique au XX^e siècle*, 1931.
- CHEVALLIER. — *L'évolution de l'Empire Britannique*, 2 vol., 1930.
- Ministère des Colonies : Collection des Rapports spéciaux de la Conférence Impériale (1934-35).
- Statuts de l'Office Algérien d'action économique (OFALAC) et de l'Office Chérifien d'Exportation (OCE).
- Suppléments du Bulletin quotidien. (Feuilles économiques et coloniales, 1934 à 1936).
- Rapports Parlementaires sur le Budget des Colonies, 1935 et 1936.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

L'EXEMPLE DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

CHAPITRE I. — <i>Evolution politique et économique de l'Empire Britannique</i>	13
CHAPITRE II. — <i>La Conférence d'Ottawa</i>	18
Les concessions britanniques avant Ottawa	18
Les concessions anglaises à Ottawa	21
Les concessions des Dominions à Ottawa	22
Conclusion sur Ottawa	24
CHAPITRE III. — <i>Les Problèmes actuels de l'Empire Britannique</i>	27
CHAPITRE IV. — <i>Les Doctrines modernes d'Impérialisme Economique en Angleterre</i>	31
CHAPITRE V. — <i>Similitude des Problèmes Impériaux en France et en Angleterre</i>	37
CHAPITRE VI. — <i>L'exemple du nouvel Empire Italien</i>	41

DEUXIEME PARTIE

SITUATION ACTUELLE DE L'EMPIRE FRANÇAIS

CHAPITRE I. — <i>Part de l'Economie Impériale dans l'Economie Française</i>	43
Part de l'Empire Colonial dans le Commerce Extérieur de la Métropole	43
Place des Colonies dans la liste des meilleurs clients de la Métropole	45
Etude statistique des divers produits échangés entre la Métropole et ses colonies	46
Conclusion	51
CHAPITRE II. — <i>Les Efforts récents d'Organisation Impériale en France</i>	52
Les Conférences Nord-Africaines	52

Les Efforts d'Organisation Impériale avant la Conférence de 1935. — L'Exposition Coloniale. — La Conférence du Commerce colonial 1933	55
La Conférence préparatoire 1933	57
Le rapport du Conseil National Economique (Rapport Dayras)	59
La Conférence Impériale 1934-1935	65
Le Haut Comité Méditerranéen	65

TROISIEME PARTIE

ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DE L'EMPIRE PRODUCTION — CONSOMMATION — ECHANGES

CHAPITRE I. — <i>La Production impériale</i>	69
Etude des Productions de l'Empire	69
A. Productions complémentaires	69
B. Productions supplémentaires	81
Principes généraux d'une Politique Impériale de la Production	85
A. Principes généraux	85
B. Moyens d'application	91
a) Réforme douanière	95
b) Participation de l'Empire aux accords diplomatiques	99
c) Recherche de débouchés à l'étranger ..	100
CHAPITRE II. — <i>La Consommation</i>	102
Etat actuel de la Puissance de Consommation dans les Colonies Françaises	102
Position du problème général de la consommation et de la production françaises. (Du pouvoir d'achat chez les peuples agricoles et chez les peuples industriels)	105
Problème du développement industriel des Colonies	
Les exemples (Maroc. Indes anglaises et néerlandaises. Egypte. Congo Belge)	108
Etude systématique du problème	111
Les Conditions du développement de la consommation indigène	113
CHAPITRE III. — <i>L'Outillage économique. Les échanges</i>	115
Outillage économique et social	115
Les Transports dans l'Empire. Transports maritimes.	117
Principes généraux de la Politique Impériale des Transports. Coordination. Commodité. Adaptation.	122
Le Transsaharien	124
La Technique des Echanges	125

QUATRIÈME PARTIE

ESSAI D'ORGANISATION IMPÉRIALE

Intégration de l'Administration Impériale dans l'Administration Française	129
A. Caractères généraux	129
B. Un Conseil de Gouvernement	130
Le Conseil de Gouvernement de la France d'Outre-Mer. Son organisation. Sa compétence	131
C. Un Organe de Direction : Le Ministère de la France d'Outre-Mer	132
D. Un Organe consultatif	136
Le Conseil Economique de la France d'Outre-Mer	137
E. Un événement impérial de dernière heure : La Conférence des Gouverneurs généraux (nov. 1936)	138
CONCLUSION	140
ANNEXES. — I. Décret du 23 février 1935 instituant un Haut-Comité Méditerranéen	145
II. Exemple d'ordre du jour d'une session du Haut-Comité	146
BIBLIOGRAPHIE	148

